



Évaluation environnementale

PCAET de la Communauté de Communes de Rives de Saône

RAPPORT 3/3



FEVRIER 2019



SOMMAIRE

Chapitre 1 : Résumé non technique.....	2
1. Présentation du PCAET.....	6
2. Perspectives d'évolution de l'environnement en l'absence de PCAET	6
3. Articulation avec les autres plans et programmes	8
4. Justification des choix retenus et solutions de substitution envisagées.....	9
5. Incidences du PCAET sur les divers champs de l'environnement.....	10
6. Mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser).....	14
Chapitre 2 : Présentation du PCAET	2
1. La définition et les objectifs du PCAET.....	18
2. Présentation du PCAET de la communauté de commune de Rives de Saône.....	18
Chapitre 3 : Perspectives d'évolution de l'environnement en l'absence de PCAET	2
1. Préambule.....	24
2. Perspectives d'évolution globales vis-à-vis des différents champs de l'environnement en l'absence de PCAET.....	24
3. Perspectives d'Évolution des champs directement liés au PCAET en l'absence de mise en œuvre de ce plan	30
Chapitre 4 : Articulation avec les autres plans et programmes	2
1. Préambule.....	36
2. Articulation du PCAET avec les autres plans/schémas/programmes.....	37
3. Cohérence du PCAET avec les autres plans/schémas/programmes.....	39
Chapitre 5 : Justification des choix retenus et solutions de substitutions envisagées.....	2
1. Les solutions de substitution envisagées.....	46
2. Justification des choix retenus dans leur globalité pour l'élaboration du PCAET	48
3. Justification des choix retenus par action	55
Chapitre 6 : Incidences du PCAET sur les divers champs de l'environnement	2

1. Les incidences de la mise en œuvre du PCAET sur les divers champs de l'environnement.....	66
2. Evaluation des incidences Natura 200	90
Chapitre 7 : Mesures ERC (Éviter, réduire, compenser)	2
Chapitre 8 : Indicateurs et modalités de suivi	2
1. Préambule	114
2. Indicateurs de suivi mis en place par action	115
Chapitre 9 : Méthodologie de l'évaluation environnementale.....	2
1. Préambule	126
2. Démarche de l'évaluation environnementale.....	126
3. Sources de données utilisées.....	127
4. Méthodes d'analyse utilisées	129
5. Difficultés rencontrées.....	130

CHAPITRE 1 : RESUME NON TECHNIQUE

1. PRESENTATION DU PCAET

Le PCAET est un cadre d'engagement qui permet de participer à l'atténuation du changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la collectivité et de son territoire, cela permet aussi de s'adapter aux effets du changement climatique.

La stratégie du PCAET de la Communauté de communes de Rives de Saône a été élaborée avec l'appui d'un diagnostic territorial faisant ressortir des grands enjeux, et grâce à l'étude de 3 scénarios : un scénario au fil de l'eau (aucunes actions sur le territoire), un scénario mesures nationales (évolution avec les mesures nationales en place) et un scénario optimal (mobilisation de l'ensemble des capacités régionales).

C'est le scénario optimal est qui développé à travers ce PCAET, car c'est celui qui permet de mettre en place un maximum de mesures, de s'adapter au maximum au contexte local et d'atteindre des objectifs à minima ambitieux. Ainsi, il retient pour objectifs à l'horizon 2050 une réduction de 43% de consommation d'énergie et de GES, et un taux d'énergies renouvelables de 44% contre environ 17% actuellement.

La stratégie est ensuite déclinée en actions qui se structurent autour de 5 principaux axes comme suit :

- Habiter et se loger en utilisant le moins d'énergies fossiles
- Se déplacer/transporter les marchandises en polluant moins
- Consommer en économisant la ressource
- Travailler et produire en préservant l'environnement
- S'engager vers l'exemplarité

2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE PCAET

Le scénario tendanciel consiste à prolonger les tendances actuelles d'évolution des pressions et de la qualité des milieux sans la mise en œuvre du PCAET, c'est-à-dire en conservant l'architecture actuelle. (Article R122-5_3° du CE).

Les perspectives d'évolution sont abordées par grandes thématiques environnementales.

Ressource en eau :

- Réduction des consommations d'eau par ménage, mais augmentation des consommations d'eau globales via l'augmentation du nombre de ménages sur le territoire ;
- Augmentation des pressions liées à l'urbanisation ;
- Meilleur entretien et restauration des milieux grâce aux politiques en place ;
- Vulnérabilité des cycles hydrologiques face au changement climatique.

Biodiversité et milieux naturels :

- Destruction des milieux par expansion de l'urbanisation : à nuancer, car la réglementation impose un principe de non-régression, de densification plutôt que d'étalement urbain ;
- Préservation d'un minima de continuités écologiques grâce au SRCE, mais pas de SCoT ni de TVB locale donc les continuums écologiques ne sont pas localisés à la parcelle ;
- Préservation des milieux aquatiques ;
- Menaces du changement climatique sur l'aire de répartition des espèces et leur phénologie : perturbations des espèces ;
- Destruction/perturbation d'espèces via l'agriculture.

Paysage et patrimoine :

- Sites protégés préservés de toute menace ;
- Périmètre de la ZPPAUP contrôlé ce qui permet une cohérence paysagère ;
- Paysage et patrimoine d'ensemble menacés par le développement de l'urbanisation (dans une certaine mesure, car les PLU protègent un minima cet aspect).

Pollutions et nuisances :

- Aléas naturels pouvant affecter les ICPE et la répartition des polluants, particulièrement avec les changements climatiques ;
- Installation potentielle de nouvelles ICPE.

Risques :

- Augmentation des risques naturels à cause du changement climatique ;
- Risque d'érosion des berges limité grâce aux mesures de gestion, entretien et restauration des milieux imposées par les SDAGE/SAGE/ contrats de milieux.

Consommation énergétique :

- Augmentation des consommations énergétiques finales pour atteindre 731 GWh/an à l'horizon 2050 ;
- Baisse des consommations énergétiques liées au transport grâce aux évolutions technologiques ;
- Augmentation des consommations liées à l'électricité par augmentation des surfaces bâties ;
- Exploitation encore trop faible des énergies renouvelables.

Réseaux :

- Réseau électrique en mesure de recevoir de petites installations de production d'électricité ;
- Réseau actuel ne permet pas d'exploiter 100% du potentiel théorique en EnR du territoire ;
- À l'horizon 2050, une baisse de 50% de la consommation de gaz, une substitution totale du gaz naturel par du biogaz.

Energies renouvelables :

- Méthanisation : Le doublement de l'installation devrait permettre de produire à terme 7 GWh/an d'énergie. Le potentiel (hors déchets ménagers) demeure très important : 42 GWh/an ;
- Eolien : L'objectif territorialisé du SRCAE à 2020 est fixé à 37 GWh/an. Cet objectif semble sous-dimensionné au regard des potentialités réelles du territoire proches de 99 GWh/an ;
- Développement de projets photovoltaïques supplémentaires ;
- VNF a lancé un appel à projets pour un équipement à Pagny-le-Château pour de l'hydroélectricité ;
- Globalement : augmentation de la part d'ENR qui demeure cependant insuffisante.

Emissions de GES :

- Augmentation des émissions de GES à 151 863 tCO2/hab à l'horizon 2050.

Qualité de l'air :

- Disparition d'une entreprise fortement polluante ;
- Augmentation de la population et potentiellement du trafic routier et émissions dues au secteur résidentiel.

Séquestration carbone :

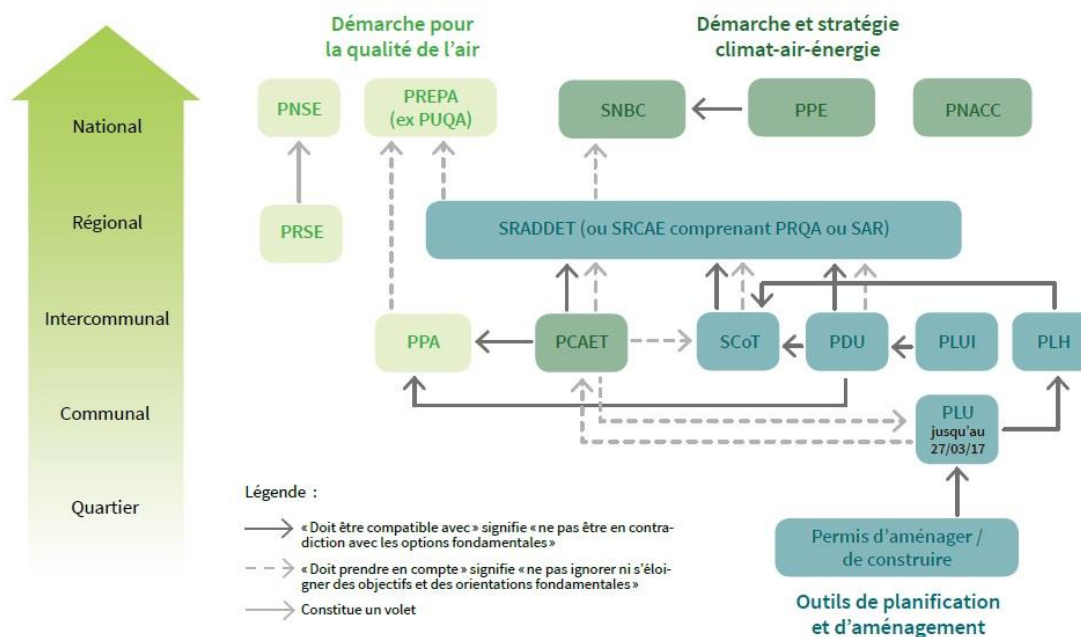
- Diminution des capacités de séquestration du CO₂ à cause de l'urbanisation, de la déforestation, de la perte des prairies au profit des grandes cultures.

Vulnérabilité au changement climatique :

- Davantage de constructions adaptées au changement climatique dans les nouvelles constructions et les rénovations ;
- Davantage de ménages en situation de précarité énergétique dans les constructions anciennes ;
- Vulnérabilité des publics sensibles aux changements de températures (personnes âgées, nourrissons) ;
- Augmentation des épisodes d'inondation et de sécheresse ;
- Avancement de la phénologie de plusieurs espèces et mutation de leur niche écologique.

3. ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le PCAET s'articule d'une manière particulière avec les autres plans et programmes. Certains s'imposent à lui, d'autres doivent simplement être pris en compte, enfin le PCAET lui-même s'impose à des plans tels que les PLU par exemple.



De manière générale, le PCAET est compatible et prend bien en compte tous les documents supra-territoriaux qui s'imposent à lui. En effet, la nature même du PCAET est de réduire les émissions de GES, améliorer la qualité de l'air, réduire les consommations énergétiques et s'adapter au changement climatique. Ainsi, grâce aux diverses actions permettant de répondre à ces objectifs, le PCAET est compatible avec le SRCAE et prend en compte la SNBC. De même, grâce à ses actions pour une mobilité décarbonnée il prend en compte les orientations fixées par le CPER. Les prescriptions particulières sur la biodiversité et le souhait d'urbaniser durablement permettent de répondre aux objectifs du SRCE. Enfin, l'ensemble des mesures dédiées à l'économie de la ressource en eau et à la valorisation d'espaces perméables sont en accord avec les ambitions protégées par les documents relatifs à l'eau comme le SDAGE, les SAGE ou encore le PGRI.

4. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS ET SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ENVISAGÉES

4.1 Les solutions de substitution envisagées

Le projet de PCAET a donc évolué au fil du temps, la stratégie s'est affinée et le plan d'action a été modifié à plusieurs reprises. Ainsi certaines actions ont été ajustées, rajoutées, d'autres n'ont pas été retenues. Dans la grande majorité des cas, les actions n'ont pas été retenues pour cause de manque de moyens financiers et/ou humains.

D'autre part, il existe d'ores et déjà des plans et programmes sur le territoire (SRCAE, SRCE, SAGE, etc.) qui proposent diverses prescriptions. Ainsi, le PCAET n'a pas repris les mêmes mesures que ces plans et programmes pour éviter un effet de redondance inutile, seules les actions qui présentaient un intérêt supplémentaire et qui étaient plus approfondies que dans les autres documents supra-communautaux ont été retenues. Outre cet aspect, le PCAET a aussi été développé pour répondre aux souhaits des élus et ainsi être cohérent avec leurs projets territoriaux et leurs priorités.

Enfin, certaines actions de versions antérieures du PCAET n'apparaissent plus dans le PCAET final, car elles ont été réinjectées sous forme de sous-actions dans diverses actions.

4.2 Les choix retenus pour l'élaboration du PCAET

L'élaboration du PCAET est le fruit d'une démarche itérative entre les élus et acteurs locaux, les BE Vizea et Climat Mundi, ainsi qu'avec le bureau Mediaterrre conseil. Le diagnostic a soulevé les principaux enjeux à prendre en compte. L'étude de plusieurs scénarii a ensuite permis de retenir un scénario optimal permettant de répondre aux ambitions d'un PCAET. Ce scénario présentait d'une part l'avantage de proposer des objectifs chiffrés et d'autre part d'être adapté au contexte territorial. Ainsi, les objectifs ont été adaptés en fonction des hypothèses de développement propres à la Communauté de communes Rives de Saône. Ces hypothèses correspondent à l'évolution de divers secteurs tels que le résidentiel et tertiaire, le transport de personnes, le fret, l'agriculture et l'industrie. Le PCAET a ensuite évolué selon les souhaits des élus, les propositions faites par Mediaterrre et les réflexions menées par Vizea. Grâce à cela, le PCAET a pu intégrer des mesures qui n'étaient pas

présentes dans la première version. Ces mesures concernent la biodiversité, le risque de ruissellement, l'économie de l'eau, la réduction des déchets et consommations de papier.

De plus, les actions ont été retenues, car elles représentent des compromis raisonnables entre diverses contraintes, à savoir :

- Difficulté de mise en œuvre ;
- Bénéfices vis-à-vis de l'environnement ;
- Impacts résiduels sur l'environnement peu marqués ;
- Atteinte des objectifs des plans et programmes nationaux, régionaux et départementaux ;
- Coût ;
- Respect des volontés des élus ;
- Délais de mise en œuvre raisonnables ;
- Partenariats possibles et d'ores et déjà identifiés.

5. INCIDENCES DU PCAET SUR LES DIVERS CHAMPS DE L'ENVIRONNEMENT

5.1 Incidences globales

L'analyse des incidences a pour but de montrer que les actions prévues dans le cadre du plan permettent d'atteindre les objectifs fixés pour le territoire en s'assurant de la bonne prise en compte des enjeux environnementaux et sanitaires et en s'assurant des bonnes interactions entre les enjeux

Après analyse il est possible de convenir que les actions retenues sont globalement favorables à l'environnement et qu'aucun impact négatif direct sur l'environnement n'est identifié par l'analyse des incidences. Certaines actions peuvent cependant présenter des effets positifs vis-à-vis d'un certain nombre de critères environnementaux, et avoir potentiellement des retombées moins favorables à une autre échelle. Il ne s'agit alors pas d'effet négatif à proprement parler, mais seulement de points d'alerte à prendre en compte lors de la mise en place des actions pour éviter ou réduire tout impact indésirable. Ces effets sont facilement appréhendables et nécessitent seulement une bonne application de la part des acteurs du plan.

Le plan d'action du PCAET Rives de Saône oriente ses choix vers les thématiques essentielles du territoire analysées comme étant les enjeux environnementaux sur lesquels agir pour permettre l'atteinte des objectifs lors des phases diagnostic et stratégie. Ces phases ont permis d'identifier les enjeux clés climat-énergie du territoire et donc de fournir un plan ambitieux, mais réalisable pour le territoire en vue des enjeux de réduction et de ralentissement du changement climatique. La réduction des consommations énergétiques, celle des émissions de GES et des émissions de polluants, l'économie des ressources, la promotion de la sobriété du territoire et l'exemplarité des activités (industrielle, tertiaire, agricole) sont ainsi les thématiques les plus abordées et les mieux appréhendées au sein du plan d'action. La stratégie « optimale » a ainsi été adoptée en se basant sur deux leviers : agir sur les enjeux clés, combinés à l'ambition forte des acteurs d'élaborer un plan efficace et tendant vers les objectifs nationaux.

Cinq volets sont développés dans le plan, abordant tous les secteurs à enjeux d'un plan climat : le logement et l'habitat, les déplacements et la mobilité, la consommation et l'économie des ressources, les activités, et l'exemplarité du territoire.

Le volet dédié aux activités « Travailler et produire en préservant l'environnement » ressort comme étant particulièrement intéressant au vu des thématiques abordées et de la transversalité des actions mises en place. Ce volet permet des actions à plusieurs niveaux environnementaux en agissant sur plusieurs secteurs clés dans la lutte contre le changement climatique. Des actions sont ainsi prises dans les secteurs industriel, très consommateur, et agricole, qui sont deux des secteurs les plus émetteurs de GES. Les mesures sont applicables et bénéfiques à la fois vis-à-vis des enjeux directs ciblés par un PCAET (qualité de l'air, réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES), mais elles sont également positives pour d'autres enjeux. Des leviers sont ainsi proposés pour agir de manière transversale sur la biodiversité, sur la préservation de la ressource (les sols, l'eau), la gestion durable des espaces naturels et forestiers, et sur le recours à des pratiques durables, quel que soit le secteur. Les objectifs fixés pour la réduction des émissions GES, la baisse des consommations énergétiques et donc le ralentissement du réchauffement climatique passent nécessairement par un recours aux énergies renouvelables sous toutes les formes possibles, principe bien intégré à ce volet avec des actions spécifiques à la mise en place et au développement d'ENR et des mesures transversales que l'on retrouve dans les autres actions de ce volet (filière bois, ENR dans les entreprises, méthanisation)

Le volet dédié à la consommation, l'économie des ressources et les déchets s'accompagnent d'incidences positives sur l'utilisation et la consommation des ressources. L'enjeu est donc de parvenir à consommer mieux en économisant les ressources et en réduisant et valorisant les déchets ménagers. Pour cela le plan se base sur des principes simples à mettre en place : sensibilisation des populations, formation des acteurs et outils de communication. Par leur production et leur traitement en tant que déchets, ce que nous consommons génère des gaz à effet de serre responsables du changement climatique (transports, intrants, pratiques mécanisées, traitement...). Le Plan Climat met ainsi en place des actions efficaces en termes de consommation alimentaire et de valorisation des déchets.

L'analyse des incidences compte un certain nombre d'impacts potentiellement négatifs qui sont ainsi considérés comme des points d'alerte. Ils ne correspondent pas à des effets négatifs inévitables et inhérents aux actions mises en place, mais ils représentent des points sur lesquels les acteurs du plan devront être vigilants, car présentant potentiellement un ou plusieurs aspects défavorables pour l'environnement. Ces éléments peuvent facilement être appréhendés et ne représentent donc pas des enjeux trop importants vis-à-vis des actions appliquées. Cependant, si ces points ne sont pas soulevés comme c'est le cas dans cette évaluation, et que les mesures adaptées, bien qu'accessibles ne sont pas prises, tous ces éléments mis bout à bout pourraient représenter une entrave au bon déroulement du plan et donc à l'atteinte des objectifs finaux en impactant de manière trop importante l'environnement sous certaines de ces formes.

Sur l'ensemble du plan d'action, les points d'alerte ne concernent que quelques critères qui sont principalement la biodiversité, les paysages, et la santé à travers notamment la qualité de l'air. C'est dans le volet qui aborde plusieurs thématiques, « Travailler en préservant l'environnement » que l'on retrouve la plupart des points d'alerte.

Ces points d'alerte ne remettent pas en question l'efficacité du PCAET, l'évaluation permet à ce niveau d'attirer l'attention sur la prise en compte croisée des différents enjeux, afin d'améliorer la performance environnementale de la mise en œuvre du PCAET. Ces points concernent ainsi des aspects spécifiques d'une action, avec par exemple la nécessité de prendre en compte les impacts visuels des aménagements sur le paysage, s'assurer de la performance des systèmes de chauffage pour ne pas dégrader la qualité de l'air, etc.

L'évaluation permet ainsi d'assurer que la mise en œuvre du PCAET Rives de Saône n'a pas d'action négative forte et définitive sur des enjeux plus indirects, mais tout aussi importants dans la lutte contre

le changement climatique. Elle a permis l'enrichissement du plan, en mettant en avant des aspects environnementaux pas nécessairement abordés en profondeur et a permis d'orienter les rédacteurs du plan vers des considérations environnementales plus larges que le champ d'action direct du PCAET.

L'analyse des incidences a notamment permis d'intégrer au plan une meilleure prise en compte de la biodiversité en transversalité, ainsi qu'une prise en compte de la ressource en eau comme élément essentiel d'actions à mettre en place. La préoccupation de la ressource en eau, de sa bonne gestion et de sa préservation était prise en compte, mais nécessitait, en raison de sa place prépondérante dans notre monde, de faire l'objet d'actions ciblées et spécifiques et pas simplement de mesures à appliquer en parallèle. L'eau est une des problématiques principales pour l'avenir au vu des transformations climatiques, des nombreux usages, et de son importance vitale. Il est donc essentiel que le plan intègre une action ciblée sur la ressource en eau.

Il était également important de prendre en considération la biodiversité dans tous les aspects du plan, à la fois en tant que levier à actionner et actions à mettre en place, mais également dans les incidences que les aménagements, ouvrages et projets pourront avoir sur celle-ci. Des actions et mesures se sont donc vues renforcées pour une meilleure intégration de cette notion. La biodiversité est un levier essentiel à prendre en compte pour lutter contre le changement climatique et pour atteindre une réduction des GES. Son rôle est multiple (captage du carbone, amélioration de la qualité de l'air, adaptation du territoire au changement climatique, phytoépuration, habitats...), les actions à prendre ne sont donc pas négligeables et il est essentiel d'intégrer la notion de continuités écologiques et la prise en compte des espaces naturels dans l'idée de planifier l'urbanisation du territoire en réduisant les effets sur le climat.

5.2 Incidences Natura 2000

Le territoire de l'EPCI Rives de Saône compte deux sites Natura 2000. Il s'agit d'une part de la ZSC (Zone spéciale de Conservation) « FR2601012 - Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne » issue de la directive Habitat, désignée en 2007 et dont le dernier arrêté date de 2015. La zone est elle-même découpée en plusieurs secteurs plus ou moins étendus et s'étend sur 63307 hectares, mais seule une partie est comprise dans le périmètre d'étude (cf carte ci-après). D'autre part, on note la présence de la ZPS (Zone de Protection Spéciale) « FR2612007 Forêts de Citeaux et environs » qui représente 11% du territoire, soit 4350 hectares. Elle est issue de la directive oiseaux, fut désignée en 2006 et son dernier arrêté date de mars 2018.

Objectifs	Incidences sur le site N2000	Mesures ERC
1.1 Maîtriser la demande énergétique de l'habitat	Pas d'incidences significatives	
1.2 Encourager les ENR dans l'habitat	Pas d'incidences significatives	
1.3 Urbaniser durablement	-Obligation d'un coefficient d'emprise au sol : plus de surfaces naturelles et semi-naturelles favorables au développement d'une biodiversité, dont la petite faune et l'entomofaune qui sont des proies potentielles d'espèces vivant en zone N2000 susceptibles de se déplacer.	

	-Favoriser la végétalisation des toitures voire des murs : plus de biodiversité, plus de proies potentielles pour les espèces de N2000 susceptibles de se déplacer.	
2.1 Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes	Pas d'incidences significatives	
2.2 Développer une mobilité de personnes décarbonnée	Pas d'incidences significatives	
2.3 Transporter les marchandises en polluant moins	Pas d'incidences significatives	
3.1 Consommer mieux, plus local	Pas d'incidences significatives	
3.2 Réduire et valoriser les déchets ménagers	<p>Dans le cadre de la distribution des composteurs, sensibiliser les particuliers à la gestion raisonnée de leur jardin (utilisation du compost, limitation des traitements chimiques, choix d'espèces autochtones) : les pratiques douces dans les jardins favorisent le développement de la biodiversité avec des proies potentielles d'espèces vivant en zone N2000 susceptibles de se déplacer.</p> <p>Installation de méthaniseurs : destructions partielles de milieux naturels et/ou agricoles par lesquelles transitent potentiellement des espèces de N2000.</p>	<p><i>Éviter</i> : Eviter les zones à enjeux d'un point de vue écologique</p> <p><i>Réduire</i> : Préserver dans la mesure du possible les plantations existantes voire en créer d'autres à partir d'espèces autochtones.</p>
4.1 Accompagner la transition agricole	<p>Diminution des pratiques intensives, mise en place de bandes enherbées, favoriser les plantations d'arbres, le non-labour du sol, etc. :</p> <p>Favorise l'abondance des proies des chiroptères et oiseaux, et la présence de haies et bosquets utiles à leurs déplacements</p>	
4.2 Développer la filière forestière	Destruction de gîtes potentiels à chiroptères ou diminution de leur zone de chasse, destruction potentielle de gîtes pour oiseaux cavicoles (pics)	<p><i>Éviter</i> : Sélection des arbres à abattre en évitant les vieux arbres à cavités, éviter les zones de chasse</p> <p><i>Réduire</i> : Travaux d'abattage en dehors des périodes de reproduction</p>

4.3 Promouvoir et encourager l'exemplarité des entreprises privées	Pas d'incidences significatives	
4.4 Produire et distribuer de l'énergie propre	<p>-Exploiter le potentiel éolien du territoire : Destruction potentielle de gîtes à chiroptères ou diminution de leurs zones de chasse, risque de collision entre éoliennes et chiroptères ou éoliennes et oiseaux</p> <p>-Installation de méthaniseurs : destructions partielles de milieux naturels et/ou agricoles par lesquelles transitent potentiellement des espèces de N2000s</p>	<p><i>Éviter</i> : Sélection des arbres à abattre en évitant les vieux arbres à cavités, éviter les zones de chasse et les grands axes de déplacement</p> <p><i>Réduire</i> : Travaux d'abattage en dehors des périodes de reproduction</p> <p><i>Éviter</i> : Eviter les zones à enjeux d'un point de vue écologique</p> <p><i>Réduire</i> : Préserver dans la mesure du possible les plantations existantes voire en créer d'autres à partir d'espèces autochtones.</p>
5.1 Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics	Pas d'incidences significatives	
5.2 Agir pour une mobilité propre	Pas d'incidences significatives	
5.3 Mieux consommer pour limiter la production de déchets	Pas d'incidences significatives	
5.4 Sensibiliser et animer le PCAET	Pas d'incidences significatives	

6. MESURES ERC (EVITER, REDUIRE, COMPENSER)

Les mesures ERC visent à rendre le projet de PCAET le plus vertueux possible et le moins impactant envers l'environnement.

Ces mesures s'appliquent lorsque des impacts négatifs résiduels découlent des actions du PCAET. Les mesures sont donc présentées ici par action, en ne présentant donc que les actions ayant des impacts résiduels négatifs.

Les mesures qui apparaissent **en gras** sont celles qui sont d'ores et déjà intégrées dans le PCAET, celles qui n'apparaissent pas en gras sont celles proposées en plus par Mediaterrée conseil.

« Encourager les ENR dans l'habitat » :

▪ **Évitement** :

-Éviter les espaces boisés concernés par la présence d'espèces remarquables

▪ **Réduction** :

-Bonne gestion des espaces dédiés à la filière

-Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts

-Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois

- Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations
- Travailler en partenariat avec l'ABF et le CAUE
- Intégrer l'identité paysagère et patrimoniale de la commune au sein des projets

« **Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes et développer une mobilité de personnes décarbonée** » :

- **Evitement** :
 - Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts
- **Réduction** :
 - Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel
 - Inclure des critères de développement durable dans les aménagements
 - Limiter au strict minimum les espaces imperméabilisés
 - Favoriser la mise en place de sols perméables
 - Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel
 - Utiliser les voies cyclables comme support de nature en ville
 - Inclure des critères de développement durable dans les aménagements

« **Réduire et valoriser les déchets ménagers** » :

- **Evitement** :
 - Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations
 - Mettre en place les unités à distance des zones habitées
 - Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts
- **Réduction** :
 - Mettre en place des zones tampons (écran, boisement)
 - Adapter les horaires de fonctionnement
 - S'assurer des bonnes performances et de la conformité des ouvrages
 - Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel
 - S'assurer du respect des normes pour les aménagements
 - Implanter les bâtiments et ouvrages à distance des habitations

« **Accompagner la transition agricole** » :

- **Réduction** :
 - Faire un compromis lors des choix entre espèces adaptées et espèces présentant un intérêt pour la faune locale
 - Réaliser une transition progressive pour une meilleure adaptation des espèces

« **Développer la filière forestière** » :

- **Réduction** :
 - Bonne gestion des espaces dédiés à la filière
 - Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts
 - Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois

« **Produire et distribuer de l'énergie propre** » :

- **Evitement** :
 - Implanter les parcs éoliens dans des zones à faible enjeu naturel et paysager
 - Identifier les cônes de vue et relations de co-visibilité à protéger
 - Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts

-Mettre en place les unités à distance des zones habitées

■ **Réduction :**

-Inciter la prise en compte des continuités écologiques dans les projets éoliens

-Inciter la prise en compte du paysage dans les projets éoliens

-Travailler en partenariat avec les associations et collectivités locales pour s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux et ne pas dégrader les vues (paysages et patrimoine)

-Mettre en place les éoliennes à distance des zones habitées

-Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations et veiller à les intégrer au mieux

-Adapter les horaires de fonctionnement

-S'assurer des bonnes performances et de la conformité des ouvrages

-Mettre en place des zones tampons (écran, boisement)

-Implanter les bâtiments et ouvrages à distance des habitations

-Limiter les aménagements à ce qui est nécessaire pour limiter la consommation d'espaces

-Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel pour ne pas créer d'obstacle

-Eviter les zones à enjeux pour la TVB

-Prendre en compte les contraintes paysagères du territoire pour les installations et veiller à les intégrer au mieux

-S'assurer du respect des normes d'installations et d'usages pour les aménagements

« Réaliser les travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics » :

■ **Réduction :**

-Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois

-Intégrer l'identité paysagère et patrimoniale de la commune au sein des projets

-Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations

-Travailler en partenariat avec l'ABF et le CAUE

CHAPITRE 2 : PRESENTATION DU PCAET

1. LA DÉFINITION ET LES OBJECTIFS DU PCAET

D'après la DREAL Bourgogne- Franche-Comté, le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un cadre d'engagement du territoire qui poursuit 2 objectifs :

- Participer à atténuer le changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la collectivité et de son territoire ;
- Adapter le territoire aux effets du changement climatique.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation. Il doit être pris en compte par les plans locaux d'urbanisme (PLU) ou PLU intercommunaux (PLUi).

Le PCAET a été introduit par la loi de transition énergétique pour la croissance verte à l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement. Il est mis en place pour une durée de 6 ans et doit faire l'objet d'un bilan à 3 ans. Il est soumis à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement. Le projet de plan, accompagné de son évaluation environnementale, fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale compétente, puis de la participation du public consulté par voie électronique selon les termes de l'article L 123-19 du code de l'environnement. Il est soumis à l'avis du préfet de région et du président du conseil régional après la consultation du public.

2. PRÉSENTATION DU PCAET DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES RIVES DE SAONE

Le projet de PCAET de la Communauté de communes de Rives de Saône a été lancé en novembre 2017 grâce à la coopération des acteurs territoriaux et des bureaux d'études *Vizea* et *Climatmundi*.

Le PCAET est élaboré selon une stratégie propre au territoire, de laquelle découle un plan d'actions. La stratégie peut être mise en place suite à la mise en exergue de grands enjeux identifiés grâce au diagnostic territorial. Le diagnostic du PCAET de la CC de Rives de Saône comprend les thématiques environnementales récurrentes (milieu physique, eau, biodiversité, paysage, pollutions et nuisances, risques) et développe aussi des aspects plus propres au PCAET comme la consommation énergétique, les réseaux, les ENR, les émissions de GES, la qualité de l'air, la séquestration carbone, la vulnérabilité au changement climatique.

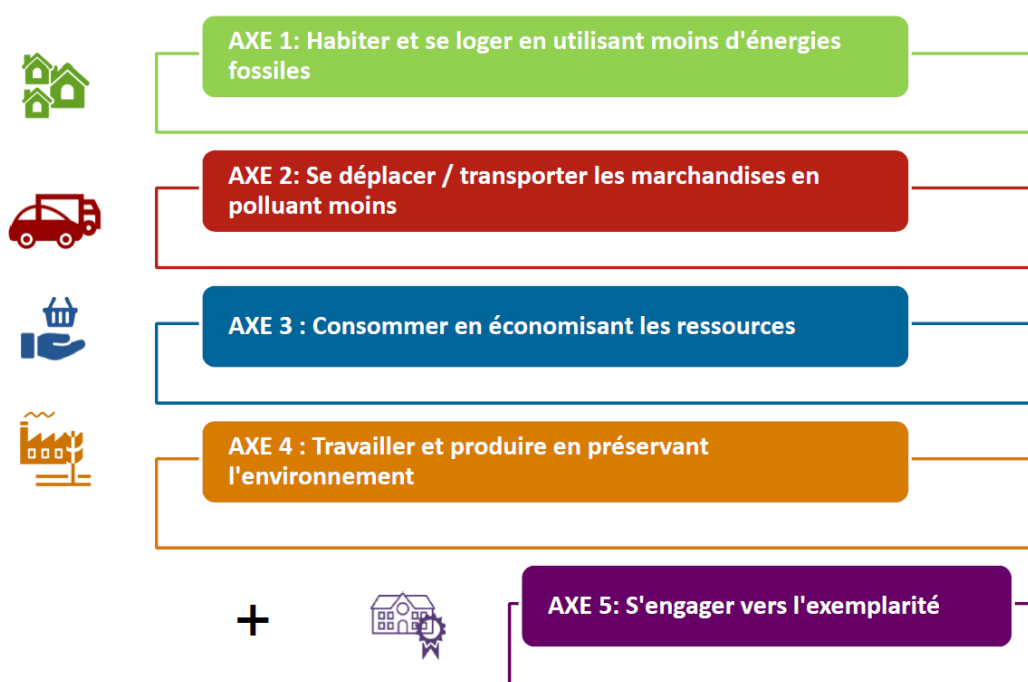
À partir de ces informations, 3 scénarios initiaux issus du SRCAE et de la SED 21 ont été étudiés, à savoir :

- Un scénario au fil de l'eau : Evolution tendancielle des consommations d'énergie et des émissions de GES si aucune action supplémentaire n'est mise en œuvre ;
- Un scénario mesures nationales : Impact des mesures structurantes d'ores et déjà actées à l'échelle communautaire ou nationale ;

- Un scénario optimal : Mobilisation de l'ensemble des capacités régionales.

C'est le scénario optimal qui est développé à travers ce PCAET, car c'est celui qui permet de mettre en place un maximum de mesures, de s'adapter au maximum au contexte local et d'atteindre des objectifs à minima ambitieux. Ainsi, il retient pour objectifs à l'horizon 2050 une réduction de 43% de consommation d'énergie et de GES, et un taux d'énergies renouvelables de 44% contre environ 17% actuellement.

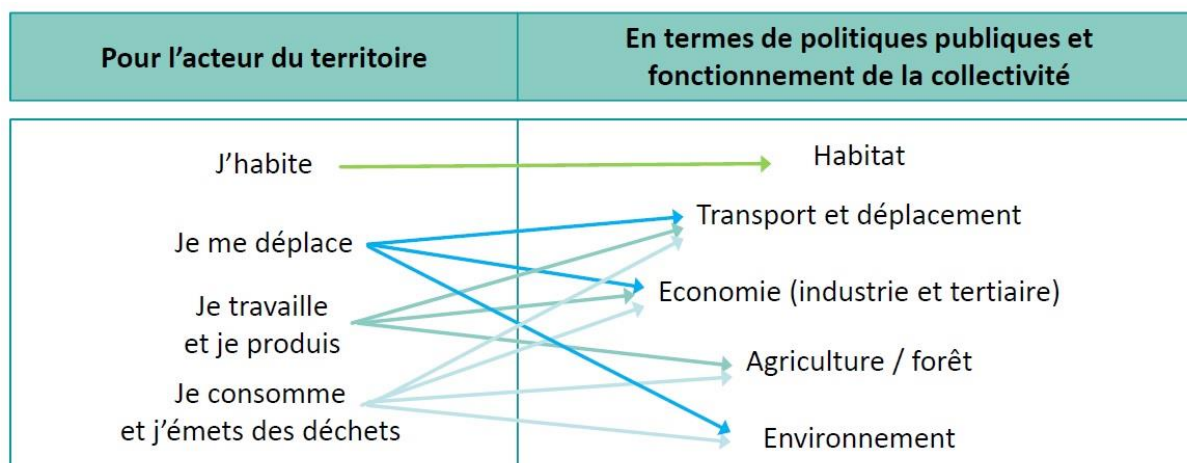
La stratégie est ensuite déclinée en actions qui se structurent autour de 5 principaux axes comme suit :



Chaque axe se décompose en plusieurs objectifs, qui contiennent eux-mêmes les diverses actions. Le PCAET de la CC de Rives de Saône répond aux intentions nationales et permet de :

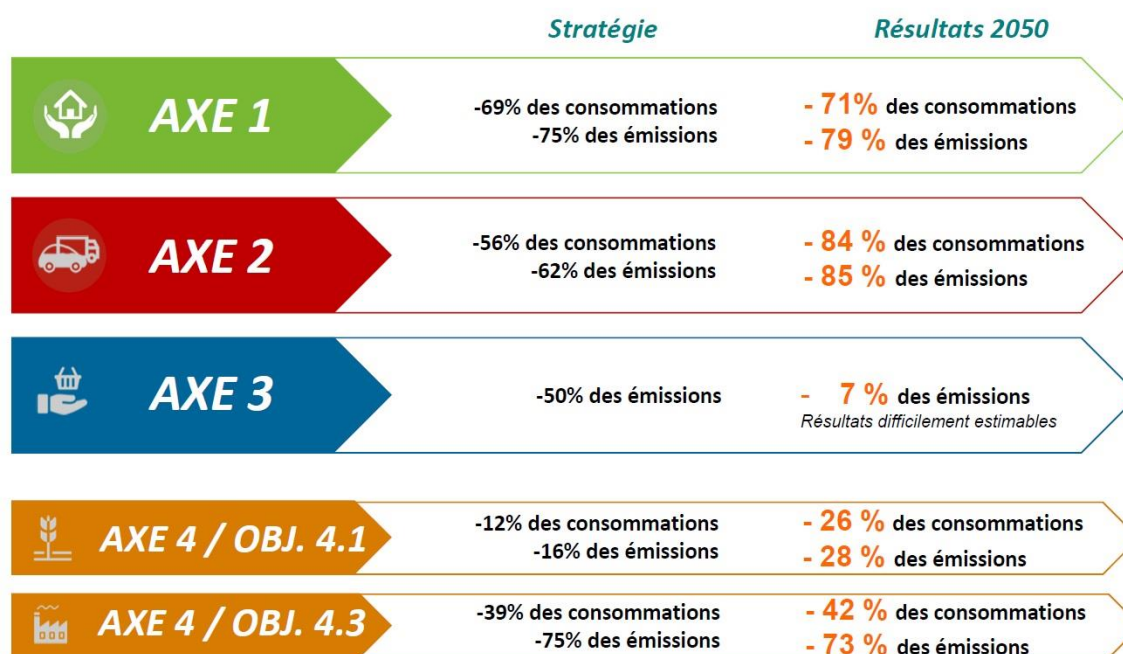
- Préserver la qualité de l'air ;
- Développer les énergies renouvelables et de récupération ;
- Anticiper les impacts du changement climatique (démarche d'adaptation) ;
- Atténuer le changement climatique à travers la réduction des émissions de GES.

La stratégie adoptée pour le PCAET aborde un panel de thématiques variées qui apparaissent concrètes dans la vie quotidienne des habitants, des actifs du territoire, et qui touchent de nombreux champs des collectivités. Ainsi, les domaines du logement, de l'urbanisation, de la mobilité, de l'alimentation, des déchets ou encore de l'agriculture sont abordés.



Les actions peuvent être menées à 2 échelles différentes, celle de la collectivité et celle du territoire. En effet, la collectivité territoriale peut mettre en place des politiques publiques d'accompagnement et d'encadrement, mais aussi en mettre en place des actions concrètes pour réduire son impact sur le climat, ses consommations énergétiques et ses émissions. L'échelle du territoire regroupe quant à elle les habitants, les actifs, les entreprises et tous peuvent agir par leurs propres moyens sur plusieurs thématiques liées au PCAET.

Les objectifs chiffrés de la stratégie du PCAET ont ensuite été calculés pour chaque axe, puis pour chaque action afin d'avoir une idée précise du but à atteindre. Les objectifs des différents axes sont résumés ci-dessous :



Les actions, rédigées sous forme de fiches, sont détaillées selon leur contenu, leur gouvernance, leur coût, les potentielles difficultés, les liens avec d'autres actions et sur quels champs (séquestration carbone, GES, ENR, etc.) elles sont bénéfiques. Ci-après le détail d'une fiche action.

Un logo matérialisant l'axe de la fiche action

L'axe en question et l'objectif concerné sont ensuite rappelés



Un schéma explicatif détaille le fonctionnement de la cible des actions



AXE 1. LOREM IPSUM DOLOR SIT AMET, CONSECTETUER ADIPISCING ELIT
OBJECTIF 1.1 LOREM IPSUM DOLOR SIT AMET, CONSECTETUER

Le nom de l'action

ACTION 1.1.1 FUSCE POSUERE, MAGNA SED PULVINAR ULTRICIES



Les résultats attendus de l'action en termes de :

> Réduction des consommations énergétiques du territoire
> Réduction des émissions de GES

Rappel des objectifs

OBJECTIFS DE L'ACTION

-
-

Résultats 2050 :

CONSO - GWh
GES - tCO2e/an

SOUS ACTIONS

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit

- Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Maecenas porttitor congue massa. Fusce posuere, magna sed pulvinar ultricies, purus lectus malesuada libero, sit amet commodo magna eros quis urna.
- Nunc viverra imperdiet enim. Fusce est. Vivamus a tellus.

Pellentesque habitant morbi tristique senectus et netus et malesuada fames ac turpis egestas. Proin pharetra nonummy pede. Mauris et orci.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Maecenas porttitor congue massa. Fusce posuere, magna sed pulvinar ultricies, purus lectus malesuada libero, sit amet commodo magna eros quis urna.

GOUVERNANCE

Pilote	XXX
Partenaires	XXX - XXX - XXX
Moyens internes à la collectivité	XXXXXXX

LIEN AVEC D'AUTRES ACTIONS

Action 1.1.3 Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Maecenas porttitor congue massa. Fusce posuere, magna sed pulvinar ultricies, purus lectus malesuada libero, sit amet commodo magna eros quis urna.

Actions 1.2.1 / 1.2.3

Pellentesque habitant morbi tristique senectus et netus et malesuada fames ac turpis egestas. Proin pharetra nonummy pede. Mauris et orci.

INDICATEURS DE SUIVI

XXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Description de l'action et déclinaison en sous-actions

Moyens de financement possibles

La façon dont l'action contribue à la mise en œuvre d'une autre est

Indicateurs permettant de suivre la mise œuvre de l'action

Rôle de la collectivité
Observateur
Relayeur/Facilitateur
Partenaire
Pilote

La difficulté de l'action :

- + Action simple, sans moyens lourds ni ingénierie ;
- ++ Action nécessitant un engagement politique fort ou la création d'une ligne budgétaire ;
- +++ Action nécessitant des moyens lourds ou une ingénierie complexe.

Quantification du coût des sous-actions

CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE PCAET

1. PRÉAMBULE

Le scénario tendanciel consiste à prolonger les tendances actuelles d'évolution des pressions et de la qualité des milieux sans la mise en œuvre du PCAET, c'est-à-dire en conservant l'architecture actuelle. (Article R122-5_3° du CE). Cette partie vise donc à déterminer les perspectives d'évolution « au fil de l'eau » du territoire de la CC de Rives de Saône vis-à-vis de l'environnement en général, mais surtout vis-à-vis des consommations et productions énergétiques, d'émissions de gaz à effet de serre et qualité de l'air.

Le scénario au fil de l'eau décrit l'évolution tendancielle de l'environnement si aucune action supplémentaire n'est entreprise. C'est l'hypothèse dite du « laisser-faire », c'est-à-dire n'entreprendre rien d'autre que ce qui est déjà en place avec des mesures nationales.

2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION GLOBALES VIS-À-VIS DES DIFFÉRENTS CHAMPS DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE PCAET

Thématiques environnementales	Pressions générales du territoire et leurs perspectives d'évolutions	Pressions des politiques actuelles	Scénario tendanciel (en l'absence de PCAET)
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> -Etat qualitatif des eaux souterraines et superficielles médiocre à mauvais sur plusieurs points géographiques ; -Bon état quantitatif ; -Vulnérabilité aux nitrates ; -Obstacles à l'écoulement (ouvrages hydrauliques). 	<p>-DCE : tendre vers le bon état des masses d'eau</p> <p>-SDAGE Rhône Méditerranée : amélioration de l'état des masses d'eau, amélioration de la connaissance, préservation du fonctionnement des milieux aquatiques, préservation des zones d'alimentation en eau potable.</p> <p>-Peu de communes concernées par un SAGE. Les SAGE de la Vouge et de l'Ouche permettent une amélioration des aspects quantitatifs et qualitatifs et un</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Réduction des consommations d'eau par ménage, mais augmentation des consommations d'eau globales via l'augmentation du nombre de ménages sur le territoire ; -Augmentation des pressions liées à l'urbanisation ; -Meilleur entretien et restauration des milieux grâce aux politiques en place ; -Vulnérabilité des cycles hydrologiques face au changement climatique.

		aménagement raisonné des territoires. -Contrats de milieux : meilleure gestion des milieux aquatiques.	
Biodiversité et milieux naturels	<ul style="list-style-type: none"> -Plusieurs milieux intéressants d'un point de vue écologique avec des zonages d'inventaires et de protection ; -Espèces rares et menacées ; -Milieux déjà dégradés ; -Urbanisation et artificialisation des terres : destruction et fragmentation de milieux ; -Pratiques agricoles : impacts principaux sur la macrofaune du sol et sur la fragmentation des milieux ; -Ouvrages hydrauliques : ruptures de continuités écologiques ; -Parcs éoliens : menaces sur l'avifaune et les chiroptères. 	<ul style="list-style-type: none"> -Loi pour la reconquête de la biodiversité : améliorer la connaissance, protéger la biodiversité (notamment via le principe de non-régression), intégration de la notion environnementale dans l'aménagement du territoire ; -SDAGE/SAGE/Contrats de milieux : protection voire restauration des milieux aquatiques ; -SRCE de Bourgogne : préservation des réservoirs de biodiversité et continuités écologiques ; - SRCAE Bourgogne : limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Destruction des milieux par expansion de l'urbanisation : à nuancer, car la réglementation impose un principe de non-régression, de densification plutôt que d'étalement urbain ; -Préservation d'un minima de continuités écologiques grâce au SRCE, mais pas de SCoT ni de TVB locale donc les continuums écologiques ne sont pas localisés à la parcelle ; -Préservation des milieux aquatiques ; -Menaces du changement climatique sur l'aire de répartition des espèces et leur phénologie : perturbations des espèces ; -Destruction/perturbation d'espèces via l'agriculture.
Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> -Site inscrit ; -Site classé ; -Monuments historiques ; -Sensibilités archéologiques ; -ZPPAUP ; -Développement du bâti moderne au détriment du patrimoine traditionnel. 	<ul style="list-style-type: none"> -Code de l'Environnement et Code de l'Urbanisme : protection des sites inscrits, classés et des monuments historiques et leur périmètre de protection ; -PLU : prescriptions sur le paysage, les vues remarquables et le patrimoine. 	<ul style="list-style-type: none"> -Sites protégés préservés de toute menace ; -Périmètre de la ZPPAUP contrôlé ce qui permet une cohérence paysagère ; -Paysage et patrimoine d'ensemble menacés par le développement de l'urbanisation (dans une certaine mesure, car les PLU protègent un minima cet aspect).

		- ZPPAUP : Contrôle et maîtrise des aménagements réalisés dans le périmètre de la ZPPAUP.	
Pollutions et nuisances	-2 sites BASOL ; -29 sites BASIAS ; -26 ICPE -Présence de voies de circulation de niveau 3 (D996 et D968) et de niveau 2 (A36).	- Code de l'Environnement : identification et prescriptions vis-à-vis des ICPE ; - PLU : prise en compte des nuisances et pollutions.	-Aléas naturels pouvant affecter les ICPE et la répartition des polluants, particulièrement avec les changements climatiques ; -Installation potentielle de nouvelles ICPE.
Risques	-Risque sismique modéré ; -Risque d'érosion des berges ; -Risque d'effondrement ; -Risque d'inondation (un PPRI en place) ; -Risque de retrait-gonflement des argiles sur l'ouest	- PPRI : prévient les risques d'inondation ; - PLU : prise en compte des zones de risque dans les aménagements. ; - SDAGE, SAGE, contrats de milieux : gestion et entretien des milieux aquatiques permettant de limiter indirectement les risques d'inondations.	-Augmentation des risques naturels à cause du changement climatique ; -Risque d'érosion des berges limité grâce aux mesures de gestion, entretien et restauration des milieux imposées par les SDAGE/SAGE/contrats de milieux.
Consommation énergétique	-Consommations énergétiques dues dans un ordre décroissant aux : transports, résidentiel, agriculture, tertiaire et EP et industrie. -Consommations énergétiques s'appuyant dans un ordre décroissant sur : produits pétroliers, bois et autres ENR, électricité, gaz naturel et chauffage urbain et vapeur.	- Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV) : atteindre 32% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national, diminuer les consommations énergétiques finales ; - SRCAE Bourgogne : amélioration des connaissances sur les consommations énergétiques, adoption de comportements plus sobres vis-à-vis des consommations énergétiques ;	-Augmentation des consommations énergétiques finales pour atteindre 731 GWh/an à l'horizon 2050 ; -Baisse des consommations énergétiques liées au transport grâce aux évolutions technologiques ; -Augmentation des consommations liées à l'électricité par augmentation des surfaces bâties ; -Exploitation encore trop faible des énergies renouvelables.

		- Schéma Energétique Départemental de la Côte d'Or : augmentation de l'efficacité énergétique.	
Réseaux	<p>-Lignes de transport 225 kV qui traversent le territoire sans le desservir ;</p> <p>-4 postes sources à Béon, Saint Usage, Pouilly-sur-Saône et La Roncière approvisionnés par 2 lignes de 63 kV ;</p> <p>-2 canalisations de transport haute pression alimentent le territoire ;</p> <p>-Une partie seulement de l'EPCI est desservie en gaz</p>	<p>-SRCAE Bourgogne : amélioration des rendements des réseaux publics de distribution ;</p> <p>-Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables de Bourgogne : création de 760 MW de capacités nouvelles, accompagnement de la dynamique locale dans le développement des ENR ;</p> <p>-Schéma directeur du réseau gaz établi pour le SICECO : adaptation à la nouvelle demande, injection de biogaz et mobilité au GNV, développement l'offre dans les communes non desservies, méthanation, stockage d'énergie, injection d'hydrogène.</p>	<p>-Réseau électrique en mesure de recevoir de petites installations de production d'électricité ;</p> <p>-Réseau actuel ne permet pas d'exploiter 100% du potentiel théorique en EnR du territoire ;</p> <p>-À l'horizon 2050, une baisse de 50% de la consommation de gaz, une substitution totale du gaz naturel par du biogaz.</p>
Énergies renouvelables	<p>-Bois énergies : 3 259 installations réparties sur le territoire de la CC Rives de Saône produisent 96 GWh/an à partir du bois ;</p> <p>-Méthanisation : production de 1,8 GWh de chaleur et 1,7 GWh d'électricité par an ;</p> <p>-Pas d'éolien pour le moment ;</p>	<p>-Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV) : atteindre 32% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national ;</p> <p>-SRCAE Bourgogne : production en énergie renouvelable à hauteur de 23 % en 2020 ;</p>	<p>-Méthanisation : Le doublement de l'installation devrait permettre de produire à terme 7 GWh/an d'énergie. Le potentiel (hors déchets ménagers) demeure très important : 42 GWh/an ;</p> <p>-Eolien : L'objectif territorialisé du SRCAE à 2020 est fixé à 37 GWh/an. Cet objectif semble sous-dimensionné au regard des potentialités réelles du</p>

	<p>-Solaire/PV : 1,2 GWh/an grâce à la filière photovoltaïque ;</p> <p>-Solaire thermique : 0,6 GWh/an grâce à la filière solaire thermique ;</p> <p>-Hydroélectricité : petites centrales hydroélectriques en place ;</p> <p>-Géothermie : pas de réelle exploitation.</p>	<p>-Schéma Energétique Départemental de la Côte d'Or :</p> <p>augmentation de la part des ENR dans le mix énergétique.</p>	<p>territoire proches de 99 GWh/an ;</p> <p>-Développement de projets photovoltaïques supplémentaires ;</p> <p>- VNF a lancé un appel à projets pour un équipement à Pagny-le-Château pour de l'hydroélectricité ;</p> <p>-Globalement : augmentation de la part d'ENR qui demeure cependant insuffisante.</p>
Émissions de GES	<p>-Emissions de GES principalement dues (dans un ordre décroissant) : transport routier, agriculture, industrie manufacturière, résidentiel, tertiaire, déchets, industrie de l'énergie.</p>	<p>- Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV) : Réduction des GES ;</p> <p>-SRCAE Bourgogne : Réduction des GES.</p>	<p>-Augmentation des émissions de GES à 151 863 tCO₂/hab à l'horizon 2050.</p>
Qualité de l'air	<p>-4 secteurs émetteurs principaux de polluants : résidentiel, transport routier, industrie manufacturière et agriculture.</p>	<p>- Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV) ;</p> <p>-SRCAE Bourgogne ;</p> <p>-Schéma Energétique Départemental de la Côte d'Or :</p> <p>Pour les lois et schémas précités : amélioration de la qualité de l'air par réduction des émissions de GES, augmentation des ENR, limitation des consommations.</p>	<p>-Disparition d'une entreprise fortement polluante ;</p> <p>-Augmentation de la population et potentiellement du trafic routier et émissions dues au secteur résidentiel.</p>
Séquestration carbone	<p>-Séquestration grâce aux surfaces boisées : 4,8 tCO₂e/ha/an ;</p> <p>-Déforestation donc perte de séquestration : -264 tCO₂e/an ;</p>	<p>-Loi pour la reconquête de la biodiversité :</p> <p>protéger la biodiversité (notamment via le principe de non-régression), intégration de la notion</p>	<p>-Diminution des capacités de séquestration du CO₂ à cause de l'urbanisation, de la déforestation, de la perte des prairies au profit des grandes cultures.</p>

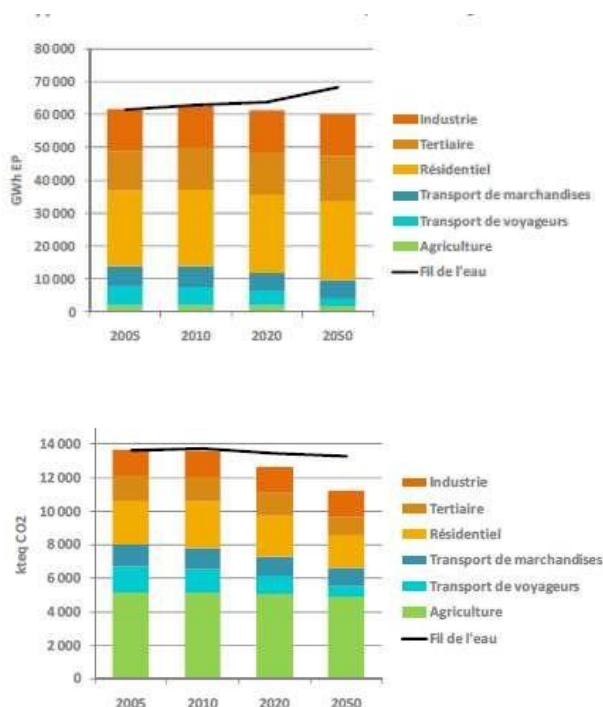
	<p>-Surface de grande culture convertie en agriculture de conservation : séquestration de 110 tCO₂e/an ;</p> <p>-Surface artificialisée par an : perte de séquestration de -147 tCO₂e/an ;</p> <p>-Surface de prairie convertie en grandes cultures : perte de séquestration de -110 tCO₂/an.</p>	<p>environnementale dans l'aménagement du territoire ;</p> <p>-SDAGE/SAGE/Contrats de milieux : protection voire restauration des milieux aquatiques ;</p> <p>-SRCE de Bourgogne : préservation des réservoirs de biodiversité et continuités écologiques ;</p> <p>-SRCAE Bourgogne : limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles.</p>	
Vulnérabilité au changement climatique	<p>-Températures changeantes ;</p> <p>-Évènements de catastrophe naturelle davantage fréquents ;</p> <p>-Augmentation des risques naturels déjà présents sur le territoire ;</p> <p>-Perturbation des aires de répartition et phénologie des espèces ;</p> <p>-Davantage de ménages en situation de précarité énergétique ;</p> <p>-Effets nocifs sur la santé humaine (vagues de chaleur notamment).</p>	<p>-Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV) : Adaptation au changement climatique ;</p> <p>-SRCAE Bourgogne : Adaptation au changement climatique.</p>	<p>-Davantage de constructions adaptées au changement climatique dans les nouvelles constructions et les rénovations ;</p> <p>-Davantage de ménages en situation de précarité énergétique dans les constructions anciennes ;</p> <p>-Vulnérabilité des publics sensibles aux changements de températures (personnes âgées, nourrissons) ;</p> <p>-Augmentation des épisodes d'inondation et de sécheresse ;</p> <p>-Avancement de la phénologie de plusieurs espèces et mutation de leur niche écologique.</p>

3. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES CHAMPS DIRECTEMENT LIÉS AU PCAET EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DE CE PLAN

Cette partie vise à développer les perspectives d'évolution de certains aspects de l'environnement précédemment évoqués qui sont en lien direct avec le PCAET. Il s'agit donc principalement des consommations énergétiques et des émissions de GES qui sont au cœur des objectifs qu'un PCAET doit se fixer. Les émissions de GES et taux de consommations énergétiques sont donc étudiés selon le scénario « au fil de l'eau », c'est-à-dire le scénario qui décrit l'évolution tendancielle de l'environnement si aucune action supplémentaire n'est entreprise. Le scénario dans cette partie, celui du fil de l'eau, utilise comme référence les mesures prises, actées et à appliquer en dehors du PCAET. Ce scénario correspond aux perspectives d'évolutions prévues par le SRCAE lorsque les mesures nationales sont engagées, donc avec la mise en place de mesures à l'échelle nationale, mais sans la prise en compte des actions du PCAET.

Ce scénario stabilise la consommation d'énergie primaire à l'horizon 2020 et une diminution de 2% à l'horizon 2050. Cette stabilisation est permise :






- Par la mise en application de la directive européenne sur l'éco-conception qui limite ainsi la consommation d'électricité ;
- Par l'application des normes européennes sur la motorisation des véhicules qui permet une baisse des consommations dans les transports. Les émissions de GES diminuent dans ce scénario de 7% en 2020 et de 18% en 2050. Cette baisse ne permet néanmoins pas l'atteinte du facteur 4 qui vise la réduction de 75% des émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990.



Evolution des consommations d'énergie, scénario fil de l'eau (en haut), et évolution des émissions de GES, scénario fil de l'eau (en bas)

Les évolutions des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre du scénario découlent d'hypothèses de développement à l'échelle de la région Bourgogne.

L'impact du transport sur la qualité de l'air devrait diminuer grâce à l'application des normes européennes sur la motorisation. La réglementation thermique devrait également permettre de faire baisser les émissions du résidentiel et du tertiaire.

	Consommation énergétique	Emission de GES
	+7%	-25%
	-58%	-62%
	+7%	-78%
	-6%	-4%
	0%	-0.7%

L'évolution constatée des consommations et émissions du territoire dépend d'une dynamique d'actions et de mesures vis-à-vis du développement à l'échelle de la région Bourgogne engagée par l'agglomération au travers de ses différentes politiques sectorielles qui sont l'aménagement, l'habitat, le transport, l'agriculture et l'industrie.

Pour le secteur du résidentiel et tertiaire, cela passe par la réduction des émissions non énergétiques du résidentiel de 100% en 2050, la prise en compte pour les bâtiments neufs des nouvelles réglementations thermiques et des bâtiments passifs. Pour la réhabilitation, il s'agit de prendre en compte le renouvellement des systèmes de chauffages. La hausse de la consommation électrique est limitée par les normes et les performances de l'électroménager et l'éclairage. Le secteur tertiaire devrait suivre une croissance de 32% entre 2005 et 2050.

Sur le secteur des transports de personnes, la mise en œuvre de plans d'actions et de politiques territoriales contribue à la réduction des consommations énergétiques du territoire. Le développement des zones « 30 », l'évolution des modes doux avec des pistes cyclables et des

aménagements piétons sont en faveur des réductions de consommations d'énergie et d'émissions de GES. La dynamique régionale engagée sur le développement des transports communs va également dans ce sens. En 2050, 25% de la population pratique l'éco-conduite et les émissions unitaires du parc automobile français passeront de 1668 à 77gCO₂/km. Les volets prioritaires pour le secteur du transport sont donc le développement de l'offre en transport en commun, l'encouragement au covoiturage, à l'éco conduite et le développement des modes alternatifs.

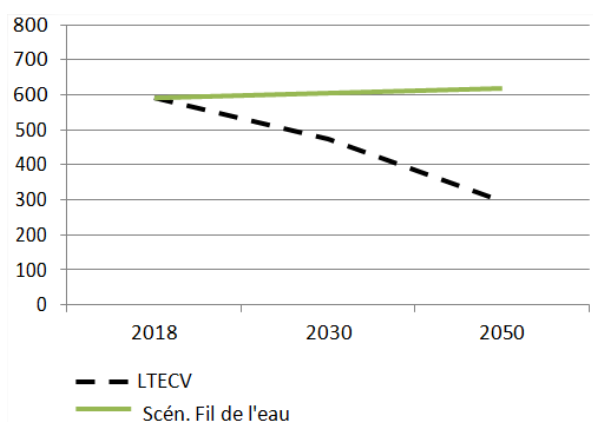
Le secteur du FRET fait face à une augmentation prévisionnelle de 43% des t.km échangées entre 2005 et 2050. Les émissions de GES seront réduites grâce aux nouvelles pratiques, avec notamment l'éco-conduite obligatoire, les actions liées à la Charte CO₂, l'augmentation de la charge utile des véhicules... Les normes européennes sur la gestion et la commercialisation des fluides frigorigènes permettent également de faible réduction des émissions non énergétiques.

Le secteur agricole quant à lui est concerné par la réduction des surfaces prairiales et des terres arables. Les apports minéraux azotés seront en diminution (-14%) d'ici 2050. La gestion des effluents quant à elle, ne devrait pas être modifiée.

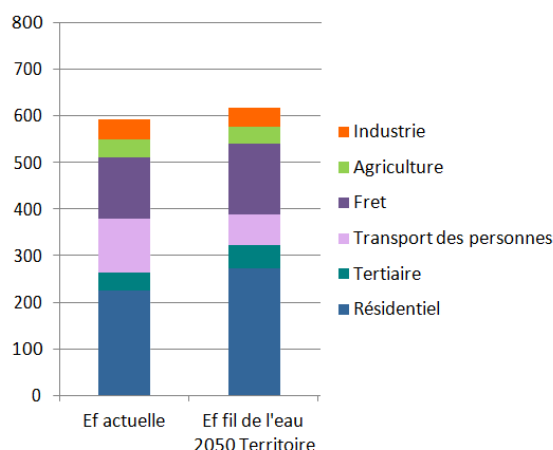
La consommation d'énergie finale annuelle du territoire augmente pour le scénario au fil de l'eau avec 619GWh/an en respectant les mesures nationales contre 592GWh/an actuellement. La consommation d'énergie finale par habitant diminue pour atteindre 22MWh/hab contre 25MWh/hab actuellement.

Le secteur industriel ne devrait pas évoluer significativement.

Le scénario au fil de l'eau ne permet pas d'atteindre les objectifs définis pour la LTECV.



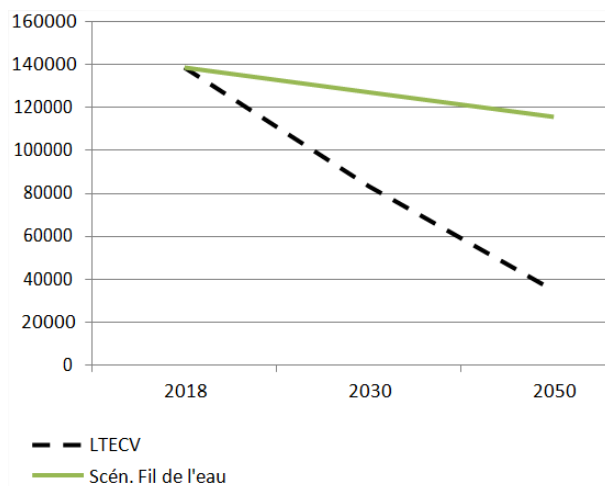
Consommation d'énergie finale (GWh/an) scénario Fil de l'eau, Vizea, 2018



Sectorisation de la consommation d'énergie finale par objet (GWh/an), Vizéa, 2018

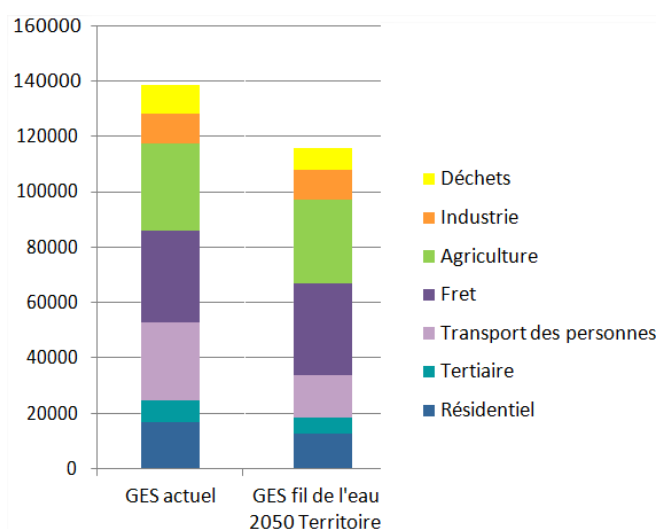
A l'horizon 2050, les consommations d'énergie sont en augmentation dans le scénario au fil de l'eau avec notamment une hausse d'un point de vue logement (majoritairement résidentiel), transport des personnes et fret.

Pour ce qui est des émissions de GES, la baisse des consommations d'énergie finale n'est pas significative avec une consommation de 115 727 GWh/an en 2050 contre 138 736 GWh/an actuellement. Par habitant, cela représente une diminution des émissions de GES de 6 à 4 tCO₂/hab.



Evolution des émissions de GES (tCO₂/an) vis-à-vis de la LTECV, Vizea 2018

Le graphique suivant représente les émissions de gaz à effet de serre du territoire en tCO₂/an par poste d'émission.



Sectorisation des émissions des GES par objet (tCO₂/an), Vizéa, 2018

Les émissions de GES sont en diminution à l'horizon 2050, avec la forte réduction des émissions en lien avec le transport des personnes et du logement résidentiel. Les autres secteurs présentent peu voire pas de réduction des émissions de GES.

CHAPITRE 4 : ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

1. PRÉAMBULE

Ce chapitre consiste à analyser l'articulation du PCAET avec la liste des plans, schémas, programmes et autres documents de planification visés par l'article R.122-17. Cette analyse se présentera sous forme de tableaux indiquant le rapport entre le document concerné et le PCAET. Il peut être de 3 ordres :

- Le PCAET doit être compatible au plan/schéma/programme de rang supérieur
- Le PCAET doit prendre en compte et ne pas être contradictoire à l'atteinte des objectifs du plan/schéma/programme concerné
- Le plan/schéma/programme devra prendre en compte le PCAET quand il sera approuvé.

Outre le rapport d'articulation, l'analyse porte aussi sur la cohérence entre le PCAET et les plans/schémas/programmes identifiés dans le premier tableau. Cette analyse se fera également au travers d'un tableau détaillant la cohérence qui doit exister entre le PCAET et le plan/schéma/programme concerné, en précisant les objectifs poursuivis et le niveau de convergence/divergence entre les documents.

Type de cohérence entre les documents :	
	Convergence
	Convergence partielle
	Divergence partielle
	Divergence
N.C.	Absence d'éléments pour mener l'analyse

Ainsi cette analyse globale conduite vise à s'assurer que l'élaboration de PCAET a été menée en cohérence avec les orientations et objectifs des autres plans, schémas et programmes. Réciproquement, il est également précisé en quoi les autres plans et programmes sont compatibles avec les orientations du PCAET et peuvent concourir à l'atteinte des objectifs environnementaux.

2. ARTICULATION DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS/SCHEMAS/PROGRAMMES

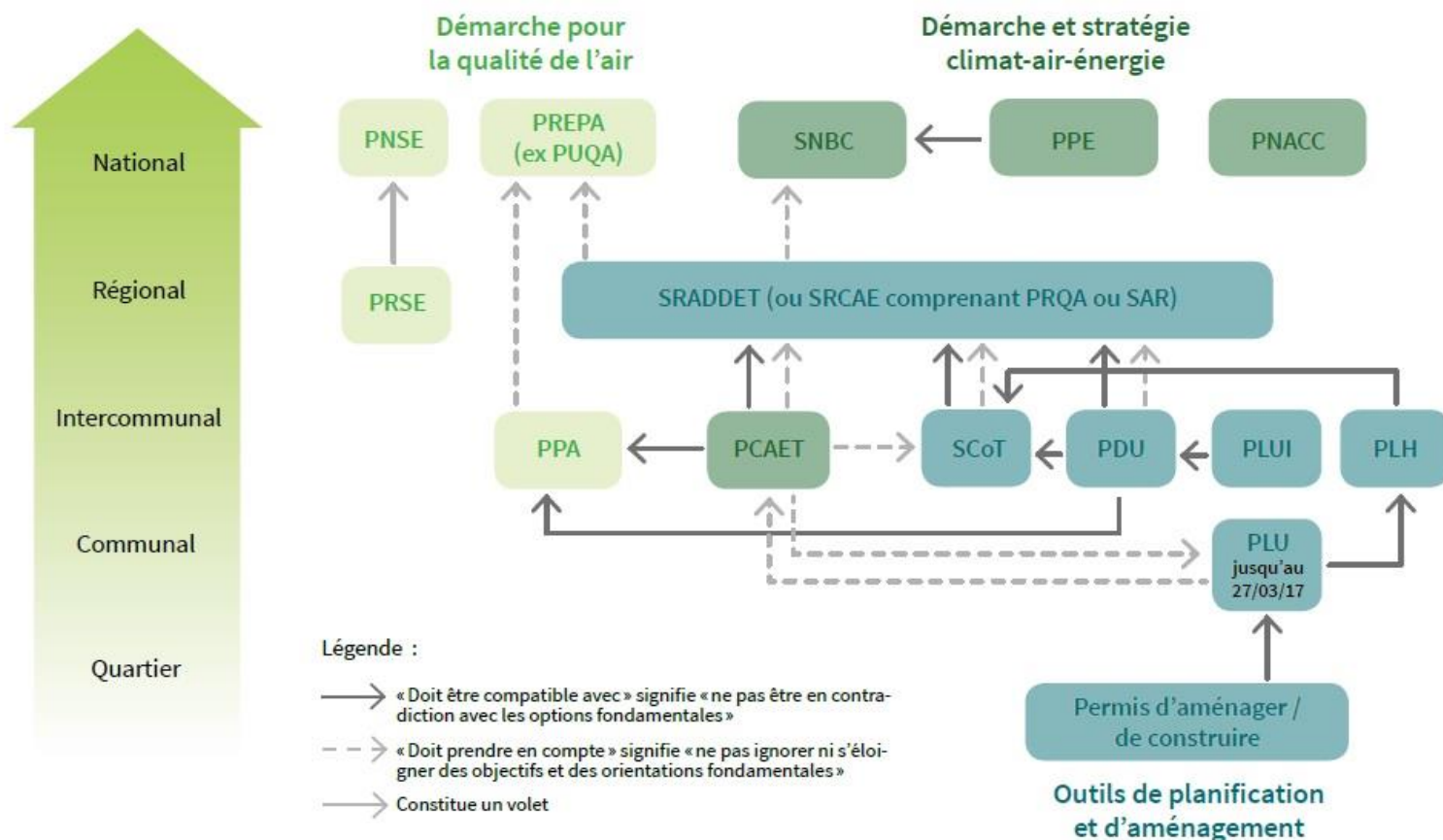


Schéma global de l'articulation du PCAET avec outils de planification
Source : Ademe

Le schéma précédent met en évidence les relations entre les différents outils de planification. Ainsi, il apparaît que le PCAET doit être compatible et prendre en compte divers plans et programmes, qui sont eux-mêmes liés entre eux.

Légende :

Le PCAET doit être compatible au plan/schéma/programme de rang supérieur
Le PCAET doit prendre en compte et ne pas être contradictoire à l'atteinte des objectifs du plan/schéma/programme concerné
Le plan/schéma/programme devra prendre en compte le PCAET quand il sera approuvé

Plans, Schémas, Programmes, Documents de planification		Échelle d'application	Porteur/Acteur	Articulation avec le PCAET	
Directement liés au PCAET					
1	SRADDET (Elaboration prévue pour 2019)	Régionale	Conseil régional		Le PCAET devra être compatible avec le SRADDET
2	SRCAE Bourgogne	Régionale	Préfet de région et conseil régional		Le PCAET doit être compatible avec le SRCAE
3	PPA	Il n'y a pas de PPA sur le territoire			
4	SCoT	Il n'y a pas de SCoT sur le territoire			
5	PLU	Communale	Commune		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par les PLU et les PLU élaborés suite au PCAET devront prendre en compte les objectifs fixés par le PCAET.
Indirectement liés au PCAET					
6	SNBC	Nationale	Etat		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par la SNBC
7	SDAGE Rhône Méditerranée	Échelle du bassin Rhône Méditerranée	Comité de bassin		Le PCAET doit être compatible avec le SDAGE
8	SAGE Ouche et Vouge	Échelle du bassin versant	Commission Locale de l'Eau		Le PCAET doit être compatible avec les SAGE
9	SRCE de Bourgogne	Régionale	Etat et conseil régional		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par le SRCE
10	PGRi Bassin Rhône Méditerranée	Échelle du bassin Rhône Méditerranée	Préfet coordonnateur de bassin		Le PCAET doit être compatible avec le PGRi
11	PRSE de Bourgogne	Régionale	Région		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par le PRSE
12	Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Bourgogne-Franche-Comté (Elaboration prévue pour 2019)	Régionale	Région		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets
13	SRB (Schéma régional de biomasse de Bourgogne)	Régionale	Etat-Région		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par le SRB
14	CPER de Bourgogne	Régionale	Etat-Région		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par les CPER
15	PRAD Bourgogne	Régionale	Préfet de Région		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par le PRAD
16	Programmation Pluriannuelle de l'Energie (En cours	Nationale	Etat		LE PCAET doit prendre en compte les orientations formulées par la PPE

	d'élaboration)				
--	----------------	--	--	--	--

3. COHERENCE DU PCAET AVEC LES AUTRES PLANS/SCHEMAS/PROGRAMMES

Dans un souci de lisibilité et afin de produire des explications concises, l'analyse de cohérence est divisée en 2 sous parties.

Dans la première, seuls les plans, programmes et schémas directement liés au PCAET sont considérés. Le rapport de cohérence est alors développé pour mettre en évidence la légitimité et l'utilité de la mise en place du PCAET sur la Communauté de communes de Rives de Saône.

Dans la seconde partie sont traités les plans, schémas et programmes qui sont indirectement liés au PCAET.

3.1 Plans/schémas/programmes directement liés au PCAET

Type de cohérence entre les documents :	
	Convergence
	Convergence partielle
	Divergence partielle
	Divergence
N.C.	Absence d'éléments pour mener l'analyse

Plans/Schémas/Programmes		Articulation avec le PCAET	
Intitulé	Objectifs et orientations	Objectifs et actions concernés	Cohérence
SRADDET	Élaboration prévue pour 2019	/	/
SRCAE Bourgogne	<ul style="list-style-type: none"> -Anticiper et accompagner les mutations nécessaires à l'adaptation au changement climatique pour prévenir les inégalités sociales et territoriales ; -Favoriser la constitution de circuits économiques de proximité ; -Lutter contre la précarité énergétique par la mise en place d'un dispositif d'information et de conseil adapté en se basant sur les retours d'expérience en cours ; -Accompagner les décideurs et leurs équipes et renforcer l'ingénierie locale en vue d'une meilleure prise en compte des enjeux du climat, de l'air et de l'énergie dans les choix d'aménagement et d'urbanisme ; -Développer et faciliter l'usage des offres de service de transport alternatif à la voiture individuelle dans leur domaine de pertinence ; -Mettre à profit les évolutions technologiques pour diminuer l'impact des déplacements sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques ; -Concevoir et encourager les solutions de transport favorisant la mutualisation et le report modal en valorisant les plateformes multimodales et les infrastructures existantes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Penser et planifier l'urbanisation du territoire dans sa globalité, en y intégrant les enjeux Énergie/climat ; -Structurer et développer l'offre de covoiturage ; -Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux ; -Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité énergétique ; -Encourager les ENR dans l'habitat ; - Optimiser le réseau de transport en commun du territoire autour des centralités ; - Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivité ; -Agir pour une mobilité propre ; - Accompagner la transition technologique du parc motorisé ; - Faciliter la structuration d'une filière alimentaire locale ; -Accompagner la transition agricole (transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES ; Évolution des pratiques d'Élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES ; -Accompagner l'agriculture pour l'adaptation au 	

	<p>-Faire évoluer les pratiques des exploitants actuels et futurs pour une meilleure prise en compte des enjeux du climat, de l'air et de l'énergie de la santé et de la qualité des sols ;</p> <p>-Optimiser les intrants, développer l'agriculture biologique, les systèmes de culture innovants et réduire l'impact des effluents d'élevage ;</p> <p>-Renforcer et compléter les politiques de déploiement des énergies renouvelables à l'échelle territoriale en veillant à la prise en compte de la qualité de l'air.</p>	<p>changement climatique) ;</p> <p>-Promouvoir et encourager l'exemplarité des entreprises privées (renouveler durablement les ZAE, favoriser les ENR) ;</p> <p>- Réaliser un schéma de développement des énergies renouvelables.</p>	
PLU	<p>Vu le nombre important de communes sur la Communauté de communes de Rives de Saône, et étant donné que tous les PLU du territoire ne sont pas à notre disposition, la cohérence entre PLU et PCAET est ici expliquée de manière globale.</p> <p><u>Les PLU déjà en vigueur :</u></p> <p>La majorité des PLU en vigueur promeuvent (d'après les PADD des PLU en notre possession) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'équilibre entre surfaces bâties et surfaces agricoles et naturelles ; -La densification urbaine et renouvellement urbain plutôt que l'étalement ; -La pérennisation des activités agricoles ; -La protection des zones naturelles importantes ; -La mixité des modes de transport ; -La protection des paysages ; -Le développement des communications numériques. <p><u>Pour les futurs PLU :</u></p> <p>Les futurs PLU devront tenir compte des orientations et objectifs chiffrés du PCAET dans leur ensemble. Ceci est décrit dans la colonne de droite ci-contre.</p>	<p>L'ensemble du PCAET doit prendre en compte les PLU en vigueur sur le territoire, et inversement les PLU doivent eux aussi tenir compte de l'ensemble des objectifs du PCAET.</p> <p><u>Les PLU déjà en vigueur :</u></p> <p>Le PCAET doit tenir compte des intentions des PLU en vigueur (citées dans la colonne de gauche ci-contre). Les objectifs et actions cités ici doivent permettre d'y répondre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Urbaniser durablement ; -Structurer et développer l'offre de covoiturage ; -Optimiser le réseau de transport en commun du territoire autour des centralités ; -Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivité ; -Accompagner la transition agricole. <p>Attention : Le PCAET prévoit le développement d'énergies renouvelables, ce qui pourrait potentiellement entrer en conflit avec l'intention de protection des paysages portée par les PLU.</p> <p><u>Pour les futurs PLU :</u></p> <p>Les futurs PLU doivent, au travers leur PADD, OAP, règlement et zonage, prendre en compte les orientations et objectifs chiffrés du PCAET. Ainsi, les mobilités douces et le report modal devront être privilégiés plutôt que la voiture individuelle, l'utilisation d'ENR sera encouragée et les PLU devront être attentifs à leur impact en termes d'empreinte carbone et de qualité de l'air. L'objectif 3 de l'axe 1 du PCAET « Urbaniser durablement » doit particulièrement être pris en compte. Cet objectif propose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Définir dans les PLU des zones à performance énergétique « BEPOS » ; -Avoir recours à des Zones d'Aménagement Concerté ; -Avoir une vision globale en s'appuyant sur un futur SCoT ou un futur PLUi ; -Assurer une mixité fonctionnelle entre habitat et activités économiques dans les documents d'urbanisme ; 	

		-Imposer un Coefficient d'Emprise au Sol dans les documents d'urbanisme ; - Associer le SICECO à toutes les opérations d'urbanisme ; -Promouvoir les matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation.	
--	--	--	--

3.2 Plans/schémas/programmes indirectement liés au PCAET

Plans/Schémas/Programmes		Articulation avec le PCAET	
Intitulé	Objectifs et orientations	Objectifs et actions concernés	Cohérence
SNBC	<p>La Stratégie Nationale Bas-Carbone donne les orientations stratégiques pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone et durable. Elle fixe des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la France :</p> <ul style="list-style-type: none"> -à court/moyen terme : les budgets-carbone (réduction des émissions de -27% à l'horizon du 3ème budget-carbone par rapport à 2013), -à long terme à l'horizon 2050 : atteinte du facteur 4 (réduction des émissions de -75% par rapport à la période préindustrielle, soit -73% par rapport à 2013). 	L'ensemble du PCAET est cohérent avec la SNBC.	
SDAGE Rhône Méditerranée	<ul style="list-style-type: none"> -S'adapter aux effets du changement climatique -Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité -Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques -Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau -Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé -Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle -Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques -Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses -Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles -Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir -Etc. 	<ul style="list-style-type: none"> -Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES -Accompagner l'Évolution des pratiques d'Élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES - Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique -Urbaniser durablement -Sous actions liées à l'économie d'eau : installation de récupérateurs d'eaux pluviales pour l'eau sanitaire, infiltration à la parcelle, gestion alternative des eaux pluviales, réutilisation des eaux de pluie. 	
SAGE Ouche et	-Pérenniser la gestion solidaire et la	- Accompagner une transition des grandes	

Vouge	<p>gouvernance locale sur le bassin versant de la Vouge</p> <ul style="list-style-type: none"> -Maîtriser encadrer et accompagner l'aménagement du territoire -Restaurer la qualité des eaux superficielles et souterraines en luttant contre les facteurs d'eutrophisation et toutes les autres formes de pollutions présentes sur le bassin -Préserver et restaurer la qualité des cours d'eau et de leurs milieux annexes en améliorant leur fonctionnement morphologique et écologique -Restaurer l'équilibre quantitatif des cours d'eau en conciliant les usages avec les besoins du milieu -Préserver et restaurer la qualité et assurer la gestion quantitative de la nappe de Dijon Sud <p>-> même grands principes pour le SAGE Ouche</p>	<p>cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Accompagner l'Évolution des pratiques d'Élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES - Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique -Urbaniser durablement -Sous actions liées à l'économie d'eau : installation de récupérateurs d'eaux pluviales pour l'eau sanitaire, infiltration à la parcelle, gestion alternative des eaux pluviales, réutilisation des eaux de pluie. 	
SRCE de Bourgogne	<ul style="list-style-type: none"> -Accompagner la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme et de planification -Favoriser la transparence écologique des infrastructures de transport, des ouvrages hydrauliques et de production d'énergie -Conforter les continuités écologiques et la perméabilité dans les espaces agricoles, forestiers et aquatiques -Développer et partager les connaissances naturalistes sur les continuités écologiques -Sensibiliser et former l'ensemble des acteurs et organiser la gouvernance autour des continuités écologiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Urbaniser durablement (ensemble des actions de cet objectif) -Accompagner la transition agricole (ensemble des actions de cet objectif) <p>Attention : Le développement de la filière forestière et la mise en place d'ENR peuvent détruire partiellement des milieux et ainsi mettre en danger les espèces</p>	
PGRI Bassin Rhône Méditerranée	<ul style="list-style-type: none"> -Mieux prendre en compte le risque (inondation) dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés aux inondations ; -Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ; -Améliorer la résilience des territoires exposés ; -Organiser les acteurs et compétences -Développer la connaissance sur les phénomènes et risques d'inondation 	<p>-L'ensemble des actions relatives à l'adaptation au changement climatique et à la transition agricole permettront de réduire les risques et de construire des territoires plus résilients.</p>	
PRSE de Bourgogne	<ul style="list-style-type: none"> -L'eau dans son environnement et au robinet: Comment améliorer, en quantité et en qualité, la ressource en eau depuis le milieu naturel jusqu'à la distribution au robinet du consommateur ? -Habitats et environnement intérieur: Quelles actions mettre en place pour prendre en compte les enjeux de santé liés aux espaces clos (bruit, radon, air intérieur, confort thermique ...) ? 	<ul style="list-style-type: none"> -Urbaniser durablement -Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes -Développer une mobilité de personnes décarbonnée -Transporter les marchandises en polluant moins -Consommer mieux, plus local -Agir pour une mobilité propre - Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et 	

	<ul style="list-style-type: none"> -Qualité de l'air extérieur et santé : Quelles actions mettre en place pour limiter les expositions à la pollution atmosphérique et les allergies dues aux pollens ? -Cadres de vie et urbanisme favorables à la santé : Comment intégrer les enjeux de santé environnement dans les stratégies et les projets d'aménagement, d'urbanisme et de mobilité (déplacement, bruit...) ? -Dynamiques territoriales et synergies d'acteurs : Comment, à partir des dispositifs existants, développer des actions et dynamiques territoriales en faveur de la santé environnementale ? 	<ul style="list-style-type: none"> moins émetteurs de GES -Accompagner l'Évolution des pratiques d'Élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES - Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique -Urbaniser durablement - Sous actions liées à l'économie d'eau : installation de récupérateurs d'eaux pluviales pour l'eau sanitaire, infiltration à la parcelle, gestion alternative des eaux pluviales, réutilisation des eaux de pluie. 	
Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Bourgogne-Franche-Comté (Elaboration prévue pour 2019)	<ul style="list-style-type: none"> -Concevoir le développement des territoires à une échelle pertinente et y intégrer les exigences environnementales -Prévention, limitation des quantités de déchets produits -Bonne gestion des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> -Relancer un programme local de prévention des déchets -Favoriser le réemploi et la valorisation des déchets -Réduire les déchets fermentescibles des ménages en développant le compostage -Valoriser Énergétiquement les déchets méthanisables 	
Schéma régional de biomasse de Bourgogne	<p>Visa à développer la mobilisation de la biomasse à des fins énergétiques dans le respect des usages concurrents et en tenant compte des enjeux technico-économiques, environnementaux et sociaux de façon à s'inscrire dans les objectifs de la loi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Valoriser Énergétiquement les déchets méthanisables -Assurer une gestion durable des forêts en mettant en œuvre une charte forestière de territoire -Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois 	
CPER de Bourgogne	<p>Les actions s'articulent autour de thèmes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mobilité multimodale -Enseignement supérieur, recherche, innovation -Transition écologique et énergétique -Numérique -Filières d'avenir, usine du futur -Volet territorial (attractivité économique et démographique, valoriser les principaux sites culturels) 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes -Développer une mobilité de personnes décarbonnée -Transporter les marchandises en polluant moins -Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux -Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité Énergétique -Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffages vers des modes plus vertueux -Faciliter la valorisation solaire des toitures et anticiper le plan « place au soleil » -Produire et distribuer de l'énergie propre -Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments Etc. 	
PRAD Bourgogne	<ul style="list-style-type: none"> -Encourager l'innovation, améliorer la performance et la valeur ajoutée de l'agriculture -Favoriser la création d'emplois et assurer le renouvellement des générations 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES -Accompagner l'Évolution des pratiques d'Élevage et de gestion des prairies pour 	

	<ul style="list-style-type: none"> -Favoriser la diversification et l'autonomie des exploitations agricoles -Concourir à la qualité de la ressource en eau - Préserver durablement la ressource quantitative en eau -Améliorer la performance énergétique des exploitations agricoles -Prévenir, limiter et mieux gérer les crises sanitaires, économiques et climatiques -Favoriser la formation de tous les acteurs et améliorer son adéquation aux enjeux de l'agriculture durable -Respecter la biodiversité et le patrimoine commun grâce à l'activité agricole —, Etc. 	<p>améliorer le bilan en termes de GES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique - Sous actions liées à l'économie d'eau : installation de récupérateurs d'eaux pluviales pour l'eau sanitaire, infiltration à la parcelle, gestion alternative des eaux pluviales, réutilisation des eaux de pluie. <p>-L'ensemble des actions du PCAET permet de « prévenir, limiter et mieux gérer les crises sanitaires, économiques et climatiques ».</p>	
Programmation Pluriannuelle de l'Energie (En cours d'élaboration)	/	/	/

CHAPITRE 5 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS ET SOLUTIONS DE SUBSTITUTIONS ENVISAGEES

Cette justification a pour objet de faire la synthèse entre les mesures adoptées par le Plan Climat Air Energie, leurs contraintes et avantages au travers des actions retenues, et l'analyse des incidences environnementales. Elle précise aussi les solutions qui ont été envisagées puis non retenues et les raisons de ces choix.

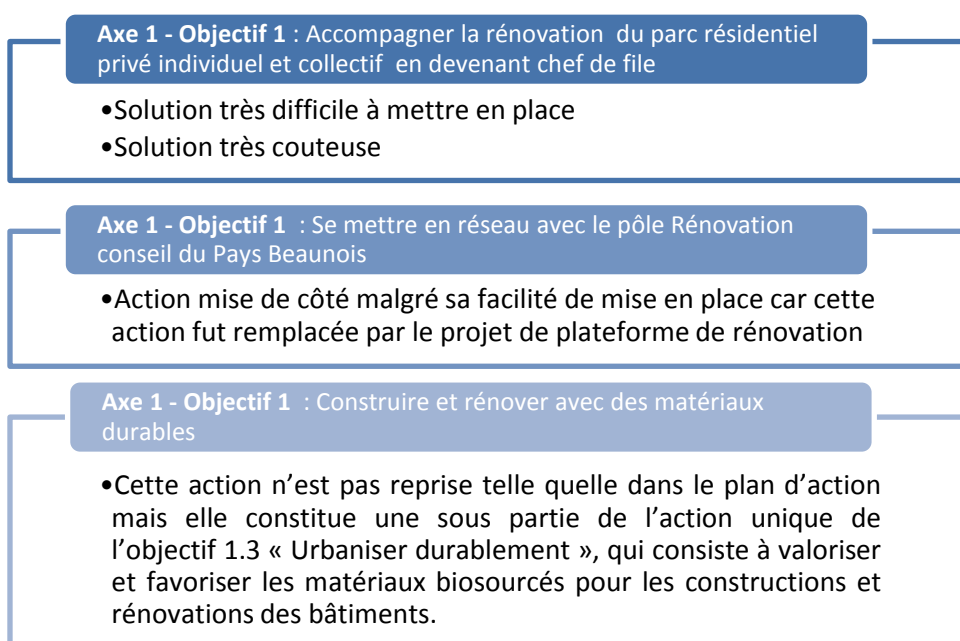
1. LES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ENVISAGÉES

La constitution du projet de PCAET s'est déroulée en plusieurs étapes en concertation avec élus et les différents acteurs territoriaux. Le projet de PCAET a donc évolué au fil du temps, la stratégie s'est affinée et le plan d'action a été modifié à plusieurs reprises. Ainsi certaines actions ont été ajustées, rajoutées, d'autres n'ont pas été retenues. Dans la grande majorité des cas, les actions n'ont pas été retenues pour cause de manque de moyens financiers et/ou humains. Le territoire de la communauté de communes est composé de petites communes rurales qui ont des moyens restreints. Il n'est ni judicieux ni intéressant de programmer des actions d'une envergure démesurée par rapport au territoire et qui seraient trop coûteuses pour les mener à bien.

D'autre part, il existe d'ores et déjà des plans et programmes sur le territoire (SRCAE, SRCE, SAGE, etc.) qui proposent diverses prescriptions. Ainsi, le PCAET n'a pas repris les mêmes mesures que ces plans et programmes pour éviter un effet de redondance inutile, seules les actions qui présentaient un intérêt supplémentaire et qui étaient plus approfondies que dans les autres documents supra-communaux ont été retenues. Outre cet aspect, le PCAET a aussi été développé pour répondre aux souhaits des élus et ainsi être cohérent avec leurs projets territoriaux et leurs priorités.

Enfin, certaines actions de versions antérieures du PCAET n'apparaissent plus dans le PCAET final, car elles ont été réinjectées sous forme de sous-actions dans diverses actions.

Le schéma proposé ci-dessous décrit les actions envisagées, mais non retenues et les raisons de ces choix :



Axe 1 - Objectif 1 : Favoriser le développement d'éco-quartiers ruraux ou ZAC intégrant des critères environnementaux

- Les principes de cette action sont repris dans d'autres actions telles que "urbaniser durablement".

Axe 2 - Objectif 1 : Favoriser l'emploi local et le télétravail

- Solution assez complexe à appliquer et coûteuse mais qui présente un gain important vis-à-vis des GES.
- D'autres solutions moins complexes et moins coûteuses sont tout aussi efficaces et ont donc été privilégiées.

Axe 4 - Objectif 1 : Multiplier les usages des parcelles agricoles par la production d'énergie

- Solution relativement complexe
- Peu d'intérêt par rapport aux GES

Axe 4- Objectif 2 : Développer l'installation d'activités de la filière bois

- Solution complexe à mettre en oeuvre
- On retrouve cette action sous forme de sous actions dans le PCAET

Axe 4 - Objectif 4 : Réaliser une étude du réseau électrique

- Solution dont les coûts ne sont pas forcément intéressants au vu des gains de GES que l'action permet de réaliser

Axe 5 - Objectif 1 : Créer/poursuivre un PPI de rénovation des bâtiments publics en visant la meilleure performance énergétique

- Solution coûteuse et complexe

2. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS DANS LEUR GLOBALITÉ POUR L'ÉLABORATION DU PCAET RIVES DE SAONE

2.1 La démarche adoptée pour élaborer le PCAET

La stratégie adoptée pour le PCAET de la CC de Rives de Saône découle de longues réflexions menées entre les acteurs locaux et portées au regard des enjeux du territoire. La première étape consiste au diagnostic qui a permis d'identifier non seulement les principaux champs sur lesquels travailler (consommation d'énergie, qualité de l'air, énergies renouvelables, etc.), mais aussi de dégager des points de vigilance sur d'autres thématiques de l'environnement (paysages et sites remarquables, risques naturels par exemple).

Les principaux enjeux ainsi identifiés ont pu être étudiés et des objectifs ont pu être fixés grâce à la concertation avec les élus de la collectivité, les techniciens des différents services, les acteurs territoriaux liés aux thématiques climat, air et énergie et avec l'appui des bureaux d'études *Vizea* et *Climat Mundi*.

Différents scénarii ont été étudiés (ce point est expliqué plus en détail aux parties suivantes), et un plan d'action a été élaboré en fonction de l'un de ces scénarii. Le plan d'action a lui-même évolué grâce à une démarche itérative entre Médiaterre Conseil, Vizea et les élus locaux.

Le plan d'action retenu aborde diverses thématiques et développe donc un large panel d'actions. Les actions doivent être réalisables concrètement, et ce dans un délai raisonnable vis-à-vis du PCAET ; dans cette optique, certaines actions n'ont pas été retenues. On évite ainsi un effet « catalogue de bonnes intentions » qui ne seraient par la suite pas mises en œuvre (cf. chapitre précédent).

2.2 Un scénario traduit et adapté au contexte territorial

Le territoire de la Communauté de communes Rives de Saône est d'ores et déjà concerné par des documents et plans qui régissent les grandes orientations à suivre en termes de réduction des gaz à effets de serre, d'empreinte carbone et économies d'énergie. Il s'agit principalement de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) et du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE). Ce dernier a été annulé par le Conseil d'Etat fin 2017, mais les hypothèses techniques restent pertinentes et ont donc été reprises pour mener à bien les réflexions sur l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Ainsi, les objectifs du SRCAE Bourgogne ont été adaptés et réajustés en fonction du contexte territorial et des hypothèses de développement propres à la Communauté de communes Rives de Saône. Ces hypothèses correspondent à l'évolution de divers secteurs tels que le résidentiel et tertiaire, le transport de personnes, le fret, l'agriculture et l'industrie. Grâce à cette étape, des objectifs quantitatifs en termes de consommation énergétique et émissions de GES ont été calculés :

* Le scénario optimal correspond au scénario dans lequel des mesures territoriales sont engagées en plus des mesures nationales, soit dans le cas du PCAET puisque le SRCAE est annulé.



POUR LE RÉSIDENTIEL

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	+35%	0%
Scénario Mesures nationales	+22%	-25%
Scénario Optimal	-70% ²	-75%



POUR LE TERTIAIRE

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	+35%	0%
Scénario Mesures nationales	+22%	-25%
Scénario Optimal	-42% ¹	-75%



POUR LE TRANSPORT DE PERSONNES

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	-6%	-6%
Scénario Mesures nationales	-43%	-46%
Scénario Optimal	-56%	-62%



POUR L'INDUSTRIE

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	0%	0%
Scénario Mesures nationales	0%	-0,7%
Scénario Optimal	-31%	-53%



POUR LE FRET

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	+23%	+23%
Scénario Mesures nationales	+16%	0%
Scénario Optimal	-7%	-30%



POUR L'AGRICULTURE

	⚡ Consommation énergétique	Emissions GES
Scénario Fil de l'eau	-6%	-6%
Scénario Mesures nationales	-6%	-4%
Scénario Optimal	-12%	-16%

Cette traduction des objectifs à l'échelle de la Communauté de communes s'appuie sur :

- La Stratégie Énergétique Départementale (SED 21) qui a traduit les orientations du scénario « optimal » en termes de réduction de la consommation énergétique du SRCAE pour chaque collectivité dans les secteurs du résidentiel et de l'activité tertiaire ;
- Les données diagnostic du PCAET ont permis d'adapter les hypothèses de développement et ainsi les objectifs en termes de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur tous les secteurs (résidentiel, tertiaire, déplacements de personnes, fret, agriculture et industrie).

2.3 Le choix du scénario optimal

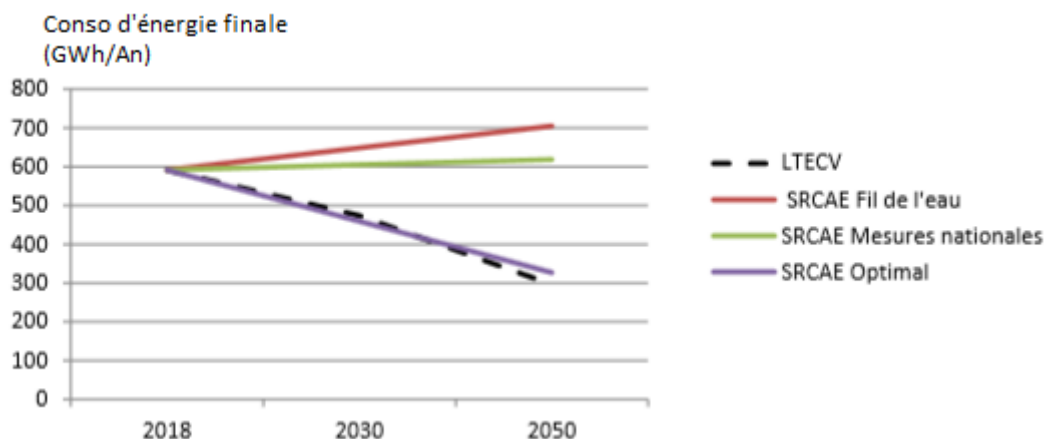
Afin d'établir un scénario clair est précis, plusieurs questions se sont posées, à savoir :

- > Quelles consommations d'énergie finale ?
- > Quelles émissions de GES ?
- > Quelle production d'énergie renouvelable ?
- > Quel mix énergétique ?
- > Quels rejets de polluants ?

Pour chacune de ces questions, les réponses apportées contiennent des chiffres clairs d'évolution en l'absence de mesures (scénario au fil de l'eau), avec l'application des mesures nationales seulement (scénario mesures nationales) et enfin dans le cas où des mesures territoriales seront appliquées (scénario optimal).

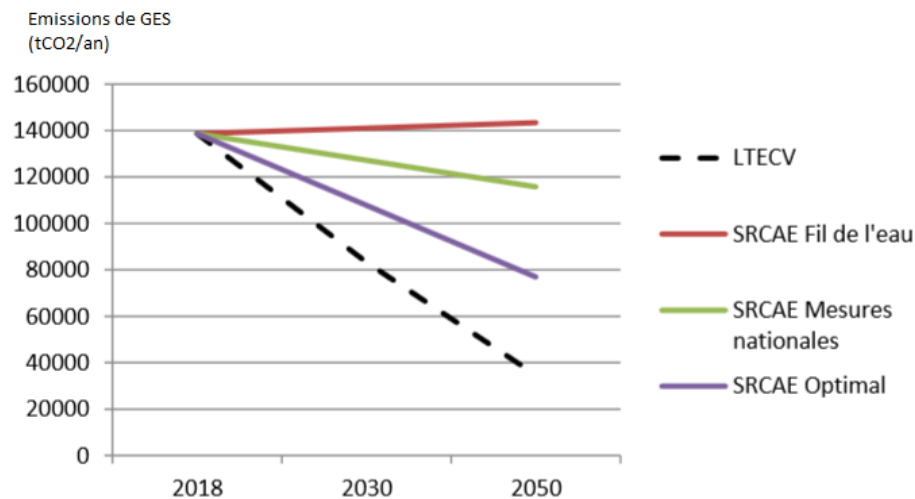
Ces évolutions sont comparées aux objectifs nationaux fixés par la LTECV, et il apparaît clairement que le scénario optimal est le seul qui puisse répondre, ou à défaut s'approcher, des objectifs nationaux. Le scénario dit « optimal » est donc retenu comme modèle pour établir un PCAET cohérent.

Exemple : Evolution des consommations d'énergie selon différents scénarios étudiés (Vizea, 2018)



Le scénario optimal permet une réduction de 43% de la consommation d'énergie finale afin d'atteindre 14MWh/hab à l'horizon 2050 contre 30MWh/hab actuellement.

Exemple : Evolution des émissions de GES selon les différents scénarios étudiés (Vizea, 2018)



Le scénario optimal permet une réduction de 43% des émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre 3 tCO2/hab à l'horizon 2050 contre 7 tCO2/hab actuellement.

Concernant la production d'énergie renouvelable, les objectifs du SRCAE ont été réadaptés au territoire en fonction de la production actuelle mise en exergue dans le diagnostic, des projets d'infrastructures de production actuellement en cours, et du potentiel de production du territoire. Ils sont ainsi traduits aux horizons 2030 et 2050.



	2014	2030	2050
Projets	-		
Potentiel issu du diagnostic	18 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE		68 GWh	
Production réelle ou projetée	85,5 GWh	100 GWh	110 GWh



	2014	2030	2050
Projets	-		
Potentiel issu du diagnostic	121 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE		40 GWh	
Production réelle ou projetée	0 GWh	0 GWh	0 GWh



	2014	2030	2050
Projets	14 GWh (Centrale du centre d'enfouissement de Drambon d'une puissance installée de 12 MWc)		
Potentiel issu du diagnostic	68 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE		8 GWh	
Production réelle ou projetée	1,2 GWh	16 GWh	31 GWh



	2014	2030	2050
Projets	-		
Potentiel issu du diagnostic	13 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE		6 GWh	
Production réelle ou projetée	0,1 GWh	2,7 GWh	5,3 GWh



	2014	2030	2050
Projets	18 GWh (Unité de Villers-les-Pots, 9,7 GWh d'électricité et 8,5 GWh de chaleur)		
Potentiel issu du diagnostic	36 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE	4 GWh		
Production réelle ou projetée	9,7 GWh	40 GWh	60 GWh



	2014	2030	2050
Projets	-		
Potentiel issu du diagnostic	Existant		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE	3 GWh		
Production réelle ou projetée	NC	1 GWh	2 GWh



	2014	2030	2050
Projets	-		
Potentiel issu du diagnostic	0 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE	2 GWh		
Production réelle ou projetée	8,9 GWh	10 GWh	11 GWh



	2014	2030	2050
Projets	34 GWh		
Potentiel issu du diagnostic	256 GWh		
◆ Objectifs territorialisés SRCAE	130 GWh		
Production réelle ou projetée	105 GWh	170 GWh	234 GWh

2.4 La démarche itérative et l'évolution du plan d'action

Le plan d'action a été réalisé par le bureau Vizea, tandis que le bureau Médiaterre Conseil a été un appui pour conforter ou modifier certaines actions selon une démarche itérative tout le long de la réalisation du PCAET. Ainsi, après analyse des premières versions du plan, Médiaterre Conseil a proposé certains compléments ou améliorations. Suite à cela, Vizea, en concertation avec les élus, a intégré la plupart des suggestions faites par Médiaterre Conseil, principalement sous forme de sous-actions.

Le plan d'action a également évolué selon des remarques faites par les acteurs locaux, et par le bureau d'étude Vizea lui-même.

Ainsi, bien qu'abordant déjà des thématiques variées, les premières versions du plan d'action du PCAET, n'abordaient pas la biodiversité et les milieux naturels, ni l'économie de la ressource en eau. Les propositions faites par Médiaterre Conseil ont été intégrées au fur et à mesure dans le plan. Outre les thématiques de la biodiversité et de la ressource en eau, des compléments ont été apportés vis-à-vis du risque de ruissellement et vis-à-vis de la gestion des déchets.

Amélioration du PCAET vis-à-vis de la biodiversité et du risque de ruissellement:

Le PCAET a évolué vis-à-vis des enjeux liés à la biodiversité. Les dispositions ajoutées dans le PCAET par rapport aux premières versions du plan, sont détaillées ci-après.

Pour limiter l'imperméabilisation :

- Obligation de fixer un Coefficient d'Emprise au Sol dans les documents d'urbanisme.
- Obligation d'inclure des critères de développement durable dans les aménagements pour éviter l'imperméabilisation

Outre le fait de limiter le risque de ruissellement en proposant davantage de surfaces perméables, ces dispositions favorisent également le développement de communautés végétales favorables à la biodiversité.

De même, le PCAET final propose

- Végétalisation des murs et des toitures : outre le confort thermique, ces aménagements apportent de nouvelles ressources à l'entomofaune et de créer davantage de surfaces perméables.

La notion de biodiversité est également intégrée dans la thématique de transition agricole :

- création de bandes enherbées, non traitées, favorisant le nourrissage et le déplacement de la petite faune..

Enfin, le plan d'action précise qu'il faudra

- inciter à la prise en compte des continuités écologiques et du paysage dans les projets éoliens.

Amélioration du PCAET vis-à-vis de l'aspect quantitatif de la ressource en eau :

Les premières versions du plan ne proposaient pas de mesure relative à l'économie de la ressource en eau, enjeu important face au changement climatique.

Le PCAET propose dorénavant des mesures de gestion raisonnée des eaux pluviales :

- installation de récupérateurs d'eaux pluviales pour l'eau sanitaire
- infiltration à la parcelle
- gestion alternative des eaux pluviales,
- réutilisation des eaux de pluie.

Il est également précisé qu'il convient de réduire les consommations d'eau potable des collectivités pour le nettoyage et l'arrosage et qu'il est nécessaire d'utiliser intelligemment la ressource (arroser aux heures adaptées, adapter les volumes aux besoins réels, etc.).

Amélioration du PCAET vis-à-vis de l'aspect quantitatif des réductions de déchets et consommations de papier :

Afin d'améliorer les propositions déjà engagées dans les premières versions du PCAET, Vizea a ajouté quelques précisions au plan d'action pour sensibiliser le public, dès le plus jeune âge :

- mise en place du tri sélectif dans les établissements scolaires, accompagné dans la mesure du possible d'interventions d'acteurs locaux.

De plus, afin d'économiser le papier et de réduire les consommations, un point a été ajouté quant à la dématérialisation dans les procédures administratives,

2.5 Les avantages et points forts qui participent à la justification des choix effectués

Les actions ont été retenues, car elles représentent des compromis raisonnables entre diverses contraintes, à savoir :

- Difficulté de mise en œuvre ;
- Bénéfices vis-à-vis de l'environnement ;
- Impacts résiduels sur l'environnement peu marqués ;
- Atteinte des objectifs des plans et programmes nationaux, régionaux et départementaux ;
- Coût ;
- Respect des volontés des élus ;
- Délais de mise en œuvre raisonnables ;
- Partenariats possibles et d'ores et déjà identifiés.

Les thématiques retenues sont volontairement variées compréhensibles et appropriables par tous : habitants, élus, actifs, associations, etc. tout le monde peut agir. Ces thématiques sont concrètes et omniprésentes dans le quotidien de chacun ce qui rend le PCAET accessible. En effet, les domaines abordés concernent la rénovation énergétique des bâtiments, les transports, le covoiturage, l'agriculture, l'alimentation, la biodiversité, etc.

Un grand nombre d'actions retenues sont transversales, c'est-à-dire qu'elles sont bénéfiques pour certains champs de l'environnement en plus de l'action directe pour laquelle elles ont été conçues.

Exemple : Les actions relatives aux voies vertes et mobilités douces sont non seulement utiles à la réduction des émissions de GES et donc à l'amélioration de la qualité de l'air et de la santé des riverains, mais aussi positives vis-à-vis du cadre de vie de chacun, du paysage, voire de la biodiversité si les voies vertes s'accompagnent d'une diversité d'espèces végétales locales.

Dans un souci d'efficacité, les actions ont été hiérarchisées afin de pointer des actions prioritaires. Ce choix permet d'agir vite et d'aller à l'essentiel dès la mise en œuvre du plan en engageant des mesures fortes. Grâce à cela, les objectifs fixés par le scénario optimal auront davantage de chance d'être atteints dans les délais prévus.

3. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS PAR ACTIONS

Dans cette sous partie sont principalement abordés les aspects « techniques » pour lesquels les choix ont été retenus ainsi que des notes succinctes sur les effets positifs du plan sur les émissions de GES et autres aspects de l'environnement. Pour avoir davantage de détails sur les effets bénéfiques du plan sur les divers aspects de l'environnement (GES, biodiversité, risques et nuisances, etc.), se reporter au chapitre « Exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du plan ». Comme explicité précédemment, le choix des actions résulte d'un compromis entre faisabilité, coût et intérêt de l'action.

Les tableaux qui suivent permettent de visualiser rapidement les caractéristiques associées à chaque action. Ainsi, il est mis en évidence que les actions proposées sont intéressantes dans le cadre d'un PCAET et bénéfiques sur plusieurs volets de l'environnement. De plus, elles disposent déjà de potentiels financeurs et partenaires, ce qui facilitera leur mise en œuvre.

Il est notable que les actions jugées les plus difficiles à mettre en œuvre ne sont pas des actions prioritaires, il y a donc une cohérence entre faisabilité et hiérarchisation des actions.

1. Habiter et se loger en consommant moins d'énergie

Actions prévues	Coût (de € à €€€)	Niveau de difficulté de mise en œuvre	Délais de mise en œuvre	Résultats à l'horizon 2050	Bénéfices globaux sur l'environnement et la santé	Moyens et partenaires possibles déjà identifiés
Maîtriser la demande énergétique de l'habitat						
Renforcer localement le pôle de rénovation conseil	€€ (17K€)	Moyen	2019-2024	-103 GWh -18771 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé	Pilote : Pays Beaunois, CC RDS Partenaires : Région – CD21 – ADEME – ANAH – ADIL – DDT 21 – SICECO – CAUE – BER – BBD Moyens internes : 1 élu référent/CC pour le pilotage et suivi, 1 référent au Pays Beaunois pour la direction de projet et 1 technicien pour l'animation, le pilotage et le suivi
Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux	€	Facile	2019-2024	-6 GWh -1048 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé	Pilote : Bailleurs – CC RDS Partenaires : ADEME – Région – CD 21 – ANAH – ADIL – DDT 21 – SICECO – CAUE – CAF Moyens internes : 1 technicien pour l'animation du réseau Financements possibles : Programme Effilogis (Région BFC)
Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité énergétique	€	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé	Pilote : Pôle Rénovation Conseil du pays Beaunois – CC RDS Partenaires : CD 21 – Mairies- ADEME – ANAH – DDT 21 – SICECO – CAF – CCAS – Associations- ONPE Financements possibles : Programme Effilogis (Région BFC)
Encourager les ENR dans l'habitat						
Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffage vers des modes plus vertueux	€	Moyen	2019-2024	-49 GWh -9247 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé	Pilote : Pôle Rénovation Conseil – CC RDS – SICECO Partenaires : ADEME – ANAH – Enedis – BER Financements possibles : Programme Effilogis (Région BFC), FEDER-FSE
Faciliter la valorisation solaire des toitures	€	Facile	2019-2024	-995 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé	Pilote : Pôle de rénovation conseil Partenaires : Région – ADEME – ANAH – Enedis Financements possibles : Subv. ADEME, Crédit d'impôt, Éco-prêt

Urbaniser durablement						
Penser et planifier l'urbanisation du territoire dans sa globalité, en y intégrant les enjeux énergie/climat	€€	Moyen	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur la qualité de l'air donc la santé, également sur biodiversité en préservant des espaces naturels	Pilote : CC RDS-Communes Partenaires : SICECO – DDT 21 – CAUE – BBD Financements possibles : FEDER – FSE

2. Se déplacer/ transporter les marchandises en polluant moins

Actions prévues	Coût (de € à €€)	Niveau de difficulté de mise en œuvre	Délais de mise en œuvre	Résultats à l'horizon 2050	Bénéfices globaux sur l'environnement et la santé	Moyens et partenaires possibles déjà identifiés
Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes						
Structurer l'offre de covoiturage	€€ (50KI)	Facile	2019-2024	-57 GWh -15081 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances sonores	Pilote : Pays Beaunois – CC RDS Partenaires : Région Bourgogne, CD 21, Transdev Pays d'Or, Kéolis Financements possibles : 36 K€ par la SNCF + subventions possibles par la région BFC
Développer une mobilité de personnes décarbonée						
Optimiser le réseau de TC du territoire autour des centralités	€ à €€	Moyen	2019-2021	-27 GWh -6760 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances sonores	Pilote : Pays Beaunois – CC RDS Partenaires : Mission locale de Beaune – Région, CD21, Transdev Pays d'Or, Kéolis, SNCF Financements possibles : FEDER-FSE
Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivités	€ à €€	Moyen	2019-2024	-2 GWh -416 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances sonores. Effets bénéfiques notables sur le paysage et la biodiversité.	Pilote : Pays Beaunois – CC RDS Partenaires : Région, CD 21, SNCF, Communes Financements possibles : Région BFC, CD 21
Accompagner la transition technologique du parc motorisé	€€ (90KI)	Moyen	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances sonores	Pilote : CC RDS, Communes Partenaires : SICECO – Région – ADEME – UE Financements possibles : État (Prog. Advenir), FEDER-FSE, ADEME
Former et sensibiliser à conduire mieux et	€€ (50KI)	Facile	2019-2024	-20 GWh -4980 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé,	Pilote : CC RDS Partenaires : Centre de formation à la conduite – Auto-écoles – ADEME – CD 21

se déplacer différemment					également sur les nuisances sonores	
Transporter les marchandises en polluant moins						
Accompagner les entreprises au changement des pratiques de déplacement	€ à €€€	Difficile	2019-2024	-4 GWh -1062 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances et risques	Pilote : CC RDS, CAP VDS, CA de Dole Partenaires : SICECO – Région – ADEME – État – DREAL – DDT
Développer le Fret fluvial à partir du techno port de Pagny – le – Château	€€	Difficile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le réchauffement climatique, la qualité de l'air donc la santé, également sur les nuisances et risques	Pilote : CC RDS, VNF, Syndicat mixte du technoport de Pagny Partenaires : Région – CD21 – Etat- CCI

3. Consommer en économisant les ressources

Actions prévues	Coût (de € à €€€)	Niveau de difficulté de mise en œuvre	Délais de mise en œuvre	Résultats à l'horizon 2050	Bénéfices globaux sur l'environnement et la santé	Moyens et partenaires possibles déjà identifiés
Consommer mieux, plus local						
Faciliter la structuration d'une filière alimentation locale	€ (3KI)	Moyen	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. La qualité des sols, de l'eau et la biodiversité sont également favorisés grâce à une valorisation de la filière biologique.	Pilote : CC RDS, Chambre d'agriculture, SDAT Partenaires : Agriculteurs – CD21 - Ademe - Associations - Musée de plein air de l'Étang Rouge
Développer l'approvisionnement local de qualité de la restauration collective	€€ (60KI)	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Cela profite aussi à l'économie circulaire. La qualité des sols, de l'eau et la biodiversité sont également favorisés grâce à une valorisation de la filière biologique.	Pilote : CC RDS, Région, CD21 Partenaires : ADEME – Associations – BER – Plateforme de transformation

Réduire et valoriser les déchets ménagers						
Relancer un programme local de prévention des déchets mutualisés	€€€ (135KI)	Moyen	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Cela profite aussi à l'économie circulaire.	Pilote : CC RDS Partenaires : ADEME – Communes – Associations - Région Moyens internes : 1 élu référent par CC pour le pilotage et le suivi, 1 référent par CC pour la direction de projet et 1 chargé de mission prévention des déchets pour l'animation, le pilotage et le suivi
Favoriser le réemploi et le recyclage des déchets	€ à €€	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Cela profite aussi à l'économie circulaire.	Pilote : CC RDS - SDAT Partenaires : Association – Communes – Ademe – CD21 Moyens internes : 1 chargé de mission prévention des déchets pour l'animation, le pilotage et le suivi
Réduire les déchets fermentescibles en développant le compostage	€€ (60KI)	Facile	2019-2024	-40 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Cela profite aussi à l'économie circulaire.	Pilote : CC RDS Partenaires : Bailleurs – Communes – Associations - Région (lycée) – CD21 (collège) – Ademe – CMA Moyens internes : 1 chargé de mission prévention des déchets pour l'animation, le pilotage et le suivi
Valoriser énergétiquement les déchets y compris agricoles	€€	Moyen	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Cela profite aussi à l'économie circulaire.	Pilote : Porteurs de projets privés Partenaires : Ademe, DREAL, SICECO

4. Travailler et produire en préservant l'environnement

Actions prévues	Coût (de € à €€€)	Niveau de difficulté de mise en œuvre	Délais de mise en œuvre	Résultats à l'horizon 2050	Bénéfices globaux sur l'environnement et la santé	Moyens et partenaires possibles déjà identifiés
Accompagner la transition agricole						
Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES	€	Facile	2019-2024	-12.5 GWh -10192 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Les sols, l'eau et la biodiversité sont également préservés.	Pilote : Chambre d'Agriculture de Côte d'Or, agriculteurs Partenaires : Associations environnementales, CIVAM, AFIP, CUMA, DRAF, DDT, Région Bourgogne, CD 21, GAB Financements possibles : FAFSEA (20%)- ADEME (60%)
Accompagner les pratiques d'élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES	€	Facile	2020-2045	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Les sols, l'eau et la biodiversité sont également préservés.	Pilote : Chambre d'Agriculture de Côte d'Or, agriculteurs Partenaires : Associations environnementales, CIVAM, AFIP, CUMA, DRAF, DDT, Région Bourgogne, CD 21, GAB, CCRDS
Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique	€	Moyen	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air. Les sols, l'eau et la biodiversité sont également préservés.	Pilote : Chambre d'Agriculture de Côte d'Or, agriculteurs, CC RDS Partenaires : Agriculteurs, Associations environnementales, CIVAM, AFIP, CUMA, DRAF, DDT, Région Bourgogne, CD 21, GAB
Développer la filière forestière						
Assurer une gestion durable des forêts en mettant en œuvre une charte forestière de territoire	€	Moyen	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Certains espaces forestiers sont préservés ce qui est bénéfique pour la biodiversité, le paysage et le risque d'inondation.	Pilote : ONF – CRPF – CC RDS Partenaires : Communes, Région, CD 21 (mission bois énergie 21), Associations environnementales, DDT, ADEME, exploitants forestiers Financements possibles : 30 € par le CD21
Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois	€€	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé.	Pilote : CC RDS – ONF – Syndicat des forestiers privés de Côte d'Or Partenaires : Communes exploitantes – Région - CD 21 (Mission Bois énergie 21)- Associations environnementales – DDT – ADEME – Exploitants forestiers (dont les communes) – CC RDS Financements possibles : FEDER-FSE-Région BFC

Promouvoir et encourager l'exemplarité des entreprises privées						
Accompagner les entreprises locales à agir sur leur propre fonctionnement	€	Facile	2019-2024	-15GWh -4847 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : CMA 21, CCI 21, CC RDS, Pays Beaunois Partenaires : Entreprises, Ademe, ENEDIS, Fédération des entreprises, Région, CD 21 Financements possibles : CMA
S'engager dans une gestion durable des zones d'activités notamment par le renouvellement durable des ZAE	€€	Facile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : CMA 21, CCI 21, CC RDS Partenaires : Entreprises, ADEME, ENEDIS, Fédération des entreprises, Région, CD 21
Accompagner les entreprises dans le développement d'envergure d'énergies renouvelables	€	Facile	2019-2024	-105 tCO2/an	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : CMA, CCI, CC RDS Partenaires : Entreprises et clubs d'entreprises, Ademe, Région, CD 21
Produire et distribuer de l'énergie propre						
Réaliser un schéma de développement des énergies renouvelables	€€ (45Kl)	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO – CC RDS – Côte d'Or Énergies Partenaires : ADEME - CD 21 – Région - Développeurs éoliens – Communes Financements possibles : ADEME, Région
Exploiter le potentiel éolien du territoire et soutenir les projets à l'étude	€	Moyen	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO, CC RDS, Côte d'Or Énergies Partenaires : CC RDS, Région, CD21, développeurs éoliens, communes
Explorer le potentiel géothermique sur nappe	€	Facile	2021-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO Partenaires : CD 21, Intercommunalité, Ademe, Région, BRGM, OPTÉER
Développer des unités de méthanisation	€€€	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO Partenaires : Ademe, Chambre d'agriculture de Bourgogne, Relais Agri Énergie de Côte d'Or Financements possibles : Fond de Chaleur (ADEME), Subv. CD21
Organiser le stockage de l'énergie verte	€€€	Difficile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO, RTE, GRTgaz Partenaires : Ademe, Région, Enedis, GRDF
Adapter les réseaux de distribution et de transport	€€	Moyen	2021-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé	Pilote : SICECO, RTE, Enedis, GRTgaz Partenaires : Ademe, Région

5. S'engager vers l'exemplarité

Actions prévues	Coût (de € à €€€)	Niveau de difficulté de mise en œuvre	Délais de mise en œuvre	Résultats à l'horizon 2050	Bénéfices globaux sur l'environnement et la santé	Moyens et partenaires possibles déjà identifiés
Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics						
Poursuivre la réduction des consommations de fonctionnement	€	Facile	2019-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Efforts sur la consommation d'eau.	Pilote : CC RDS, Communes Partenaires : BER, SICECO, Ademe, Région, CD 21 Financements possibles : ADEME- Prêt BEI
Engager la rénovation du patrimoine bâti	€€	Moyen	2019-2021	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé.	Pilote : CC RDS, Communes Partenaires : SICECO, BER, Ademe, Région, CD 21 Financements possibles : Prêt GPI AmBRE
Agir pour une mobilité propre						
Elaborer un plan de mobilité interne	€ (6Kl)	Facile	2019-2020	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Réduction des circulations et par conséquent des nuisances sonores.	Pilote : CC RDS Partenaires : Commune, Région, CD 21, Ademe
Agir sur la flotte de véhicules	€€€ (107Kl)	Facile	2020-2024	+++	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Réduction des circulations et par conséquent des nuisances sonores.	Pilote : CC RDS Partenaires : Commune, Région, CD 21, Ademe
Mieux consommer pour limiter la production de déchets						
Mettre en place des politiques d'achats responsables	€	Facile	2020-204	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Réduction des déchets et entretien de l'économie circulaire.	Pilote : CC RDS Partenaires : Commune, Ecoles, Région, CD 21, Ademe
Poursuivre le programme de réduction des déchets mené par la collectivité	€	Facile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé. Réduction des déchets et entretien de l'économie circulaire.	Pilote : CC RDS Partenaires : Commune, Ecoles, Région, CD 21, Ademe, BER, SICECO

Sensibiliser et animer le PCAET						
Sensibiliser les habitants à la transition énergétique	€ (5K€)	Facile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé.	Pilote : CC RDS Partenaires : Commune, Ecoles, Région, CD 21, BER, SICECO, Etablissements accueillant du public fragile (EHPAD, maison de retraite, crèche, etc.), Ademe
Assurer le suivi et l'animation du PCAET	€	Facile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé.	Pilote : CC RDS Partenaires : Région, CD 21, Ademe, SICECO, BER, DDT, DREAL, ENEDIS, CMA Bourgogne, Chambre d'agriculture, ONF, etc.
Intégrer les critères d'adaptation au changement climatique	€	Facile	2020-2024	/	Effets bénéfiques sur le climat, la qualité de l'air, la santé.	Pilote : CC RDS Partenaires : Communes, Ademe, Région, CD 21

CHAPITRE 6 : INCIDENCES DU PCAET SUR LES DIVERS CHAMPS DE L'ENVIRONNEMENT

1. INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET SUR LES DIVERS CHAMPS DE L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation environnementale est un outil d'accompagnement de l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial avec pour objectif de mettre en avant et alerter sur les points de vigilance « en lien avec les enjeux environnementaux principaux afin d'être en mesure d'orienter les choix dans le cadre de la démarche itérative » (CGDD, CEREMA, 2015). C'est pour cela qu'une analyse des incidences des actions du plan sur l'ensemble des critères environnementaux est réalisée, permettant de démontrer l'intérêt des mesures du plan pour chacune des thématiques tout en s'assurant du caractère non réducteur des effets négatifs. Les effets sont ainsi analysés pour chaque thématique de l'environnement que sont : la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, les déchets, les risques, le patrimoine culturel architectural et les paysages...

Il est nécessaire de distinguer :

- Les impacts positifs directs ou notables, induits par la mise en œuvre de l'action
- Les impacts neutres ou sans effet notable
- Les impacts négatifs indirects potentiels, ou points de vigilance nécessitant la mise en place de mesures d'évitement ou de réduction.
- Les impacts positifs directs, mais pouvant entraîner des effets indirects moins favorables

Effets positifs	Pas d'effet significatif	Effets négatifs potentiels – points d'alerte	Effets positifs couplés à des effets négatifs

1. Habiter et se loger en consommant moins d'énergie

	Physique naturel climatique							Ressource				Milieu	Risques / pollutions		
Actions prévues	Soils	Faune-flore TVB	Biodiversité	Qualité eau	Climat	Air/GES	Paysage et patrimoine	Eau	Energie renouvelable	Economie circulaire	Réduction déchets	Santé	Bruit	Risques naturels	Risques technologiques
Maîtriser la demande énergétique de l'habitat															
Renforcer localement le pôle de rénovation conseil															
Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux															
Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité énergétique															
Encourager les ENR dans l'habitat															
Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffages vers des modes plus vertueux															
Faciliter la valorisation solaire des toitures															
Urbaniser durablement															
Penser et planifier l'urbanisation du territoire dans sa globalité, en y intégrant les enjeux énergie/climat															

- **Renforcer localement le pôle de rénovation conseil**
- **Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux**
- **Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité énergétique**

La mise en place de ces actions permet de tendre vers la rénovation énergétique, élément essentiel pour atteindre les objectifs du PCAET. La rénovation doit être abordée à tous les niveaux, et notamment le parc social. Cette rénovation de l'ensemble de l'habitat devra s'effectuer sur le long terme compte tenu des moyens à disposition des communes et de la part des ménages en situation précaire. Plus de la moitié des logements sur le territoire sont considérés comme des passoires énergétiques, c'est-à-dire que ce sont des logements mal isolés, très énergivores et donc avec une consommation de chauffage ou de climatisation excessive. Les acteurs du PCAET s'engagent également à mener une réflexion sur les économies de ressource en envisageant le recours aux ENR dans le parc social et la gestion de la ressource en eau et des eaux pluviales.

Le pôle Rénovation conseil est un bon outil permettant d'atteindre l'objectif de réduction des consommations et émissions liées aux logements : le pôle permettra l'accompagnement, le suivi et l'information auprès des populations, et notamment auprès des ménages en situation énergétique précaire, qui sont souvent ceux qui n'ont pas connaissance des possibilités d'aides et de suivi dont ils disposent. Ces actions permettront à terme une nette diminution des émissions de GES et des consommations d'énergie, donc une amélioration de la qualité de l'air, des effets sur la santé et une minimisation du réchauffement climatique à l'échelle locale.

- **Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffages vers des modes plus vertueux**

Améliorer les performances énergétiques en mutant les systèmes de chauffage et s'orienter vers des modes de chauffage vertueux, peu consommateurs d'énergie et peu émetteur de GES avec notamment le remplacement des chauffages gaz et fioul par de l'électrique, bois, solaire...et donc cela passe par un recours aux énergies renouvelables. Ces aménagements entraîneront une amélioration globale sur la qualité de l'air et les émissions GES.

Il faut cependant être attentif à ne pas créer des retombées négatives en valorisant notamment la filière bois : les espaces dédiés à la production doivent être bien gérés, les espaces boisés étant important pour la biodiversité et servent également de puits de carbone. Outre trouver une alternative à son mode de chauffage, il faut également prêter attention à la performance de celui-ci. Le chauffage bois est un mode de chauffage écologique si l'installation est récente et le combustible de qualité.

Selon les derniers chiffres de l'ADEME, le parc français d'appareils de chauffage domestique au bois se caractérise par 50 % d'équipements non performants (15 % de foyers ouverts et 36 % de foyers fermés antérieurs à 2002) qui émettent 80 % des particules fines issues du chauffage au bois. Un chauffage biomasse peut donc être tout autant néfaste pour l'environnement si le système est mal entretenu. Le recours à la biomasse nécessite de bonnes installations et un bon entretien pour éviter une pollution importante (particules), des recommandations et un suivi sont donc nécessaires pour s'assurer des bonnes procédures.

Attention également à ne pas privilégier les énergies renouvelables, notamment le solaire photovoltaïque sans prendre en compte l'aspect visuel, que ce soit pour les particuliers ou les structures plus larges, il est important de ne pas entacher le visuel et de veiller à une bonne intégration paysagère.

- **Faciliter la valorisation solaire des toitures**

Le chauffage solaire présente plusieurs intérêts, il s'agit d'une énergie renouvelable, source d'énergie gratuite et écologique. La préservation de la qualité de l'air et le recours aux énergies vertes sont donc deux effets positifs sur l'environnement. Outre son coût d'installation, il faut également veiller à ne pas entacher le visuel pour les populations avoisinantes et donc mettre en place des mesures vis-à-vis des installations. Il est ainsi recommandé dans le plan de se rapprocher de l'ABF et du CAUE pour éviter une dégradation des espaces paysagers et patrimoniaux.

- **Penser et planifier l'urbanisation du territoire dans sa globalité (...)**

Cette action va permettre une meilleure prise en compte des enjeux dans le SCOT et les documents d'urbanisme. La prise en compte du climat passe par tous les moyens de préservation, et intégrer les enjeux énergies, climat au sein des documents d'urbanisme (futurs SCOT, PLU ou PLUi) permettra de diminuer les conséquences du changement climatique (diminution GES, diminution des consommations, meilleure qualité de l'air, consommation des espaces raisonnée) en identifiant différents leviers et en appliquant des mesures vertueuses. Le PCAET préconise ainsi la mise en place d'un coefficient d'emprise au sol pour limiter l'imperméabilisation, l'encouragement aux toitures végétalisées, la gestion des eaux pluviales. Ces éléments permettent d'assurer la place de la biodiversité dans les aménagements et une gestion adaptée des eaux permet une réduction des risques inondations, qui tendent à s'accroître. L'élaboration d'un PLUi apparaît donc pertinente pour atteindre les objectifs du PCAET et permettre la mise en place de ces mesures au niveau du territoire, notamment vis-à-vis de l'habitat et des constructions.

Les actions relatives au volet « Habitat et logement » ont une incidence, directe, positive sur les aspects du climat, la qualité de l'air et la santé, qui sont les aspects ciblés principalement, avec des impacts positifs sur les enjeux liés : aux consommations énergétiques et aux émissions de GES via les rénovations énergétiques ; à la sobriété des comportements ; au recours aux énergies renouvelables. Certaines incidences potentielles négatives peuvent cependant être abordées avec le photovoltaïque (incidence visuelle) et la biomasse (incidence pollution) et nécessiteront donc une attention lors de leur mise en place. Ces potentiels effets indirects doivent donc être bien intégrés par les acteurs du plan pour minimiser leurs impacts : une bonne intégration paysagère pour le recours au photovoltaïque ainsi qu'un entretien régulier des chaudières et des systèmes performants sont de rigueur. L'axe Habitation est un des axes majeurs dans le cadre du PCAET, et les actions qui le constituent doivent être abordées avec le plus d'intérêt de la part des acteurs du plan pour s'assurer d'atteindre les objectifs fixés dans le plan d'action d'une réduction de 158 GWh/an pour l'habitat.

2. Se déplacer/ transporter les marchandises en polluant moins

	Physique naturel climatique							Ressource				Milieu	Risques / pollutions		
Actions prévues	Sols	Faune-flore TVB	Biodiversité	Qualité eau	Climat	Air/GES	Paysage et patrimoine	Eau	Energie renouvelable	Economie circulaire	Réduction déchets	Santé	Bruit	Risques naturels	Risques technologiques
Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes															
Structurer l'offre de covoiturage															
Développer une mobilité de personnes décarbonnée															
Optimiser le réseau de TC du territoire autour des centralités															
Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivités															
Accompagner la transition technologique du parc motorisé															
Former et sensibiliser à conduire mieux et se déplacer différemment															
Transporter les marchandises en polluant moins															
Accompagner les entreprises au changement des pratiques de déplacement															
Développer le Fret fluvial à partir du techno port de Pagny-Le-Château															

▪ Structurer l'offre de covoiturage

Le secteur du transport routier et des déplacements motorisés est un consommateur énergétique principal ainsi qu'un des plus gros secteurs émetteurs de gaz à effet de serre sur le territoire avec un poste énergétique de l'ordre de 45%. La création d'aires de covoiturage et la structuration de ce mode de partage automobile est un levier à actionner dans le cadre du plan climat pour la réduction des déplacements. Cette action répond à l'objectif de réduction des besoins de déplacements. A travers la diminution du nombre de véhicules motorisés en circulation, ce sont les émissions de GES que l'on cherche à réduire, donc limiter la dégradation de la qualité de l'air. D'autres effets positifs indirects sont à relever, avec notamment une réduction possible des nuisances sonores en raison de réduction de la circulation sur certaines voies. A l'échelle locale, cela permettra de réduire les émissions polluantes responsables du réchauffement climatique.

En raison de la prépondérance des déplacements motorisés sur le territoire, et de certains manques avérés au niveau des transports en commun, notamment le train, ce volet de déplacement a été étudié en profondeur et doit être appliqué dans une vue d'ensemble afin de répondre au mieux à la demande et être adaptée aux besoins des populations pour que l'option du covoiturage ne devienne pas une contrainte (emplacements des espaces de covoitages, disponibilités, facilité d'accès, intérêt pour les covoitureurs : espaces réservés, stationnements...). En termes d'effets négatifs, les incidences ont bien été envisagées dans le cadre du plan, le renforcement du covoiturage et des espaces dédiés entraîne nécessairement une imperméabilisation des sols, avec potentiellement une suppression d'espaces de biodiversité et les espaces dédiés au covoiturage peuvent accroître les phénomènes de ruissellement.

Des mesures ont donc été intégrées par la suite au sein du plan d'action pour limiter au strict nécessaire les espaces imperméabilisés et pour une intégration de la biodiversité au sein de ces espaces. Des propositions ont été faites pour intégrer à ces parties les enjeux liés aux risques de ruissellement et imperméabilisation des sols, notamment lors de la création de nouveaux parkings ou autre surface artificielle.

- **Optimiser le réseau de TC du territoire autour des centralités**
- **Accompagner la transition technologique du parc motorisé**
- **Former et sensibiliser à conduire mieux et se déplacer différemment**

L'optimisation des réseaux de transports, le renforcement de l'offre au sein du territoire même, et des connexions avoisinantes vont faciliter les déplacements en TC, entraînant une réduction des émissions de GES, du nombre de voitures et de déplacements motorisés et donc une baisse des effets indirects indésirables (pollution, nuisances sonores...).

La transition technologique automobile doit quant à elle se lancer activement sur le court terme pour ouvrir la voie à d'autres innovations, avec des actions à instaurer dès 2020 vis-à-vis des véhicules électriques : des bornes vont être installées sur le territoire, avec en amont des études pour dimensionner les besoins et s'assurer du choix de localisation et du nombre de ces bornes face à la demande. L'offre doit ainsi répondre spécifiquement à la demande pour être la plus efficace et convaincre les populations. Diminuer la place de la voiture dans les déplacements revient à faire en sorte que chaque véhicule soit utilisé plus intelligemment.

Les projets de transports en commun déclinés dans cet axe, ainsi que le déploiement de bornes de recharges électriques rapides, permettront de proposer des alternatives au véhicule individuel polluant.

Les interactions avec les administrations supérieures sont nécessaires pour pouvoir appliquer les mesures du plan, spécifiquement pour ce qui est des transports en commun, pour lesquels la communauté de communes n'a pas forcément la main et n'est pas décisionnaire. L'offre interurbaine, avec notamment le train, est un moyen important pour le territoire qui nécessite d'être conservé, et renforcé.

- **Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivités**

Les mobilités actives (marche, vélo, trottinette...) présentent des avantages pour l'environnement (non polluantes), et préserve la santé des populations, car elles correspondent à une activité physique. La communauté de communes affirme dans ce Plan Climat son désir de mettre le trajet à pied et le vélo au cœur de la mobilité quotidienne. L'aménagement de voies douces permet la valorisation et la gestion de nouveaux circuits constitués d'espaces verts. La création de voies vertes représente une opportunité de renforcement de la trame avec des continuités écologiques possibles.

Redonner de l'espace aux piétons et aux cyclistes est synonyme de réduction de la pollution atmosphérique avec moins d'émissions de GES, donc une meilleure qualité de l'air.

L'aménagement de voies cyclables et d'espaces de stationnement ou de circulation peut cependant entraîner une suppression limitée d'espaces verts ou d'obstacle de circulation, et une imperméabilisation des sols qui sont à réduire au maximum.

- **Développer le Fret fluvial à partir du technoport de Pagny-Le-Château**
- **Accompagner les entreprises au changement des pratiques de déplacement**

Une part non négligeable des véhicules en circulation est dédiée au transport de marchandises. Ces véhicules sont source de difficultés de circulation, de bruit et de pollution. Le plan climat prévoit ainsi de remodeler ces transports à travers un développement des modes de transports alternatifs : le développement du fret fluvial est une alternative plus écologique au fret routier par exemple, en adaptant les modes aux besoins et en réduisant et optimisant les déplacements : rapprocher les plateformes de logistiques des espaces de consommation. Ces mesures vont permettre une réduction des émissions de GES ainsi qu'une diminution des risques liés aux transports de matières dangereuses, nuisances sonores, etc. Le télétravail est une mesure proposée pertinente. Lorsque c'est possible, la communauté de communes compte développer des alternatives aux déplacements contraints. Par exemple, le télétravail permet de limiter les déplacements quotidiens domicile-travail. Le Plan Climat prévoit dans ce sens de sensibiliser les entreprises à son intérêt, mais il pourrait également être intéressant d'aller plus loin et de développer des lieux de télétravail avec la création de tiers lieux dans des bâtiments publics et immeubles privés existants.

Les sous-actions et mesures sur la mobilité sont nombreuses et facilement applicables au territoire. Elles sont adaptées à ce dernier et correspondent aux besoins actuels de la communauté de communes.

Les actions relatives au volet « Déplacements et transport » ont une incidence, directe, positive sur plusieurs thématiques de l'environnement : le climat, la qualité de l'air et la santé via la réduction des émissions de GES, la baisse des consommations, le développement des modes alternatifs, ainsi que sur le bruit via la volonté de réduire la part de l'automobile dans les déplacements. Certaines actions entraînent des effets indirects positifs, notamment pour la biodiversité et la TVB avec le renforcement des modes doux qui pourraient s'accompagner d'espaces naturels, de coulées vertes, ou d'espaces de nature en ville.

Ces actions n'ont pas d'effet significatif sur la plupart des autres thèmes de l'environnement.

Se déplacer en polluant moins implique d'informer les populations, de faire évoluer les habitudes et les modes de conduites et d'accompagner les habitants vers de nouvelles pratiques de mobilité. Le transport est un enjeu déterminant pour la transition écologique, car il représente une part majoritaire des émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables du réchauffement climatique. Les transports routiers, ferroviaires ou aériens génèrent également du bruit, qui est aussi une forme de pollution en ville.

3. Consommer en économisant les ressources

	Physique naturel climatique							Ressource				Milieu	Risques / pollutions		
Actions prévues	Sols	Faune-flore TVB	Biodiversité	Qualité eau	Climat	Air/GES	Paysage et patrimoine	Eau	Energie renouvelable	Economie circulaire	Réduction déchets	Santé	Bruit	Risques naturels	Risques technologiques
Consommer mieux, plus local															
Faciliter la structuration d'une filière alimentaire locale															
Développer l'approvisionnement local de qualité de la restauration collective															
Réduire et valoriser les déchets ménagers															
Relancer un programme local de prévention des déchets															
Favoriser le réemploi et le recyclage des déchets															
Réduire les déchets fermentescibles en développant le compostage															
Valoriser énergétiquement les déchets y compris agricoles															

▪ **Faciliter la structuration d'une filière alimentaire locale**

Les incidences positives sont diverses vis-à-vis de ces actions. La structuration de la consommation locale revient à valoriser des pratiques et des circuits vertueux et durable pour l'environnement et la biodiversité notamment en privilégiant la production biologique, ce qui signifie moins d'intrants chimiques qui se retrouvent dans les sols, moins de rejets dans les nappes et cours d'eau et donc des impacts positifs du plan pour la préservation des sols et de la qualité de l'eau.

Les circuits courts ou directs, ainsi que la mise en place de partenariat avec les producteurs (paniers bio, vente en épicerie...) réduisent considérablement les impacts négatifs liés au transport des marchandises, donc pas d'effets indirects liés à l'acheminement de la production. Cela rapproche également consommateurs et producteurs avec pour conséquence de faire évoluer les modes de consommation vers moins de gaspillage, une volonté de qualité, prise de conscience du lien entre consommation, production et environnement.

Les mesures proposées dans le cadre de cette action sont relativement faciles à mettre en place et relèvent principalement d'action de communication et de mise en place de réseaux (plateforme, relais d'informations, mise en place de partenariat) et l'intérêt pour les producteurs n'est pas négligeable. La demande est toujours ce qui façonne l'offre, et le plan climat à travers ces actions permet de mettre en relation l'offre et la demande, en satisfaisant tous les partis et en faisant évoluer d'une part les modes de consommation de la population, et d'autre part en montrant aux producteurs qu'il y a un marché à satisfaire en agissant pour l'environnement.

▪ **Développer l'approvisionnement local de qualité de la restauration collective**

Comme pour la structuration de la consommation locale, l'approvisionnement local et de qualité permet la valorisation des acteurs locaux et biologiques (plateforme agrilocal 21) pour des pratiques en faveur de la biodiversité, des sols, de la qualité de l'eau.

L'objectif est également de s'orienter vers une réduction du gaspillage alimentaire et de toutes ses incidences (surproduction, volumes de déchets, consommation de la ressource...). Les volumes produits sont adaptés à la demande ce qui signifie moins de déchets, moins de production, mais de meilleure qualité, donc une pression sur la ressource naturelle et en eau réduite.

▪ **Relancer un programme local de prévention des déchets**

▪ **Favoriser le réemploi et le recyclage des déchets**

Le deuxième axe de ce volet est orienté sur la gestion et la réutilisation des déchets. La production et le traitement des déchets que nous consommons sont à l'origine de pollutions et d'émissions de GES en partie responsable des évolutions climatiques. Le Plan Climat met en place des actions efficaces en termes de consommation alimentaire durable et de valorisation de ses déchets : les actions visent ainsi une optimisation de tout le circuit des déchets, notamment des services de collecte à travers la réduction des trajets parcourus, le recours à des véhicules moins polluants ou électriques... L'atteinte des objectifs fixés par le plan passe également par la réduction des volumes de déchets, et notamment ceux à la source. Les déchets une fois recyclés sont pour partie détruits, les quantités consommées et rejetées ont donc un fort impact sur les émissions GES. Des mesures de réduction de consommation, d'utilisation raisonnée par les populations, mais également par les collectivités sont établies. Le plan vise ainsi la réduction des déchets à la source avec limitation des emballages jetables, déchets alimentaires, consommation raisonnée. Pour cela, le levier principal reste la communication (en plus de la mise à disposition de services adaptés). La sensibilisation et la formation aux bonnes pratiques, la mise en place de programmes, de partenariats, et l'implication des populations sont les meilleurs outils à exploiter et dont dispose le PCAET.

▪ **Réduire les déchets fermentescibles en développant le compostage**

Cette action favorise et encourage le compostage, mesure économique et facile à mettre en place qui présente un intérêt réducteur pour les émissions de GES en permettant une diminution de la quantité de déchets, donc des volumes transportés et traités. Des mesures visant à favoriser la biodiversité dans les jardins privés sont également intégrées à travers des actions de communication et sensibilisation de la population.

▪ **Valoriser énergétiquement les déchets y compris agricoles**

La méthanisation présente plusieurs intérêts avec des incidences positives au niveau environnemental.

- Potentiel de production ENR : Dans un premier temps il s'agit d'une production d'énergie renouvelable, valorisable sous forme de bio méthane, électricité et chaleur, et/ou carburant.
- Réutilisation des déchets : permet la valorisation des effluents agricoles, et contribuent donc à la réduction des émissions de GES des élevages
- Autonomie en azote et couverture des sols en augmentation avec une évolution des pratiques et assolements

La création d'unité de méthanisation présente pour l'environnement des incidences potentiellement négatives si mal abordées avec un impact paysager non négligeable (méthaniseur, cuve de stockage, torchère, etc.), des risques liés aux installations, des nuisances sonores (cogénérateur, circulations des engins) et olfactives ainsi qu'une emprise au sol qui nécessite la suppression d'espaces naturels ou non artificialisés. Ces incidences peuvent être réduites, mais nécessitent d'être bien appréhendées en amont des réalisations et de se concerter avec les populations concernées pour ne pas engendrer de conflits.

Les actions relatives au volet « Consommation, alimentation & déchets » ont principalement des incidences positives indirectes sur les enjeux environnementaux liés aux économies de ressources, au développement des comportements et des pratiques sobres, ainsi qu'aux émissions de GES.

Les effets sont orientés sur le recours aux énergies renouvelables ou aux équipements plus économes et performants, sur le développement de l'économie circulaire et sur l'adoption d'une consommation responsable. L'objectif est de réduire les émissions GES et la consommation énergétique liées indirectement à la production des consommables, à l'approvisionnement alimentaire, et au traitement des déchets. Les actions permettent une meilleure gestion de tout le cycle de production, consommation et traitement des produits, à travers: une production adaptée aux demandes, plus respectueuse de l'environnement; une évolution des modes de consommation vers une consommation durable à une échelle locale en circuit court ayant ainsi peu voire pas d'effets indirects liés à l'acheminement de la production; une réduction des déchets et une meilleure gestion de ces derniers.

4. Travailler et produire en préservant l'environnement

	Physique naturel climatique							Ressource				Milieu	Risques / pollutions		
Actions prévues	Soils	Faune-flore TVB	Biodiversité	Qualité eau	Climat	Air/GES	Paysage et patrimoine	Eau	Energie renouvelable	Economie circulaire	Réduction déchets	Santé	Bruit	Risques naturels	Risques technologiques
Accompagner la transition agricole															
Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES															
Accompagner l'évolution des pratiques d'élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES															
Adapter l'agriculture au changement climatique															
Développer la filière forestière															
Assurer une gestion durable des forêts en mettant en œuvre une charte forestière de territoire															
Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois															
Promouvoir et encourager l'exemplarité des entreprises privées															
Accompagner les entreprises locales à agir															

sur leur propre fonctionnement															
S'engager dans une gestion durable des zones d'activités notamment par le renouvellement durable des ZAE															
Accompagner les entreprises dans le développement d'envergure d'énergies renouvelables															
Produire et distribuer de l'énergie propre															
Réaliser un Schéma de développement des ENR															
Exploiter le potentiel éolien du territoire et soutenir les projets à l'étude															
Explorer le potentiel géothermique sur nappe															
Déployer des unités de méthanisation															
Organiser le stockage de l'énergie verte															
Adapter les réseaux de distribution et de transport															

- **Impulser une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES**

La transition agricole commence depuis quelques années à s'engager progressivement. Il faudra encore du temps avant que la prise de conscience se fasse et que les pratiques évoluent radicalement. La baisse de l'utilisation d'intrants chimiques, la réflexion sur le travail des sols, les transitions vers une agriculture raisonnée ou biologique sont les prémices de ces adaptations. Ces changements et ceux à venir vont permettre de réduire les rejets de polluants et donc moins de risque de pollution et une amélioration de la qualité des sols, de la ressource en eau. En minimisant le travail du sol, c'est la macrofaune du sol qui est favorisée, et les sols aérés et perméables sont plus capables d'absorber des excédents d'eau. La réduction, voire la suppression de pesticides favorise la présence de l'entomofaune, et donc des auxiliaires de cultures et permet un regain de biodiversité au sein et autour des parcelles.

- **Faire évoluer les pratiques d'élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES**

Les évolutions sont possibles à plusieurs échelles et certaines sont relativement faciles à mettre en place et acceptables pour les producteurs, comme mieux stocker les effluents afin de réduire les risques de pollutions des eaux et des sols.

L'augmentation des durées de rotation des prairies permet de favoriser l'accomplissement du cycle de vie de certains végétaux et le renouvellement des sols piétinés.

- **Adapter l'agriculture au changement climatique**

Le secteur agricole est confronté à l'énorme défi d'alimenter une population croissante tout en luttant contre les aléas liés au changement climatique. L'agriculture doit aujourd'hui faire face à des phénomènes météorologiques parfois extrêmes et à une forte variabilité du climat. Ces événements mettent en difficulté le secteur qui dépend d'activités intimement liées au climat. Ce sont donc les producteurs agricoles qui sont les plus directement touchés par le changement climatique et en subissent les effets alors que bien souvent ce sont ceux qui ont le moins de moyens pour y faire face. Une évolution du système alimentaire et agricole s'impose pour assurer l'adaptation des petits exploitants et une transition vers un développement résistant au climat et à faible émission est nécessaire. Les mesures doivent être mises en place à court terme, que ce soit localement ou nationalement, pour adapter les pratiques et ainsi garantir l'agriculture dans le temps. Cela passe par une réduction de la pression de l'agriculture sur la ressource en eau en favorisant des cultures moins consommatrices et en sélectionnant les espèces ou variétés les mieux adaptées, une absence de labour pour la préservation de la macrofaune du sol, une aération et une perméabilité pour favoriser l'infiltration, la création d'espaces ombragés dans les prairies pour le rôle qu'a la végétation de puits de carbone et pour le bétail (températures élevées et taux d'humidité augmentent le risque de mortalité) et la mise en place de bandes enherbées, bénéfiques à plusieurs titres : limitation des pollutions des sols, surfaces perméables utiles pour l'absorption des eaux, habitats naturels et corridors écologiques pour diverses espèces, dont des auxiliaires de culture.

Ces évolutions de pratiques et de mode de réflexion à plusieurs niveaux sont également à étudier dans leur globalité environnementale pour éviter d'éventuelles retombées sur la biodiversité notamment. L'avancement des semis, les changements d'itinéraires techniques et de cultures peuvent perturber la phénologie des espèces, leur mode de vie inféodé à certaines cultures.

- **Assurer une gestion durable des forêts en mettant en œuvre une charte forestière de territoire**

Les forêts sont le 2e puits de carbone à l'échelle mondiale. Elles séquestrent annuellement l'équivalent d'un tiers des émissions anthropiques sur le territoire. Le secteur de la foresterie doit faire face à de nombreux enjeux actuels et futurs, y compris celui de l'adaptation au changement climatique.

« *Sur le long terme, une stratégie de gestion durable des forêts visant à maintenir ou à augmenter le stock de carbone en forêt tout en approvisionnant la filière bois (grume, fibre et énergie) à un niveau de prélèvement durable, générera les bénéfices d'atténuation maximum* ». Issue du 4e rapport du GIEC, cet extrait démontre l'importance des enjeux d'une gestion forestière durable dans la lutte contre le changement climatique. Ainsi le choix existe d'augmenter la surface forestière à travers la plantation, ce qui permet de limiter les risques inondations en conservant des surfaces perméables, une préservation de la richesse biodiversité (espèces végétales, mais également animales qui en dépendent), augmenter les surfaces permet de préserver des puits de carbone et donc avoir un impact positif sur la qualité de l'air. Enfin, les espaces forestiers peuvent également servir de tampons acoustiques et sont souvent des atouts paysagers pour les territoires.

Le deuxième choix qui se présente est celui d'une optimisation de la gestion forestière existante en produisant plus de bois d'œuvre de qualité.

- **Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois**

Le bois est la première source d'énergie renouvelable et l'objectif est de parvenir à augmenter davantage le nombre d'utilisateurs de cette énergie en consommant la même quantité de bois et en réduisant drastiquement les émissions de particules fines. L'atteinte de cet objectif est conditionnée par l'accélération du renouvellement du parc avec des appareils performants, mais aussi par la qualité du bois de chauffage utilisé. Pour cela, un accompagnement est nécessaire tout au long du cycle de production et d'utilisation de la ressource. Une étude du CERIC (laboratoire référent en Europe dans le domaine de la cheminée et des énergies durable) montre qu'en associant la qualité du combustible et l'évolution des performances des appareils de chauffage au bois, il est possible de diviser par 10 les émissions de particules d'ici 2030 à l'échelle nationale, ce qui répondrait aux enjeux de valorisation des énergies renouvelables et de préservation de la qualité de l'air.

Avec cette gestion des forêts, en plus de l'utilisation du bois dans l'énergie et dans les matériaux, nous retrouvons plusieurs enjeux environnementaux divers, et notamment le maintien des services rendus par ces écosystèmes (captage carbone, production d'eau, protection des sols contre l'érosion, action sur les microclimats, loisirs...). Le changement climatique peut avoir des effets difficiles à appréhender pour la filière du bois, les arbres les plus performants en croissance et donc productifs pour la filière étant souvent ceux qui sont les plus sensibles aux aléas, notamment la sécheresse. Cela souligne des difficultés à bien appréhender pour la sylviculture. Il est donc nécessaire de promouvoir la filière en ayant conscience de ces enjeux.

La filière bois doit de plus bien être accompagnée et réglementée dans son évolution pour éviter une trop grande destruction d'espaces boisés qui sont des puits de carbone et des espaces importants vis-à-vis de la biodiversité, et il est nécessaire de veiller au bon fonctionnement et suivi des systèmes de chauffage pour évaluer et s'assurer de la réduction des émissions de particules issues de la filière biomasse.

- **Accompagner les entreprises locales à agir sur leur propre fonctionnement**

- **S'engager dans une gestion durable des zones d'activités notamment par le renouvellement durable des ZAE**
- **Accompagner les entreprises dans le développement d'envergure d'énergies renouvelables**
- **Réaliser un schéma de développement des ENR**

Globalement ces actions visent à la mise en place de pratiques durables et respectueuses de l'environnement. Les incidences positives sont sur le recours aux énergies renouvelables, la réduction des consommations énergétiques et les émissions de GES, induisant une amélioration de la qualité de l'air. La mise en place d'une démarche environnementale pour les futures créations de ZAC démontre la volonté des acteurs de prendre en compte les critères environnementaux (gestion des eaux, biodiversité, espaces verts...) dans toutes les dimensions du plan. Aucun effet négatif notable n'est à relever sur les autres critères environnementaux.

- **Exploiter le potentiel éolien du territoire et soutenir les projets à l'étude**

Selon le schéma régional éolien, la Communauté de communes Rives de Saône présente de bonnes potentialités d'accueil de parcs éoliens. L'énergie éolienne est une énergie renouvelable, propre, sûre et inépuisable il apparaît donc important, au vu du potentiel, d'envisager son implantation et son développement sur le territoire, qui y est favorable malgré les vents plus faibles sur cette partie de la région. Le recours aux éoliennes permet une diminution des émissions de GES et une amélioration de la qualité de l'air en passant par des énergies vertes. Cependant, il est avéré que les parcs éoliens ont un impact en exploitation sur la biodiversité, notamment la faune (chiroptères, oiseaux), sur le paysage et au niveau sonore. L'implantation nécessite également la suppression d'espaces agricoles ou forestiers. Ces impacts négatifs sur la biodiversité et le paysage doivent être évités lors des phases d'étude des projets en veillant à implanter les parcs dans des zones éloignées des habitations, loin de réserves de biodiversité forte (corridor écologique, proximité de N2000...) et à réduire dans la mesure du possible les effets qui sont inhérents à la mise en place et au fonctionnement de l'éolien.

- **Explorer le potentiel géothermique sur nappe**

La géothermie est une ressource pertinente en priorité sur les projets ayant des besoins de chaud et de froid (les bureaux ou l'industrie par exemple). Le potentiel géothermique est relativement méconnu en Côte d'Or et nécessite donc des explorations afin de déterminer les possibilités du territoire, d'autant plus que le potentiel de géothermie sur nappe semblerait intéressant selon le site du BRGM. L'incidence est positive, car l'action revient à diminuer les émissions de GES et améliorer la qualité de l'air en passant par des énergies vertes.

- **Développer des unités de méthanisation**
- *Voir Axe 3, Réduire et valoriser énergétiquement les déchets ménagers y compris agricoles*
- **Organiser le stockage de l'énergie verte**
- **Adapter les réseaux de distribution et de transport**

En complément des autres actions et mesures liées à la production d'énergies renouvelables, l'objectif est d'anticiper la surproduction qui se réalisera avec les innovations sur le territoire et la transition qui s'engage pour gérer au mieux la production d'énergies vertes en mesurant au plus près les besoins en consommation énergétique et les productions futures pour éviter le gaspillage énergétique grâce à des zones de stockage. Cela permet également de redistribuer l'énergie de manière homogène dans le temps et de satisfaire des pics énergivores et des besoins éventuels plus conséquents à certaines

périodes plus demandeuses en énergie. Des analyses poussées seront nécessaires pour le bon dimensionnement des besoins en énergie et des productions qui seront fournies par la suite.

Il est également essentiel d'assurer la distribution de l'énergie en plus de son stockage, et réaliser le transport dans de bonnes conditions en adaptant les réseaux existants au développement des énergies renouvelables. Les nouveaux postes et raccordements électriques consommeront potentiellement des espaces naturels et peuvent devenir des obstacles à la circulation. Il est important de pouvoir gérer la production, mais il l'est tout autant de s'assurer du transport des énergies vertes sans engendrer de dégradation des réseaux actuels, et de l'environnement : impact visuel, obstacle à la circulation, risques liés aux lignes hautes tensions sont autant de critères qui seront à étudier dans le cadre des projets de raccordement.

Les actions relatives au volet « Agricole et forestier » ont une incidence positive sur de nombreux aspects de l'environnement. En plus d'agir sur les émissions de GES, et donc le climat et la qualité de l'air, les actions permettent d'agir positivement sur la préservation des sols et de la biodiversité. En favorisant une agriculture plus respectueuse, avec moins d'intrants, moins émettrice de GES, les sols, la ressource en eau ainsi que la biodiversité sont préservés. Les changements de pratiques agricoles ainsi que la préservation des espaces forestiers permettent la préservation et le développement de divers types d'habitats et la réduction de la quantité de polluants. La végétalisation permet également une meilleure gestion du cycle hydrologique via l'absorption et le stockage des polluants. L'agriculture peut être considérée comme un levier important dans la stratégie de réduction des GES, l'amélioration de la qualité de l'air et la lutte contre le changement climatique. La filière forestière présente également un intérêt fort dans la démarche de réduction des GES, de par l'intérêt écologique des milieux forestiers en termes de richesse de biodiversité et captage carbone, et pour l'opportunité que représentent les nombreux boisements du territoire pour réaliser une filière énergétique bois. L'agriculture couplée aux activités forestières représente une part faible des consommations d'énergie, mais participe hautement aux émissions de gaz à effet de serre d'un territoire. Le changement de pratiques, difficile à accepter pour certains acteurs agricoles, s'avère nécessaire pour limiter les émissions de GES, les pollutions et réduire les effets du changement climatique.

Les actions relatives au volet « Activités » ont une incidence positive sur la diminution des émissions de GES, l'économie circulaire et la réduction des déchets ainsi que sur le recours aux énergies renouvelables. Ce volet permet ainsi de jouer sur la diminution des consommations énergétiques et des émissions de GES, l'utilisation d'énergies vertes et l'économie circulaire. Ces incidences positives s'accompagnent de points de vigilances vis-à-vis des risques technologiques en lien avec les installations en place et les ouvrages préconisés, ainsi que vis-à-vis des impacts paysagers et patrimoniaux avec la nécessité de préservation, lors des réhabilitations, des éléments identitaires présents sur le territoire en respectant les périmètres de protection et les perspectives depuis et vers ces espaces.

5. S'engager vers l'exemplarité

	Physique naturel climatique						Ressource				Milieu	Risques / pollutions		
Actions prévues	Soils	Faune-flore TVB	Biodiversité	Qualité eau	Climat	Paysage et	Energie renouvelable	Economie	Réduction	Santé	Risques technologiques	Risques naturels		
Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics														
Poursuivre la réduction des consommations de fonctionnement														
Engager la rénovation du patrimoine bâti														
Agir pour une mobilité propre														
Elaborer un plan de mobilité interne à la collectivité														
Agir sur la flotte de véhicules														
Mieux consommer pour limiter la production de déchets														
Mettre en place des politiques d'achats responsables														
Poursuivre le programme de réduction des déchets														
Sensibiliser et animer le PCAET														

Sensibiliser les habitants aux enjeux du PCAET et à la transition énergétique															
Assurer le suivi et l'animation du PCAET															
Intégrer les critères d'adaptation au changement climatique															

▪ Poursuivre la réduction des consommations de fonctionnement

Plusieurs mesures dans cette partie ont des impacts indirects positifs vis-à-vis de la biodiversité ; avec par exemple la mise en place de mesures de réduction des éclairages publics, éclairage LED, qui sont destinées à réduire la consommation énergétique, mais qui en plus permettrait de réduire la pollution lumineuse, ce qui est bénéfique pour la santé humaine et réduit la perturbation de certaines espèces animales. La ressource en eau est également préservée en affichant une volonté de baisser les consommations d'énergie et d'eau dans les espaces publics et de sensibiliser les populations aux économies de ressource.

▪ Engager la rénovation du patrimoine bâti

Permet de mettre en place des objectifs de réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES à un certain horizon. D'un point de vue patrimonial, cela peut permettre de profiter de l'opportunité de rénovation pour valoriser les éléments existants. La rénovation du patrimoine énergivore ne peut être que bénéfique pour les populations vis-à-vis du climat, de la qualité de l'air et de la qualité de vie.

Les recours aux énergies proposés devront comme toujours être étudiés pour ne pas entraîner d'impact indirect négatif, avec ici une proposition de photovoltaïque et la mise en place de mini réseau bois énergie qui devra comme cela a déjà été précisé, s'accompagner d'un suivi pour quantifier et réduire si besoin les émissions de particules.

- Elaborer un plan de mobilité interne
- Agir sur la flotte de véhicules

La mise en place de plans de déplacements d'administration, d'établissements scolaires, de mobilité pour le personnel communal démontre une volonté forte de la part des acteurs du PCAET d'engager une nouvelle démarche à toutes les échelles pour atteindre les objectifs liés aux déplacements de personnes.

La réduction des déplacements permet directement une réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES, car la mise en place d'un plan de mobilité permet l'optimisation des déplacements en lien avec les différentes activités.

Le plan pour être efficace devra viser à sensibiliser les employés sur diverses actions vis-à-vis des déplacements domicile-travail, transport de marchandises, déplacements professionnels, visites, etc.

Les incidences attendues sont positives pour les nuisances en lien avec l'utilisation automobile : baisse des déplacements, du trafic routier, la qualité de l'air en renforçant l'utilisation des déplacements doux, en cherchant à réduire les déplacements superflus, favorisant les pratiques écologiques de conduite...

- **Mettre en place des politiques d'achats responsables**

Cette action reprend certaines thématiques envisagées auparavant en ciblant les émissions de GES, le recours aux ENR, la gestion des déchets et l'approvisionnement local. Les incidences sont positives et n'impactent pas négativement les principaux critères environnementaux, à travers ces mesures on envisage le recours aux énergies renouvelables pour l'électricité notamment, la réduction des volumes de déchets alimentaires en évitant le gaspillage et en pratiquant un approvisionnement alimentaire raisonné.

- **Poursuivre le programme de réduction des déchets**

Cette démarche ambitieuse relève de la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets de la communauté de commune. Elle démontre une fois de plus de la mobilisation et la volonté du territoire de s'orienter vers une économie circulaire. Des programmes d'action viseront à améliorer la gestion de déchets et nécessitent une mobilisation de l'ensemble des acteurs, ce qui n'est pas forcément simple à mettre en place (citoyens, associations, entreprises, administrations...). En réduisant la production de déchets, on réduit les émissions de GES grâce à moins de traitements, moins de déplacements, et des véhicules de collecte plus respectueux. Une des actions phares est d'éviter la surproduction de déchets avec le principe anti-gaspillage et l'utilisation de produits à usage unique.

- **Sensibiliser les habitants aux enjeux du PCAET et à la transition énergétique**
- **Assurer le suivi et l'animation du PCAET de manière à informer/former les acteurs**

Le plus important dans le cadre du plan est d'intégrer tous les acteurs du territoire, et les populations sont les premières concernées par les actions à mettre en place et par l'impact sur leur santé et leur qualité de vie que les orientations du plan permettront de réaliser. Sans la prise en compte des acteurs et leur implication, les objectifs ne seront pas atteints même si certaines mesures pourront être mises en place. Le rôle principal que doit avoir le PCAET est d'informer sur les enjeux territoriaux vis-à-vis de l'environnement et du changement climatique, et d'informer et orienter sur ce qui doit être fait à toutes les échelles pour réduire et inverser la tendance climatique. C'est pourquoi il est important d'attirer l'attention sur la nécessité de communiquer sur le plan, de le faire vivre et de faire participer les populations.

- **Intégrer les critères d'adaptation au changement climatique**

S'adapter aux changements climatiques revient à prévenir les risques déjà existants sur le territoire et susceptibles d'être renforcés par le changement climatique (fréquence des événements, ampleur des phénomènes, etc.). La vulnérabilité du territoire doit être connue pour que chaque acteur puisse appréhender les enjeux liés au territoire et aux projets qui leur sont propres.

Pour l'ensemble des actions à mettre en place, il est important de s'assurer de la bonne volonté des partenaires et pilotes cités, de leur implication et de la possibilité d'engagement dont ils disposent. Il serait regrettable de proposer des mesures et des actions qui ne puissent pas par la suite être assumées par les pilotes et partenaires et cela pourrait remettre en question l'atteinte des objectifs définis dans la stratégie du plan.

Les actions mises en place ont des incidences sur divers enjeux environnementaux, avec comme enjeu transversal la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques qui apparaissent dans la totalité des actions. Les autres enjeux correspondent à la réduction des polluants, au développement des énergies renouvelables et à l'importance des modifications de comportements et d'habitudes des usagers et des différents acteurs vers la sobriété, le recours aux bonnes pratiques (alimentaires, déchets, consommation, déplacements) et à des énergies plus vertueuses. Les actions vont également s'accompagner d'impacts positifs indirects sur l'environnement, à la fois sur la préservation et le renforcement de la trame verte et bleue, la lutte contre le changement climatique, la protection de la ressource en eau ou la limitation du risque d'inondation par ruissellement. Ces actions vont également s'accompagner d'impacts indirects moins favorables qui ont été mis en avant au sein de cette partie et nécessiteront au moins une prise en compte des incidences potentielles dans les réflexions, au plus des mesures d'évitement ou de réduction.

Synthèse des incidences

L'analyse des incidences a pour but de montrer que les actions prévues dans le cadre du plan permettent d'atteindre les objectifs fixés pour le territoire en s'assurant de la bonne prise en compte des enjeux environnementaux et sanitaires et en s'assurant des bonnes interactions entre les enjeux

Après analyse il est possible de convenir que les actions retenues sont globalement favorables à l'environnement et qu'aucun impact négatif direct sur l'environnement n'est identifié par l'analyse des incidences. Certaines actions peuvent cependant présenter des effets positifs vis-à-vis d'un certain nombre de critères environnementaux, et avoir potentiellement des retombées moins favorables à une autre échelle. Il ne s'agit alors pas d'effet négatif à proprement parler, mais seulement de points d'alerte à prendre en compte lors de la mise en place des actions pour éviter ou réduire tout impact indésirable. Ces effets sont facilement appréhendables et nécessitent seulement une bonne application de la part des acteurs du plan.

Le plan d'action du PCAET Rives de Saône oriente ses choix vers les thématiques essentielles du territoire analysées comme étant les enjeux environnementaux sur lesquels agir pour permettre l'atteinte des objectifs lors des phases diagnostic et stratégie. Ces phases ont permis d'identifier les enjeux clés climat-énergie du territoire et donc de fournir un plan ambitieux, mais réalisable pour le territoire en vue des enjeux de réduction et de ralentissement du changement climatique. La réduction des consommations énergétiques, celle des émissions de GES et des émissions de polluants, l'économie des ressources, la promotion de la sobriété du territoire et l'exemplarité des activités (industrielle, tertiaire, agricole) sont ainsi les thématiques les plus abordées et les mieux appréhendées au sein du plan d'action. La stratégie « optimale » a ainsi été adoptée en se basant sur deux leviers : agir sur les enjeux clés, combinés à l'ambition forte des acteurs d'élaborer un plan efficace et tendant vers les objectifs nationaux.

Cinq volets sont développés dans le plan, abordant tous les secteurs à enjeux d'un plan climat : le logement et l'habitat, les déplacements et la mobilité, la consommation et l'économie des ressources, les activités, et l'exemplarité du territoire.

Le volet dédié aux activités « Travailler et produire en préservant l'environnement » ressort comme étant particulièrement intéressant au vu des thématiques abordées et de la transversalité des actions mises en place. Ce volet permet des actions à plusieurs niveaux environnementaux en agissant sur plusieurs secteurs clés dans la lutte contre le changement climatique. Des actions sont ainsi prises dans les secteurs industriel, très consommateur, et agricole, qui sont deux des secteurs les plus émetteurs de GES. Les mesures sont applicables et bénéfiques à la fois vis-à-vis des enjeux directs ciblés par un PCAET (qualité de l'air, réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES), mais elles sont également positives pour d'autres enjeux. Des leviers sont ainsi proposés pour agir de manière transversale sur la biodiversité, sur la préservation de la ressource (les sols, l'eau), la gestion durable des espaces naturels et forestiers, et sur le recours à des pratiques durables, quel que soit le secteur. Les objectifs fixés pour la réduction des émissions GES, la baisse des consommations énergétiques et donc le ralentissement du réchauffement climatique passent nécessairement par un recours aux énergies renouvelables sous toutes les formes possibles, principe bien intégré à ce volet avec des actions spécifiques à la mise en place et au développement d'ENR et des mesures transversales que l'on retrouve dans les autres actions de ce volet (filière bois, ENR dans les entreprises, méthanisation)

Le volet dédié à la consommation, l'économie des ressources et les déchets s'accompagnent d'incidences positives sur l'utilisation et la consommation des ressources. L'enjeu est donc de parvenir à consommer mieux en économisant les ressources et en réduisant et valorisant les déchets ménagers.

Pour cela le plan se base sur des principes simples à mettre en place : sensibilisation des populations, formation des acteurs et outils de communication. Par leur production et leur traitement en tant que déchets, ce que nous consommons génère des gaz à effet de serre responsables du changement climatique (transports, intrants, pratiques mécanisées, traitement...). Le Plan Climat met ainsi en place des actions efficaces en termes de consommation alimentaire et de valorisation des déchets.

L'analyse des incidences compte un certain nombre d'impacts potentiellement négatifs qui sont ainsi considérés comme des points d'alerte. Ils ne correspondent pas à des effets négatifs inévitables et inhérents aux actions mises en place, mais ils représentent des points sur lesquels les acteurs du plan devront être vigilants, car présentant potentiellement un ou plusieurs aspects défavorables pour l'environnement. Ces éléments peuvent facilement être appréhendés et ne représentent donc pas des enjeux trop importants vis-à-vis des actions appliquées. Cependant, si ces points ne sont pas soulevés comme c'est le cas dans cette évaluation, et que les mesures adaptées, bien qu'accessibles ne sont pas prises, tous ces éléments mis bout à bout pourraient représenter une entrave au bon déroulement du plan et donc à l'atteinte des objectifs finaux en impactant de manière trop importante l'environnement sous certaines de ces formes.

Sur l'ensemble du plan d'action, les points d'alerte ne concernent que quelques critères qui sont principalement la biodiversité, les paysages, et la santé à travers notamment la qualité de l'air. C'est dans le volet qui aborde plusieurs thématiques, « Travailler en préservant l'environnement » que l'on retrouve la plupart des points d'alerte.

Ces points d'alerte ne remettent pas en question l'efficacité du PCAET, l'évaluation permet à ce niveau d'attirer l'attention sur la prise en compte croisée des différents enjeux, afin d'améliorer la performance environnementale de la mise en œuvre du PCAET. Ces points concernent ainsi des aspects spécifiques d'une action, avec par exemple la nécessité de prendre en compte les impacts visuels des aménagements sur le paysage, s'assurer de la performance des systèmes de chauffage pour ne pas dégrader la qualité de l'air, etc.

L'évaluation permet ainsi d'assurer que la mise en œuvre du PCAET Rives de Saône n'a pas d'action négative forte et définitive sur des enjeux plus indirects, mais tout aussi importants dans la lutte contre le changement climatique. Elle a permis l'enrichissement du plan, en mettant en avant des aspects environnementaux pas nécessairement abordés en profondeur et a permis d'orienter les rédacteurs du plan vers des considérations environnementales plus larges que le champ d'action direct du PCAET.

L'analyse des incidences a notamment permis d'intégrer au plan une meilleure prise en compte de la biodiversité en transversalité, ainsi qu'une prise en compte de la ressource en eau comme élément essentiel d'actions à mettre en place. La préoccupation de la ressource en eau, de sa bonne gestion et de sa préservation était prise en compte, mais nécessitait, en raison de sa place prépondérante dans notre monde, de faire l'objet d'actions ciblées et spécifiques et pas simplement de mesures à appliquer en parallèle. L'eau est une des problématiques principales pour l'avenir au vu des transformations climatiques, des nombreux usages, et de son importance vitale. Il est donc essentiel que le plan intègre une action ciblée et spécifique de la ressource en eau.

Il était également important de prendre en considération la biodiversité dans tous les aspects du plan, à la fois en tant que levier à actionner et actions à mettre en place, mais également dans les incidences que les aménagements, ouvrages et projets pourront avoir sur celle-ci. Des actions et mesures se sont donc vues renforcées pour une meilleure intégration de cette notion. La biodiversité est un levier essentiel à prendre en compte pour lutter contre le changement climatique et pour atteindre une réduction des GES. Son rôle est multiple (captage du carbone, amélioration de la qualité de l'air, adaptation du territoire au changement climatique, phytoépuration, habitats...), les actions à prendre

ne sont donc pas négligeables et il est essentiel d'intégrer la notion de continuités écologiques et la prise en compte des espaces naturels dans l'idée de planifier l'urbanisation du territoire en réduisant les effets sur le climat.

2. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

2.1 Contexte et enjeux

Le réseau Natura 2000 rassemble les espaces naturels et semi-naturels d'intérêt patrimonial à l'échelle de l'Union européenne. L'objectif est de conserver, voire restaurer les habitats et les espèces (faune et flore), et de manière plus générale, de préserver la diversité biologique tout en tenant compte du contexte économique et social de chaque secteur.

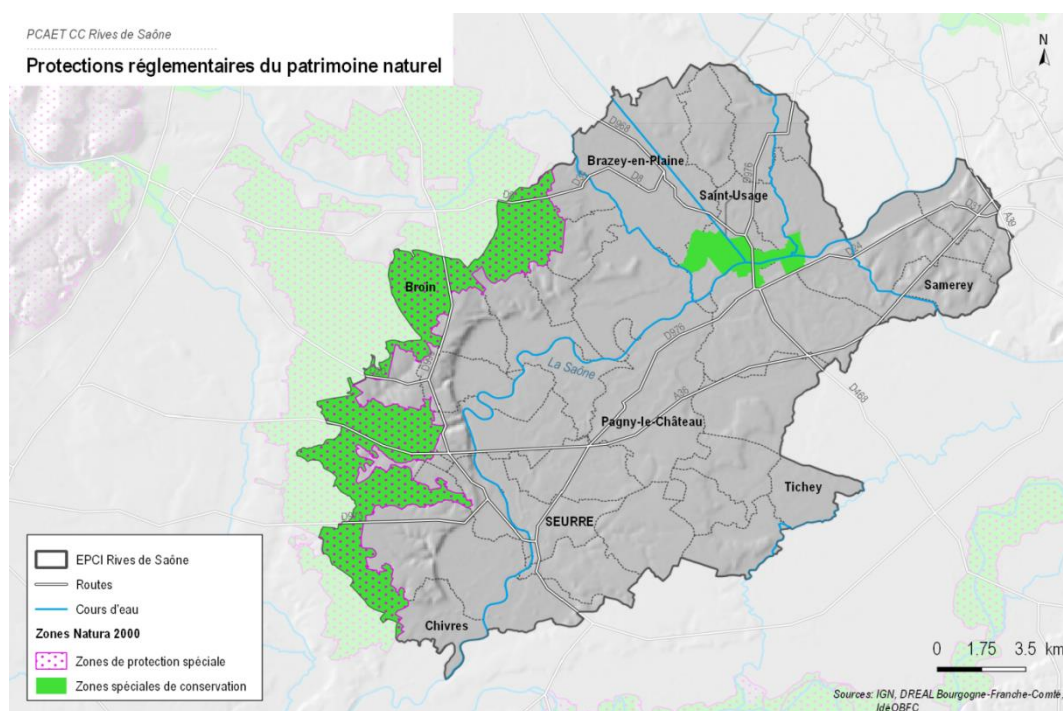
Chaque zone Natura 2000 doit faire l'objet d'une attention particulière dès lors qu'elle est potentiellement menacée par tout projet impliquant des incidences significatives sur les habitats et espèces présentes. L'évaluation des incidences Natura 2000 est transcrite depuis 2001 dans le droit français et le décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 et le décret du 16 août 2011 relatif au régime propre d'autorisation propre à Natura 2000 ont renforcé la législation en la matière.

Ce chapitre vise à préciser quelle(s) zone(s) Natura 2000 se situe(nt) dans le périmètre d'étude, quels sont les principaux enjeux qui y sont liés et en quoi le PCAET peut porter atteinte à la biodiversité présente, conformément R*122-2 du Code de l'urbanisme :

« Le rapport de présentation : [...] 4° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement [...] ».

2.2 Site Natura 2000 ZSC « Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne »

2.2.1 Description des sites



Sites Natura 2000 du territoire CC Rives de Saône

Le territoire de l'EPCI Rives de Saône compte deux sites Natura 2000. Il s'agit d'une part de la ZSC (Zone spéciale de Conservation) « FR2601012 - Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne » issue de la directive Habitat, désignée en 2007 et dont le dernier arrêté date de 2015. La zone est elle-même découpée en plusieurs secteurs plus ou moins étendus et s'étend sur 63307 hectares, mais seule une partie est comprise dans le périmètre d'étude (cf carte ci-après). D'autre part, on note la présence de la ZPS (Zone de Protection Spéciale) « FR2612007 Forêts de Citeaux et environs » qui représente 11% du territoire, soit 4350 hectares. Elle est issue de la directive oiseaux, fut désignée en 2006 et son dernier arrêté date de mars 2018.

ZSC « FR2601012 - Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne »

Le site se compose de divers habitats, principalement des prairies, terres arables et forêts comme en témoigne le tableau suivant :

Classes d'habitat de la zone Natura 2000	Pourcentage de couverture
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	35%
Terres arables	19%
Forêts caducifoliées	17%
Forêts mixtes	16%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	6%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	4%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	1%
Forêts de résineux	1%
Pelouses sèches, Steppes	1%

Le site comprend des populations de chauves-souris, il considère les gîtes de mise bas, le plus souvent situées en bâtiments ou infrastructures artificielles et les terrains de chasse associés pour les jeunes de 1 an, soit un rayon de 1 km autour des gîtes. Ces terrains de chasse sont sélectionnés en fonction de leur qualité en excluant les zones les plus artificialisées. Ils abritent également des habitats et d'autres espèces d'intérêt communautaire, liés notamment aux milieux humides et cours d'eau de grande qualité (Sonneurs à ventre jaune, Tritons crêtés et d'Ecrevisses à patte blanches).

Il a été noté la présence de 20 espèces de chauves-souris dont huit espèces d'intérêt européen : le Petit rhinolophe, le Grand rhinolophe, le Rhinolophe euryale, le Murin à oreilles échancrées, le Grand murin, la Barbastelle d'Europe, le Murin de Bechstein, et le Minioptère de Schreibers.

Le tableau ci-dessous résume les espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et leur évaluation :

ESPECE			EVALUATION
Groupe	Code	Nom scientifique de l'espèce	Etat de conservation
I	1092	<i>Austropotamobius pallipes</i>	C
A	1166	<i>Triturus cristatus</i>	B
A	1193	<i>Bombina variegata</i>	B
M	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	B
M	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	B
M	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	B
M	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	B
M	1305	<i>Rhinolophus euryale</i>	/
M	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	B
M	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	B
M	1310	<i>Miniopterus schreibersii</i>	/
M	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	B
M	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	B

M	1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	/
M	1324	<i>Myotis myotis</i>	B
M	1324	<i>Myotis myotis</i>	B
M	1355	<i>Lutra lutra</i>	/
I	4045	<i>Coenagrion ornatum</i>	C

Légende : Conservation

B : Bonne	C : Moyenne/Réduite	/ : Pas d'infos
-----------	---------------------	-----------------

ZPS «FR2612007 Forêts de Citeaux et environs »

Comme son nom l'indique, cette ZPS se compose principalement d'espaces forestiers composés de feuillus (à hauteur de 85%). D'autres milieux composent les 15% restants de la ZPS comme l'indique le tableau suivant :

Classes d'habitat de la zone Natura 2000	Pourcentage de couverture
Forêt caducifoliées	85%
Autres terres arables	8%
Prairies semi-naturelles humides et prairies mésophiles améliorées	4%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	1%
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	1%

Le sol acide comportant des éléments calcaires a permis le développement d'habitats dont certains font l'objet d'une protection. La partie forestière, partagée entre forêt domaniale et forêt communale, se compose d'une forte proportion de chênes pédonculés.

Outre ces boisements, le site présente une présence importante de petits étangs intra-forestiers ou situés en bordure de massif. Cette mosaïque d'habitats a pour conséquence une avifaune riche et dense, la densité de pics mars y est par exemple l'une des plus importante de France. Les zones d'étangs accueillent quant à elles des espèces telles que la cigogne noire, le héron pourpré, le busard des roseaux et le milan noir.

Le tableau ci-dessous résume les espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et leur évaluation :

ESPECE			EVALUATION
Groupe	Code	Nom scientifique de l'espèce	Etat de conservation
I	1092	<i>Austropotamobius pallipes</i>	C
A	1166	<i>Triturus cristatus</i>	B
A	1193	<i>Bombina variegata</i>	B
M	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	B
M	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	B
M	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	B
M	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	B
M	1305	<i>Rhinolophus euryale</i>	/
M	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	B
M	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	B
M	1310	<i>Miniopterus schreibersii</i>	/
M	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	B

M	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	B
M	1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	/
M	1324	<i>Myotis myotis</i>	B
M	1324	<i>Myotis myotis</i>	B
M	1355	<i>Lutra lutra</i>	/
I	4045	<i>Coenagrion ornatum</i>	C

Légende : Conservation

B : Bonne	C : Moyenne/Réduite	/ : Pas d'infos
-----------	---------------------	-----------------

2.2.2 Objectifs du DOCOB et vulnérabilité du site

Le DOCOB Natura 2000 est le fruit d'une étroite collaboration entre différents acteurs réunis au sein d'un comité de pilotage (COPIL) et de groupes de travail. Il définit un état des lieux et préconise des mesures de gestion pour la conservation et/ou la restauration des habitats et espèces d'intérêts communautaires.

ZSC « FR2601012 - Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne »

Tableau 9 : Tableau récapitulatif des mesures du programme d'actions			
Type de milieux concernés	Nom de la mesure	Code Mesure	Types d'outils
Milieux aquatiques et humides	Restauration, création ou entretien de mares et plans d'eau	H-01	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC localisée • FOR • Ni-Ni • Réseau mares de Bourgogne
	Entretien des fossés et rigoles	H-02	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC localisées • Charte Natura 2000 • Ni-Ni
	Gestion des milieux humides (prairies humides, mégaphorbiaies)	H-03	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC localisée • Charte Natura 2000
Milieux forestiers et boisés	Maintien d'un réseau d'arbres à cavités et d'arbres sénescents	F-01	<ul style="list-style-type: none"> • FOR • Charte Natura 2000
	Adaptation des modes de débardage	F-02	<ul style="list-style-type: none"> • FOR
	Restauration ou entretien des ripisylves	F-03	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC localisée • FOR • Ni-Ni • Charte Natura 2000 • Programmes d'actions des politiques de l'eau
	Préservation et reconstitution des habitats de reproduction du Sonneur à ventre jaune (aménagement d'ornières)	F-04	<ul style="list-style-type: none"> • FOR • Réseau mares de Bourgogne
	Formation, sensibilisation des forestiers dans la prise en compte des chauves-souris en forêt	F-05	<ul style="list-style-type: none"> • Animation : communication, sensibilisation • Charte Natura 2000 • PRA Chiroptères Bourgogne • Annexes vertes du schéma régional de gestion sylvicole (SRGS)
Tout type de milieux	Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable	M-01	<ul style="list-style-type: none"> • FOR • Ni-Ni • Charte Natura 2000 • Programmes d'actions des politiques de l'eau • Partenariats des groupements de défense sanitaire
	Mise en défens d'un milieu	M-02	<ul style="list-style-type: none"> • FOR • Ni-Ni
	Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact	M-03	<ul style="list-style-type: none"> • FOR • Ni-Ni • Partenariat, convention • Charte Natura 2000 • PRA Chiroptères Bourgogne
Transversales	Élaboration de la stratégie d'animation	T-01	<ul style="list-style-type: none"> • Animation • PRA Chiroptères Bourgogne • Actions des différents réseaux de suivis (GEB, SHNA, SFEPM, GDS etc...)
	Évaluation et révision du DOCOB	T-02	<ul style="list-style-type: none"> • Animation
	Veille des propriétaires des bâtiments abritant une colonie de chauves-souris	T-03	<ul style="list-style-type: none"> • Animation : communication, sensibilisation • Réseau(x) de suivi chiroptère (SHNA, ONF...) • PRA Chiroptères Bourgogne
	Amélioration des connaissances sur les espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire et leurs habitats	T-04	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi et amélioration des connaissances • PRA Chiroptères Bourgogne
	Information et sensibilisation des différents acteurs et usagers	T-05	<ul style="list-style-type: none"> • Animation : communication, sensibilisation • PRA Chiroptères Bourgogne • Nuit de la chauve-souris
	Conception et diffusion d'outils de communication	T-06	<ul style="list-style-type: none"> • Animation : communication, sensibilisation • PRA Chiroptères Bourgogne • Nuit de la chauve-souris
	Prise en compte des enjeux du site dans l'élaboration des projets, programmes, documents d'aménagement	T-07	<ul style="list-style-type: none"> • Animation • Charte Natura 2000
	Amélioration des connaissances sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire (hors chiroptères)	T-08	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi et amélioration des connaissances • Actions des différents réseaux de suivis (GEB, SHNA, GDS etc...)

Vulnérabilité du site :

Les chauves-souris sont très vulnérables au dérangement, particulièrement pendant la période de mise bas ou d'hibernation. Un aménagement ou des dérangements répétés liés à une surfréquentation humaine (travaux, aménagement touristique, reprise d'exploitation de carrières) peuvent entraîner le déplacement des espèces vers d'autres sites, voire leur mortalité. La disparition des gîtes ou leur modification est une des causes du déclin des chauves-souris (fermeture des cavités souterraines comme les mines ou carrières, coupe d'arbres creux). D'autres facteurs sont susceptibles d'affecter les conditions de vie des chiroptères comme la dégradation de leur territoire de chasse, et l'altération de leur bonne circulation via des corridors écologiques tels que des haies. Cette dégradation peut notamment être due à des pratiques agricoles intensives. Enfin, d'autres causes de déclin des chiroptères ont été recensées comme la présence de parcs éoliens. Les chauves-souris entrent alors en collision avec les pales ou sont victimes de la surpression occasionnée par le passage des pales devant le mât.

ZPS « FR2612007 Forêts de Citeaux et environs »

Objectifs	Mesures de gestion	Priorité de mise en oeuvre*	N° de pages
A : MAINTENIR UNE GESTION FORESTIÈRE FAVORISANT LA BIODIVERSITÉ	A1 : Mise en place de dispositif favorisant le développement de bois sénescents	1	87
	A2 : Mise en place de techniques de débardage alternatives limitant l'impact des travaux forestiers sur les sols	3	88
	A3 : Coupes d'éclaircies sélectives sur les essences non conformes au cortège végétal de l'habitat	3	89
B : GARANTIR LA CONSERVATION DES ESPÈCES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE INFÉODÉES AUX MILIEUX FORESTIERS	B1 : Formation à la reconnaissance des arbres porteurs de nids d'oiseaux ou de gîtes à chiroptères	1	91
	B2 : Recherche et matérialisation des arbres porteurs de nids ou abritant des gîtes à chauve-souris	2	92
	B3 : Mise en défens d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire	2	92
	B4 : Amélioration de la composition et la forme des lisières en bordure des espaces ouverts et voies de circulation	1	94
	B5 : Amélioration de la structure des peuplements forestiers	3	95
C : MAINTENIR LES FORÊTS ALLUVIALES	C1 : Utilisation de dispositifs spéciaux de franchissement des cours d'eau	3	96
D : GARANTIR LA CONSERVATION DES HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE INFÉODÉS AUX ÉTANGS	D1 : Reprofilage des berges des étangs en pente douce	2	97
	D2 : Entretien des bords des étangs par coupe des arbres envahissants	2	99
	D3 : Limitation des espèces indésirables des étangs et des mares	3	101
	D4 : Élaboration et diffusion d'un guide de bonnes pratiques de gestion des étangs	1	102
E : MAINTENIR LES POPULATIONS D'ESPÈCES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE INFÉODÉES AUX MILIEUX HUMIDES	E1 : Maintien d'une lisière boisée en bordure d'étang	1	103
	E2 : Maintien et restauration des roselières	1	104
	E3 : Entretien des mares existantes	1	105
	E4 : Création de mares supplémentaires	2	107
	E5 : Création de milieux de substitution pour le Sonneur	2	109
F : PRÉSERVER LA QUALITÉ DE L'EAU SUR L'ENSEMBLE DU SITE	F1 : Remise en état des digues et des systèmes de vidange	1	111
G : CONSERVER LES PRAIRIES PERMANENTES	G1 : Gestion extensive des prairies par la fauche	2	113
	G2 : Gestion extensive des prairies par le pâturage	1	114
	G3 : Reconversion de cultures en prairies permanentes	3	115
	G4 : Restauration de prairies après inondation	3	116
H : MAINTENIR LES HABITATS PONCTUELS OU À FAIBLE SUPERFICIE	H1 : Entretien et/ou restauration du réseau linéaire structurant le territoire	1	117
I : AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR LES HABITATS ET LES ESPÈCES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE	I1 : Complément d'inventaires des espèces et habitats d'intérêt communautaire	1	119
	I2 : Compléments d'inventaires sur les étangs	1	120
J : ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'OBJECTIFS	J1 : Animation et coordination de la mise en œuvre du document d'objectifs	1	121
	J2 : Mise en cohérence des préconisations du document d'objectifs avec les projets locaux et les documents de gestion	2	122
	J3 : Suivis et évaluation des actions du document d'objectifs	1	123
K : INFORMER, VALORISER ET SENSIBILISER	K1 : Animations pédagogiques de sensibilisation à la préservation du patrimoine naturel	2	124
	K2 : Animation de réunions d'informations pour porter à connaissances les objectifs et les mesures du DOCOB auprès des acteurs du territoire	1	125
	K3 : Conception et création d'outils de communication	2	126

Vulnérabilité du site :

Aux vues des espèces présentes sur le site, il convient de respecter les habitats adaptés à ces dernières. Ainsi, les pics ont besoin de stades forestiers matures dans la chênaie, quant au contraire la présence de busards, pies grièche écorcheur ou encore engoulevents repose sur l'existence de jeunes stades de régénération. L'évolution des pratiques sylvicoles peut représenter un danger potentiel, ainsi que l'implantation d'espèces exotiques. Il est cependant notable que la sylviculture pratiquée à Citeaux, Izeure ou Champ-Jarley est adaptée au contexte local et ne perturbe pas les habitats en question.

Les espèces de milieux humides comme le héron pourpré ou le busard des roseaux comptent elles sur la présence des roselières en bordure des étangs. Ces milieux ont également permis la présence avérée de cigognes noires sur le site (zones d'alimentation). L'entretien des roselières est donc un des enjeux du secteur, la mise en culture des étangs est, elle, à proscrire.

2.3 Les incidences liées au PCAET

Un PCAET peut être susceptible d'affecter significativement un site Natura 2000 lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement sur ou à proximité de ce dernier. Il convient par conséquent d'évaluer les incidences potentielles du PCAET sur le site NATURA 2000 :

- Les risques de détérioration et/ou de destruction d'habitats naturels d'intérêt communautaire à l'intérieur d'un site Natura 2000 (par consommation d'espaces) ;
- La détérioration des habitats d'espèces ;
- Les risques de perturbation du fonctionnement écologique du site ou de dégradation indirecte des habitats naturels ou habitats d'espèces (perturbation du fonctionnement des zones humides, pollutions des eaux...) ;
- Les risques d'incidences indirectes des espèces mobiles qui peuvent effectuer une partie de leur cycle biologique en dehors du site Natura 2000 : zone d'alimentation, transit, gîtes de reproduction ou d'hivernage. Ce type de risque concerne notamment la perturbation des oiseaux et chiroptères.

Objectifs	Incidences sur le site N2000	Mesures ERC
1.1 Maîtriser la demande énergétique de l'habitat	Pas d'incidences significatives	
1.2 Encourager les ENR dans l'habitat	Pas d'incidences significatives	
1.3 Urbaniser durablement	-Obligation d'un coefficient d'emprise au sol : plus de surfaces naturelles et semi-naturelles favorables au développement d'une biodiversité, dont la petite faune et l'entomofaune qui sont des proies potentielles d'espèces vivant en zone N2000 susceptibles de se déplacer.	

	-Favoriser la végétalisation des toitures voire des murs : plus de biodiversité, plus de proies potentielles pour les espèces de N2000 susceptibles de se déplacer.	
2.1 Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes	Pas d'incidences significatives	
2.2 Développer une mobilité de personnes décarbonnée	Pas d'incidences significatives	
2.3 Transporter les marchandises en polluant moins	Pas d'incidences significatives	
3.1 Consommer mieux, plus local	Pas d'incidences significatives	
3.2 Réduire et valoriser les déchets ménagers	<p>Dans le cadre de la distribution des composteurs, sensibiliser les particuliers à la gestion raisonnée de leur jardin (utilisation du compost, limitation des traitements chimiques, choix d'espèces autochtones) : les pratiques douces dans les jardins favorisent le développement de la biodiversité avec des proies potentielles d'espèces vivant en zone N2000 susceptibles de se déplacer.</p> <p>Installation de méthaniseurs : destructions partielles de milieux naturels et/ou agricoles par lesquelles transitent potentiellement des espèces de N2000.</p>	<p><i>Éviter</i> : Eviter les zones à enjeux d'un point de vue écologique</p> <p><i>Réduire</i> : Préserver dans la mesure du possible les plantations existantes voire en créer d'autres à partir d'espèces autochtones.</p>
4.1 Accompagner la transition agricole	<p>Diminution des pratiques intensives, mise en place de bandes enherbées, favoriser les plantations d'arbres, le non-labour du sol, etc. :</p> <p>Favorise l'abondance des proies des chiroptères et oiseaux, et la présence de haies et bosquets utiles à leurs déplacements</p>	
4.2 Développer la filière forestière	Destruction de gîtes potentiels à chiroptères ou diminution de leur zone de chasse, destruction potentielle de gîtes pour oiseaux cavicoles (pics)	<p><i>Éviter</i> : Sélection des arbres à abattre en évitant les vieux arbres à cavités, éviter les zones de chasse</p> <p><i>Réduire</i> : Travaux d'abattage en dehors des périodes de reproduction</p>

4.3 Promouvoir et encourager l'exemplarité des entreprises privées	Pas d'incidences significatives	
4.4 Produire et distribuer de l'énergie propre	<p>-Exploiter le potentiel éolien du territoire : Destruction potentielle de gîtes à chiroptères ou diminution de leurs zones de chasse, risque de collision entre éoliennes et chiroptères ou éoliennes et oiseaux</p> <p>-Installation de méthaniseurs : destructions partielles de milieux naturels et/ou agricoles par lesquelles transitent potentiellement des espèces de N2000s</p>	<p><i>Éviter</i> : Sélection des arbres à abattre en évitant les vieux arbres à cavités, éviter les zones de chasse et les grands axes de déplacement</p> <p><i>Réduire</i> : Travaux d'abattage en dehors des périodes de reproduction</p> <p><i>Éviter</i> : Eviter les zones à enjeux d'un point de vue écologique</p> <p><i>Réduire</i> : Préserver dans la mesure du possible les plantations existantes voire en créer d'autres à partir d'espèces autochtones.</p>
5.1 Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics	Pas d'incidences significatives	
5.2 Agir pour une mobilité propre	Pas d'incidences significatives	
5.3 Mieux consommer pour limiter la production de déchets	Pas d'incidences significatives	
5.4 Sensibiliser et animer le PCAET	Pas d'incidences significatives	

CHAPITRE 7 : MESURES ERC (ÉVITER, RÉDUIRE, COMPENSER)

La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) est inscrite dans le corpus législatif et réglementaire depuis la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et plus particulièrement dans son article 2 « ... et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement ». Cette séquence se met en œuvre lors de la réalisation de projets ou de plans/programmes et s'applique à l'ensemble des composantes de l'environnement (article L.122-3 du code de l'environnement).

Certaines thématiques incluses dans les démarches du PCAET sont susceptibles de percevoir des effets négatifs indirectement liés aux actions mises en place. Lorsque des incidences négatives sont identifiées, il est nécessaire de définir des mesures d'évitement et de réduction. Dans le cadre d'un PCAET, il est avant tout recherché l'évitement de tout impact négatif, et éventuellement des réductions. Les mesures de compensation doivent être utilisées en dernier recours si les impacts n'ont pas pu être évités ou réduits significativement.

Une partie des mesures figurent dans le programme d'action du PCAET et sont inscrites en tant que sous actions ou mesures d'actions dans les fiches. Le rapport environnemental permet cependant de réaliser un complément aux mesures proposées et de présenter des mesures supplémentaires éventuelles. Ces mesures ne figurent donc pas dans le PCAET et sont ainsi reprises dans la présente partie.

Objectif	Action prévue	Critère environnemental concerné	Impact potentiel décelé	Mesures à prendre
1.2 Encourager les ENR dans l'habitat	Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffage vers des modes plus vertueux	Biodiversité	Consommation d'espaces boisés (habitats, diversité)	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : Eviter les espaces boisés concernés par la présence d'espèces remarquables Réduction : Bonne gestion des espaces dédiés à la filière Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts
		Air – GES / santé	1. Consommation d'espaces boisés (puits de carbone) 2. Pollution (particules) en lien avec le chauffage biomasse	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : 1. Bonne gestion des espaces dédiés à la filière Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts 2. Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois
		Paysage et patrimoine	Visuel dégradé par les installations photovoltaïque	<ul style="list-style-type: none"> Evitement & réduction: Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations Travailler en partenariat avec l'ABF et le CAUE

				Intégrer l'identité paysagère et patrimoniale de la commune au sein des projets
	Faciliter la valorisation solaire des toitures	Paysage et patrimoine	Visuel dégradé par les installations photovoltaïque	<ul style="list-style-type: none"> Evitement & réduction : <p>Intégrer l'identité paysagère et patrimoniale de la commune au sein des projets</p> <p>Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations</p> <p>Travailler en partenariat avec l'ABF et le CAUE</p>
2.1 Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes	Structure l'offre de covoiturage	Biodiversité	Suppression d'espaces naturels pour les aménagements (espaces dédiés au covoiturage)	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : <p>Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts</p> <ul style="list-style-type: none"> Réduction : <p>Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel</p> <p>Inclure des critères de développement durable dans les aménagements</p>
		Sols - Risques naturels	Accroissement des phénomènes de ruissellement en raison de l'imperméabilisation des sols	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : <p>Limiter au strict minimum les espaces imperméabilisés</p> <p>Favoriser la mise en place de sols perméables</p>

2.2 Développer une mobilité de personnes décarbonnée	Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'activités	Biodiversité	Suppression d'espaces naturels pour les aménagements (voies cyclables, zones de stationnement)	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts Réduction : Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel <p>Utiliser les voies cyclables comme support de nature en ville</p> <p>Inclure des critères de développement durable dans les aménagements</p>
3.2 Réduire et valoriser les déchets ménagers	Valoriser énergétiquement les déchets méthanisables y compris agricoles	Paysage et patrimoine	Impact paysager des unités de méthanisation	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations
		Bruit	Impact sonore des unités	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : Mettre en place les unités à distance des zones habitées Réduction : Mettre en place des zones tampons (écran, boisement) Adapter les horaires de fonctionnement S'assurer des bonnes performances et de la conformité des ouvrages

		Biodiversité	Suppression d'espaces naturels pour les aménagements (bâtiments et dessertes)	<ul style="list-style-type: none"> Evitement : Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts Réduction : Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel
		Risques technologiques	Liés aux installations et au transport	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : S'assurer du respect des normes pour les aménagements Implanter les bâtiments et ouvrages à distance des habitations
4.1 Accompagner la transition agricole	Accompagner l'adaptation de l'agriculture au changement climatique	Biodiversité	Perturbation des espèces dépendantes des cultures	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : Faire un compromis lors des choix entre espèces adaptées et espèces présentant un intérêt pour la faune locale Réaliser une transition progressive pour une meilleure adaptation des espèces
4.2 Développer la filière forestière	Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois	Biodiversité	Consommation d'espaces boisés (habitats, diversité)	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : Bonne gestion des espaces dédiés à la filière Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts

		Air – GES / Santé	<p>1. Consommation d'espaces boisés (puits de carbone)</p> <p>2. Pollution (particules) en lien avec le chauffage biomasse</p>	<p>▪ Réduction :</p> <p>1. Bonne gestion des espaces dédiés à la filière</p> <p>Travailler avec le CRPF pour sensibiliser à la gestion durable des forêts</p> <p>2. Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois</p>
4.4 Produire et distribuer de l'énergie propre	Exploiter le potentiel éolien du territoire et soutenir les projets à l'étude	Biodiversité	Impact sur la faune (chiroptères, oiseaux)	<p>▪ Evitement :</p> <p>Implanter les parcs éoliens dans des zones à faible enjeu naturel</p> <p>▪ Réduction :</p> <p>Inciter la prise en compte des continuités écologiques dans les projets éoliens</p>
		Paysage et patrimoine	Impact paysager des ouvrages	<p>▪ Evitement :</p> <p>Identifier les cônes de vue et relations de co-visibilité à protéger Implanter les parcs éoliens dans des zones à faible enjeu paysager</p> <p>▪ Réduction :</p> <p>Inciter la prise en compte du paysage dans les projets éoliens</p> <p>Travailler en partenariat avec les associations et collectivités locales pour s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux et ne pas dégrader les vues (paysages et patrimoine)</p>

		Bruit	Impact sonore des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>Mettre en place les éoliennes à distance des zones habitées</p>
	Déployer des unités de méthanisation	Biodiversité	Suppression d'espaces naturels pour les aménagements (bâtiments et dessertes)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evitement : <p>Implanter les aménagements où les enjeux naturels sont les moins forts</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel</p>
		Paysage et patrimoine	Impact paysager des unités de méthanisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations et veiller à les intégrer au mieux</p>
		Bruit	Impact sonore des unités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evitement : <p>Mettre en place les unités à distance des zones habitées</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>Adapter les horaires de fonctionnement</p> <p>S'assurer des bonnes performances et de la conformité des ouvrages</p> <p>Mettre en place des zones tampons (écran, boisement)</p>

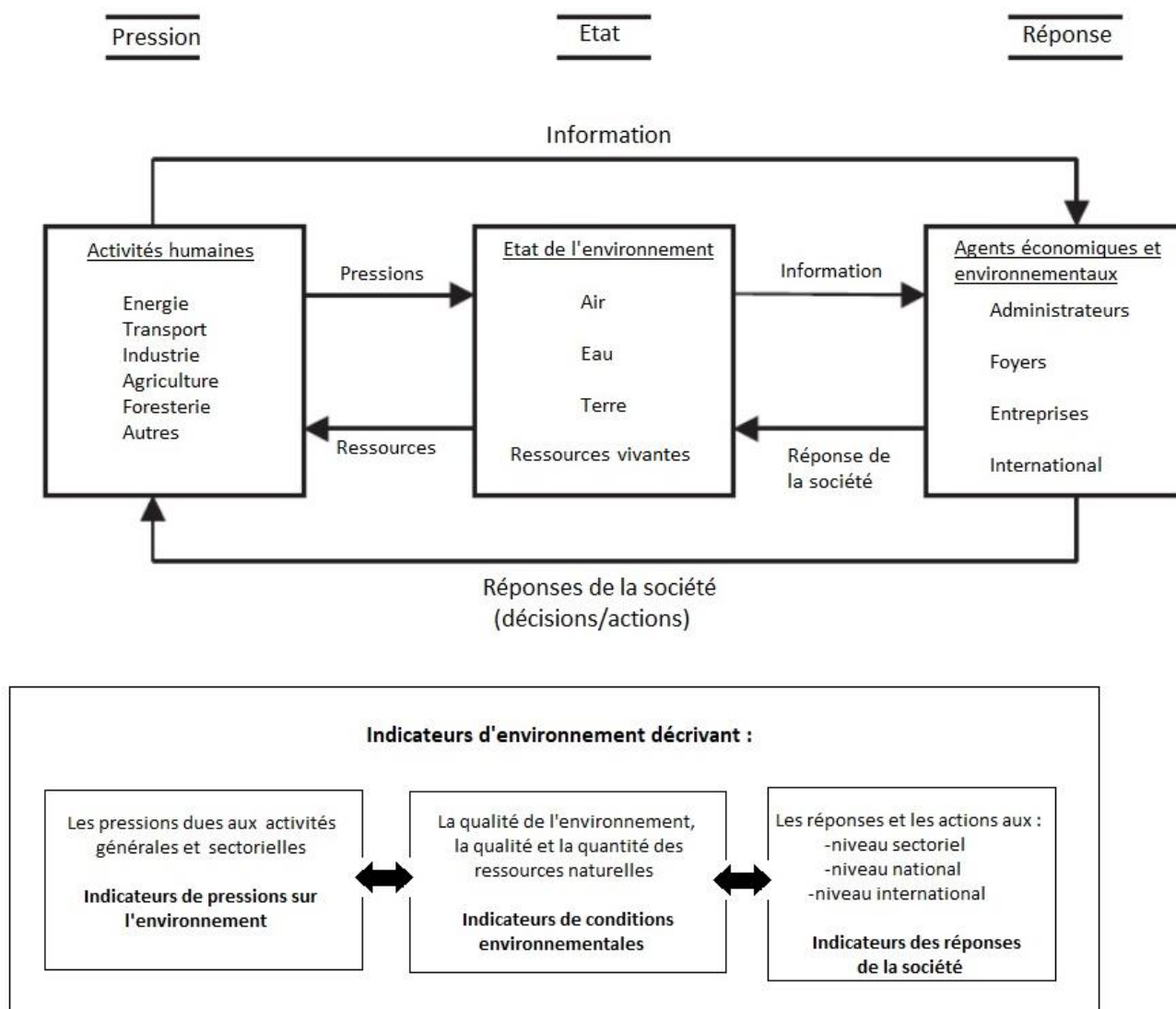
		Risques technologiques	Liés aux installations et au transport	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>S'assurer du respect des normes pour les aménagements</p> <p>Implanter les bâtiments et ouvrages à distance des habitations</p>
	Adapter les réseaux de distribution et de transport	Biodiversité	Consommation d'espaces naturels (postes, raccordements)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evitement : <p>Limiter les aménagements à ce qui est nécessaire pour limiter la consommation d'espaces</p>
		TVB	Obstacle à la circulation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evitement : <p>Intégrer les espaces aménagés dans leur environnement naturel pour ne pas créer d'obstacle</p> <p>Eviter les zones à enjeux pour la trame verte et bleue</p>
		Paysage et patrimoine	Impact paysager des aménagements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction : <p>Prendre en compte les contraintes paysagères du territoire pour les installations et veiller à les intégrer au mieux</p>
		Risques technologiques	Induits par la mise en place de nouveaux réseaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evitement : <p>Implanter les réseaux et ouvrages à distance des habitations</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction :

				S'assurer du respect des normes d'installations et d'usages pour les aménagements
5.1 Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics	Engager la rénovation du patrimoine bâti	Air – GES	Emission de particules liées au réseau bois énergie	<ul style="list-style-type: none"> Réduction : <p>Surveiller la performance des systèmes de chauffage bois</p>
		Paysage et patrimoine	Visuel dégradé par les installations photovoltaïque	<ul style="list-style-type: none"> Evitement & réduction : <p>Intégrer l'identité paysagère et patrimoniale de la commune au sein des projets</p> <p>Prendre en compte les contraintes paysagères et patrimoniales du territoire pour les installations</p> <p>Travailler en partenariat avec l'ABF et le CAUE</p>

CHAPITRE 8 : INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

1. PRÉAMBULE

La mise en place d'indicateurs environnementaux se base sur le modèle de l'OCDE : Pression - Etat - Réponse (PER), illustré par le schéma ci-après.



Ainsi, les trois catégories d'indicateurs permettent de prendre en compte et de « mesurer » :

- ❖ les pressions engendrées par les activités humaines (évolution de la surface des zones naturelles en fonction des pressions exercées par exemple) ;
- ❖ l'état dans lequel se trouve l'environnement (nombre d'espèces patrimoniales, rares ou menacées par exemple) ;
- ❖ les réponses (mesures) mises en place par la collectivité pour compenser les incidences consécutives aux pressions (niveau de prise en compte des zones naturelles et agricoles, mesures de protection, de gestion par exemple).

2. INDICATEURS DE SUIVIS MIS EN PLACE PAR ACTION

1. Habiter et se loger en consommant moins d'énergie

Actions	Compétence de la collectivité ciblée	Indicateurs	Objectif 2024	Fréquence de renseignement
Maîtriser la demande énergétique de l’habitat				
Renforcer localement le pôle de rénovation conseil	Logement/Cadre de vie	Pôle Rénovation Conseil créé		
		Rythme de rénovation annuelle	1440 logements	Tous les ans
		Consommation d’énergie finale résidentielle du territoire	-19.3 GWh	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
		Enveloppes ANAH octroyées pour la rénovation		
Rénover le parc de logements sociaux en créant une dynamique avec les bailleurs sociaux	Logement/Cadre de vie	Rythme de rénovation annuelle		
		Consommation d’énergie finale résidentielle du territoire	-1.1 GWh	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
Repérer et accompagner les ménages en situation de précarité énergétique	Action sociale	Part de la pop. avec un TEE >10%	12%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
		Enveloppes FSL allouées aux ménages du territoire		
		Nombre de ménages accompagnés		
Encourager les ENR dans l’habitat				
Déployer et améliorer la performance des systèmes de chauffages vers des modes plus vertueux	Logement/Cadre de vie	Nombre de chaudières fioul remplacées	310 chaudières	
		Nombre d’installations individuelles par type d’EnR Surface PV/ECS		

Faciliter la valorisation solaire des toitures	Logement/Cadre de vie	Part d'EnR dans la consommation d'énergie du territoire	40%	
		Puissance solaire thermique et photovoltaïque installée en toiture	5 GWh/an	Tous les ans
		Surface installée (par habitant) de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques	15 000m²	Tous les ans
Urbaniser durablement				
Penser et planifier l'urbanisation du territoire dans sa globalité, en y intégrant les enjeux énergie/climat	Aménagement	Nombre de sessions de formation organisées		
		Nombre d'élus et d'agents participants		
		Proportion d'espaces verts par habitants		Bilan PCAET

2. Se déplacer/ transporter les marchandises en polluant moins

Actions	Compétence de la collectivité ciblée	Indicateurs	Objectif 2024	Fréquence de renseignement
Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes				
Structurer l'offre de covoiturage	Mobilité	Kilomètres parcourus par mode de transport et déclinés par motif (domicile-école, domicile-travail, etc.)		
		Nombre de trajets par mode utilisé		
		Nombre d'aires de covoiturage créées		
		% de revêtement enherbé		

Optimiser le réseau de TC du territoire autour des centralités	Mobilité	Kilomètres parcourus par mode de transport et déclinés par motif (domicile-école, domicile-travail, etc.)		
		Nombre de trajets par mode utilisé		
Réduire les besoins de déplacements motorisés de personnes				
Renforcer les modes actifs sur l'ensemble du territoire et notamment autour des pôles d'attractivité	Mobilité	Linéaire cyclable aménagé		
		Enveloppe allouée à la mise en place d'une signalétique directionnelle		
		Nombre de stationnements vélos créés		
		Nombre de vélos mis en location		
Accompagner la transition technologique du parc motorisé	Mobilité	Évolution du nombre de véhicules électriques sur le territoire		
		Nombre de bornes de charge installées	9	En 2020 et 2024
Former et sensibiliser à conduire mieux et se déplacer différemment	Mobilité	Nombre d'auto-écoles participantes à la concertation sur l'éco-conduite		
		Nombre de formations financées	78	Tous les ans
		Élaboration du guide sur l'auto-conduite		
		Nombre de participants aux évènements sur les modes de déplacement alternatif		
Transporter les marchandises en polluant moins				
Accompagner les entreprises au changement des pratiques de déplacement	Mobilité	Cartographie des flux réalisée		
		Nombre de routiers formés à l'éco-conduite	300	Tous les ans

		Première station GNV poids lourds réalisée		
Développer le fret fluvial à partir du technopole de Pagny-le-château		Tonnage transporté par barge (évolution par rapport aux 180 kt annuelles)	+10%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET

3. Consommer en économisant les ressources

Actions	Compétence de la collectivité ciblée	Indicateurs	Objectif 2024	Fréquence de renseignement
Consommer mieux, plus local				
Structurer la consommation locale de produits alimentaires	Développement économique	Nombre de producteurs associés au réseau de vente directe		
		Guide élaboré		
		Epicerie locale de Poncey-les-Athée réalisé		
Développer l’approvisionnement local de qualité de la restauration collective	Développement économique	Quantité de déchets alimentaires		
		Nombre de meubles de tri avec pesée acquis	10	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
Réduire et valoriser les déchets ménagers				
Relancer un programme local de prévention des déchets	Collecte et traitement des déchets	Volume de déchets produits		
		Chargé de mission recruté		
		Taux de recyclage des déchets		
Favoriser le réemploi et le recyclage des déchets	Collecte et traitement des déchets	Volume de vélos récoltés par l’association « La Rustine »		
		Volume d’électroménagers récolté la recyclerie		
		Recyclerie créée		
Réduire les déchets fermentescibles en développant le compostage	Collecte et traitement des déchets	Nombre de composteurs distribués	360	Tous les ans

		Nombre de lombricomposteurs distribués	24	Tous les ans
		Nombre de composteurs collectifs installés en pied d'immeuble	40	Tous les ans
		Nombre de participants aux réunions de travail sur la lutte contre le gaspillage alimentaire		
Valoriser énergétiquement les déchets y compris agricoles	Collecte et traitement des déchets	Puissance d'énergie produite (GWh) par la méthanisation	20	Bilan PCAET

4. Travailler et produire en préservant l'environnement

Actions	Compétence de la collectivité ciblée	Indicateurs	Objectif 2024	Fréquence de renseignement
Accompagner la transition agricole				
Accompagner une transition des grandes cultures vers des modes plus économes et moins émetteurs de GES	Développement économique	Nombre d’agriculteurs bio		
		Nombre de diagnostics Dia’terre réalisés	360	Tous les ans
		Nombre de bilans azote réalisés	360	Tous les ans
Accompagner l’évolution des pratiques d’élevage et de gestion des prairies pour améliorer le bilan en termes de GES	Développement économique	Nombre d’unités de méthanisation développées		
		Évolution de l’apport en glucides		
		Évolution de la surface de prairies totale du territoire		
Accompagner l’adaptation de l’agriculture au changement climatique	Développement économique	Registre parcellaire graphique (surface culturale convertie)		
		Nombre d’assurances récolte contractées		
		Part de la charolaise dans la répartition des races de bovins du territoire		Bilan PCAET
Développer la filière forestière				

Assurer une gestion durable des forêts en mettant en œuvre une charte forestière de territoire	Aménagement	Surface de prairies humides restaurée		
		Charte forestière réalisée		
		Part de forêts éco-certifiées		
		Evolution des surfaces boisées		Bilan PCAET
Promouvoir, accompagner et structurer une filière bois	Aménagement	Nombre de participants		
		Plateforme de stockage créé		
		Nombre de visites organisées		
Accompagner les entreprises locales à agir sur leur propre fonctionnement				
Accompagner les entreprises locales à agir sur leur propre fonctionnement	Développement économique	Charte des commerçants et artisans éco-responsables réalisée		
		Nombre d'entreprises engagées dans une démarche d'audits énergétiques	30	Tous les ans
		Nombre d'entreprises participantes au concours des bonnes pratiques		
S'engager dans une gestion durable des zones d'activités notamment par le renouvellement durable des ZAE	Développement économique	Charte des Zones d'Activités Économiques réalisée		
		Nombre de zones d'activités labélisées		
Accompagner les entreprises dans le développement d'envergure d'énergies renouvelables	Développement économique	Puissance installée par les entreprises en production d'énergie renouvelable		
Produire et distribuer de l'énergie propre				
Réaliser un schéma de développement des énergies renouvelables	Aménagement	Part d'EnR dans la consommation d'énergie du territoire	34%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET

		Nombre de structure de concertation de montage de projet et nombre d'acteurs impliqués		
		Nombre d'actions / d'outils d'information, de communication ou de concertation		

Exploiter le potentiel éolien du territoire et soutenir les projets à l'étude	Aménagement	Part de l'éolien dans le mix énergétique	30%	Bilan PCAET
Explorer le potentiel géothermique sur nappe	Aménagement	Étude de potentiel réalisée		
		Part de la géothermie dans le mix énergétique	1%	
Développer des unités de méthanisation	Aménagement	Nombre de méthaniseurs mis en service		
		Part de la méthanisation dans le mix énergétique du territoire	6%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
		Puissance installée en GWh	13 GWh	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
Organiser le stockage de l'énergie verte	Aménagement	Évaluation menée		
		Synthèse des moyens de stockage réalisée		
		Site de stockage d'énergie verte réalisé		
Adapter les réseaux de distribution et de transport	Aménagement	Cartographie des capacités d'injection réalisée		

5. S'engager vers l'exemplarité

Actions	Compétence de la collectivité ciblée	Indicateurs	Objectif 2024	Fréquence de renseignement
Réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments publics				
Poursuivre la réduction des consommations de fonctionnement	Aménagement	Évolution des consommations énergétiques de la collectivité		
		Bonnes pratiques de consommation intégrées au livret d'accueil		
Engager la rénovation du patrimoine bâti et intercommunal	Aménagement	Enveloppe budgétaire allouée à la rénovation du patrimoine		

		Nombre de bâtiments rénovés		
		Surface de panneaux photovoltaïques installée sur les toitures des bâtiments publics		
Agir pour une mobilité propre				
Elaborer un plan de mobilité interne à la collectivité	Mobilité	Nombre d'élus sensibilisés		
		Enquête mobilité auprès des élèves et parents d'élèves réalisée		
		Enquête mobilité interne réalisée		
		Nombre de vélo mis à disposition des agents	20	Tous les ans
Agir sur la flotte de véhicules	Mobilité	Nombre de formations réalisées	12	Tous les ans
		Audits-énergétiques des véhicules réalisés		
		Nombre de véhicules électriques acquis	5	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
Mieux consommer pour limiter la production de déchets				
Mettre en place des politiques d'achats responsables	Développement économique	Clauses environnementales avec enjeu « climat-air-énergie » intégrées aux marchés publics		
		Part de l'électricité renouvelable dans la consommation de la collectivité		
Poursuivre le programme de réduction des déchets mené par la collectivité	Développement économique	Budget papier de la collectivité		
		Nombre de procédures dématérialisées		
		Nombre de composteurs installés		
		Nombre de cantines sensibilisées à l'anti-		

		gaspillage		
Sensibiliser et animer le PCAET				
Sensibiliser les habitants aux enjeux du PCAET et à la transition énergétique	Aménagement	PCAET « tout public » réalisé		
		Nombre de personnels sensibilisés		
		Nombre de familles participantes au défi « famille à énergie positive »		
		Nombre d'actions réalisées		
Assurer le suivi et l'animation du PCAET de manière à informer/former les acteurs aux effets du changement climatique	Aménagement	Nombre de rencontres annuelles organisées		
		Nombre de participants au « club climat » / « dynamique climat »		
		Consommation d'énergie finale du territoire (évolution par rapport à 2018)	-8%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
		Emission des GES du territoire (évolution par rapport à 2018)	-8%	Evaluation de mi-parcours et bilan de PCAET
Intégrer les critères d'adaptation au changement climatique dans la construction du territoire de demain	Aménagement	Étude de vulnérabilité transmise		
		Référent transversalité PCAET désigné		

CHAPITRE 9 : METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

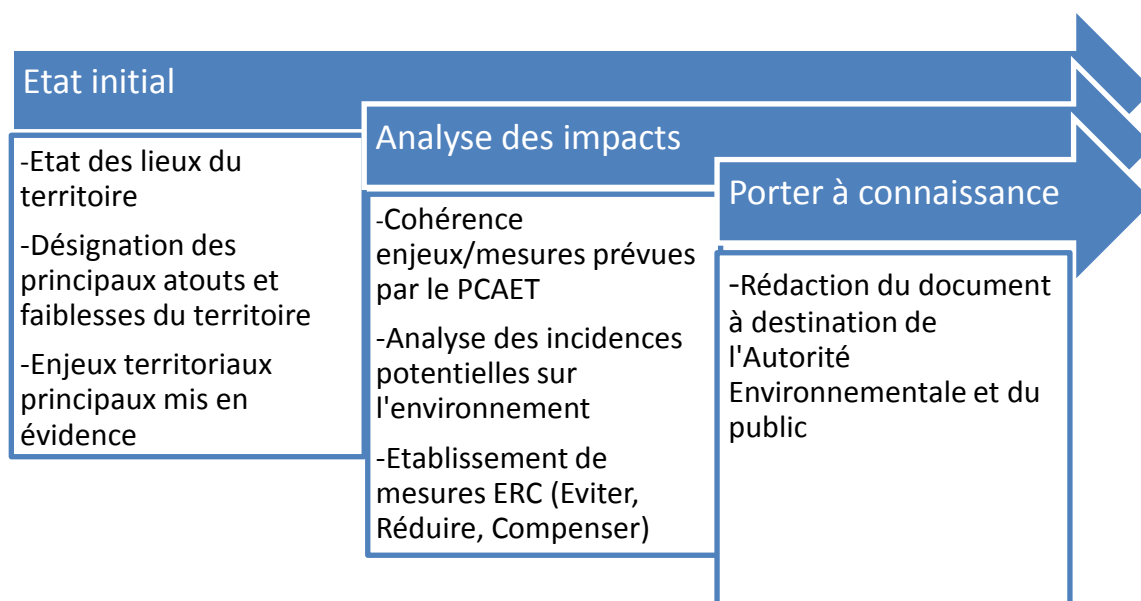
1. PREAMBULE

Conformément à l'article R122-20 du Code de l'Environnement et à la directive 2001/42/CE, l'évaluation environnementale comprend un chapitre consacré à la méthodologie employée pour la réalisation du présent document.



Ce chapitre contient donc le déroulé de la démarche ayant conduit à la production de ce rapport, les documents et autres sources utilisés, les types d'analyse effectués et les éventuelles difficultés rencontrées.

2. DÉROULÉ DE LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE









Démarche de l'évaluation environnementale



Déroulé en détail de la réalisation de l'évaluation environnementale :

-  Phase 1 - Echanges préalables
-  Phase 2 – État initial de l'environnement – Diagnostic–Présentation du PCAET
 - Prise de connaissance de l'état des lieux et du diagnostic territorial
 - Hiérarchisation des enjeux environnementaux
 - Evolution du territoire en l'absence de révision du PCAET– scénario 0

-Articulation avec les plans et programmes

-  Phase 3 : Itération et analyses. Orienter le PCAET
-  Phase 4 - Étudier les incidences résiduelles et proposer des mesures ERC
-  Phase 5 - Évaluation des incidences Natura 2000 du PCAET
-  Phase 6 - Élaboration du dispositif de suivi et d'indicateurs
-  Phase 7 - Réalisation du rapport environnemental
-  Phase 8 - Saisine de l'Autorité environnementale et suites des avis
-  Phase 9- Suites à l'information et participation du public
-  Phase 10 : Déclaration environnementale

3. SOURCES DE DONNÉES UTILISÉES

Les sources citées ci-dessous regroupent à la fois celles utilisées pour réaliser l'état initial de l'environnement onduit par Médiaterre Conseil et le diagnostic effectué par Vizéa.

Thématique	Source(s)
Caractéristiques géomorphologiques et occupation des sols	IGN IdéOBFC Corine Land Cover 2012
Ressource en eau	Bd Carthage IGN IdéOBFC DREAL Bourgogne Franche-Comté SAGE Vouge SAGE Ouche EauFrance Sandre GEST'EAU
Biodiversité et milieux naturels	IGN IdéOBFC DREAL Bourgogne Franche-Comté INPN Zones-humides.org, reseauactionclimat.org cote-dor.gouv.fr doubs.gouv.fr besancon.fr SRCE de Bourgogne trameverteetbleue.fr
Paysage et patrimoine	IGN IdéOBFC Ministère de la culture et de la communication DREAL Bourgogne Franche-Comté Datagouv.fr

Pollutions et nuisances	IGN BRGM BASIAS BASOL Ministère de la transition écologique et solidaire Géorisque cotedor.fr
Risques	IGN Infoterre IdéOBFC musee-sismologie.unistra.fr Géorisque
Consommation énergétique	Observatoire de Bourgogne (données énergie et gaz à effet de serre énergétiques 2014) OPTeER (données énergie et gaz à effet de serre 2014) ENEDIS (2001 à 2016) et GRDF (2010 à 2016) INSEE (2006, 2010, 2012 et 2014 suivant les données) SOeS (Compte des transports de la Nation et DJU)
Réseaux	Web RTE SICECO ENEDIS GRDF Capareseau.fr
Energies renouvelables	SRCAE Bourgogne IN INSEE SED Schéma Régional Climat Air Energie de Bourgogne, Conseil Régional de Bourgogne, 2012 Données issues de l'Observatoire Climat-Energie de Bourgogne de 2014 Schéma Régional de Gestion Sylvicole en Bourgogne, CRPF Bourgogne-Franche-Comté, 2005 Stratégie Energétique Départementale 21, SICECO, 2013 BRGM GEOTHERMIE-PERSPECTIVES.fr
Emissions de GES	Observatoire de Bourgogne (données énergie et gaz à effet de serre énergétiques 2014) OPTeER (données énergie et gaz à effet de serre – 2014) ENEDIS (2001 à 2016, pour les émissions induites indirectement par la consommation d'électricité) GRDF (2010 à 2016, pour les émissions induites par les consommations de gaz) INSEE (2006, 2010, 2012 et 2014 suivant les données) SOeS (Compte des transports de la Nation et DJU)
Qualité de l'air	OPTeER (données polluants locaux – 2014)
Séquestration carbone	AMEDE GOOGLE Earth
Vulnérabilité au changement climatique	Observatoire Climat Energie de Bourgogne 2014 OPTeER, 2014 BASE DE DONNEES GASPAR WWW.GEORISQUES.GOUV.FR Ministère de la transition & écologique et solidaire serveur de données hydrométrique temps réel du bassin Rhône Méditerranée et Vigicrue DDRM Portail DRIAS

ONERC
Impact Climat
DREAL Bourgogne Franche Comté
fiche biodiversité de la Boîte à outils adaptation au changement climatique
en Bourgogne
Alterre Bourgogne
Ademe
IGN
IDEOBFC
Infoterre

4. MÉTHODES D'ANALYSE UTILISÉES

Les étapes de la démarche d'évaluation environnementale sont articulées de sorte à animer une dynamique environnementale dans la conception du PCAET tout en concevant un système d'évaluation des différentes versions produites du PCAET. Le but du rapport environnemental est clairement de rendre compte de la démarche d'évaluation mise en œuvre.

Au-delà de la démarche d'évaluation environnementale stratégique, nous avons souhaité mettre en place un vrai dialogue évaluatif entre les évaluateurs et l'équipe en charge de l'élaboration du PCAET, ainsi que les autres partenaires et acteurs du PCAET, afin que les connaissances produites soient utilement appropriables par tous.

Nous avons porté attention aux points suivants :

- les informations et raisonnements développés sont crédibles, étayés et compréhensibles par l'ensemble des destinataires et par le grand public;
- les appréciations évaluatives sont fondées sur des arguments légitimes, et discutées ;
- les recommandations sont réalistes et également argumentées et discutées.

Pour mener à bien cette mission d'AMO et répondre aux attentes, nous avons suivi les phases suivantes :

- une phase de prise de connaissance des données et de diagnostic environnemental pour identifier les enjeux environnementaux présents sur le territoire et les zones susceptibles d'être concernées par la mise en œuvre du Plan, les hiérarchiser et dresser les perspectives d'évolution sur la base de ce qui a été fait durant les politiques précédentes.
- une phase en continu de concertation avec les acteurs et l'équipe du PCAET, ainsi qu'avec le public, et de prise en compte des enjeux environnementaux prioritaires dans l'élaboration du projet de PCAET pour tendre vers une version finale de moindre impact environnemental. Les effets des dispositions des différentes versions du projet de plan ont été mises à dispositions des évaluateurs et analysés au regard des enjeux environnementaux identifiés à l'issue du diagnostic. Par processus itératif et concomitant, mais décalée et dissociée, des recommandations ont été faites afin d'éviter ou de réduire les incidences négatives sur l'environnement ou la santé humaine. Cette phase a également permis de s'interroger d'une part sur la pertinence des objectifs et règles mis en œuvre pour atteindre les objectifs régionaux et nationaux et d'autre part sur la cohérence externe et interne du projet de PCAET.

- une phase d'analyse plus précise (notamment vis-à-vis du réseau Natura 2000) des effets des objectifs, règles et projets retenus, ainsi que des mesures mises en œuvre dans le plan qui y sont associées.
- une phase concernant la définition des modalités de suivi des effets et des mesures et l'élaboration du rapport environnemental traduisant la démarche d'évaluation environnementale pour la phase de consultation.

5. DIFFICULTÉES RENCONTRÉES

5.1 Expérimenter la démarche d'évaluation environnementale PCAET pour la première fois

Les EPCI de plus de 20 000 habitants ont désormais l'obligation d'élaborer un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) sur leur territoire d'après la loi sur la Transition Énergétique et la Croissance Verte (TECV).

Ces PCAET sont soumis à évaluation environnementale. Le décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes a en effet élargi considérablement la liste des documents soumis à évaluation environnementale.

Cette démarche est nouvelle à la fois pour les collectivités qui s'engagent dans ce processus, pour les bureaux qui aident à l'élaboration du PCAET, ainsi que pour les bureaux qui évaluent ces PCAET. En effet, bien que les objectifs principaux de réduction des consommations énergétiques, réduction des émissions de GES, amélioration de la qualité de l'air et adaptation au changement climatique soient bien compris, il n'est pas aisé de savoir jusqu'où peut aller et où doit s'arrêter le PCAET.

Ainsi, le parti pris du PCAET de la communauté de communes de Rives de Saône est d'aborder une large palette de grandes thématiques : Urbanisation durable, transition agricole, rénovation énergétique, mobilité décarbonnée, intégration des énergies renouvelables, sensibilisation des acteurs locaux et des riverains, réduction des déchets, consommation plus locale, etc.

Toutes ces thématiques participent bien sûr aux principaux enjeux du PCAET cités précédemment, mais ont aussi un impact bénéfique sur d'autres champs de l'environnement. Ainsi, il n'était pas toujours facile de savoir à quel point proposer des actions dans les champs liés « indirectement » aux émissions de GES, séquestration carbone, consommation d'énergie, etc.

De même, la démarche d'évaluation environnementale en elle-même fut plus longue et complexe que les évaluations environnementales « classiques », car nous ne disposions pas de réels modèles. Nous avons cependant pu nous appuyer sur les guides de l'ADEME et du CEREMA. De même, la synthèse annuelle de l'AE et MRAE a permis de mieux comprendre les attentes de l'autorité environnementale sur la production de ce document.

5.2 Analyse des incidences d'un plan sensé être vertueux envers l'environnement

Par définition, un Plan Climat Air Energie Territorial se doit d'être vertueux envers l'environnement. Ainsi, et comme expliqué précédemment, le PCAET de la CC de Rives de Saône propose des actions sur de nombreuses thématiques et est donc bénéfique à la fois pour les enjeux liés à la qualité de l'air et au climat, mais aussi pour des enjeux liés à la biodiversité, au cadre de vie des riverains, à la santé de tous.

Le chapitre dédié à l'analyse des incidences probables de la mise en œuvre du PCAET sur l'environnement se doit d'explicitier d'une part les effets bénéfiques du PCAET, mais aussi les effets néfastes de ce dernier.

Aussi, les effets positifs du PCAET sont simples à relater, en revanche il est plus délicat d'évaluer les effets négatifs de ce plan.

En effet, les effets négatifs du plan sont indirects et demandent une certaine réflexion pour être analysés. Ainsi, chaque action doit être finement étudiée et considérée vis-à-vis de tous les champs de l'environnement pour détecter de potentiels effets négatifs.

D'autre part, les actions du PCAET sont souvent générales et peu, voire pas, localisées. Ce manque de spatialisation complexifie l'analyse et nous oblige parfois à prescrire des mesures d'évitement ou de réduction relativement générales. En effet nous ne pouvons pas savoir à l'avance où sera implantés tel ou tel système de production d'énergie renouvelable (comme le matériel de méthanisation ou les parcs éoliens). Ainsi, il est difficile de savoir quels milieux naturels ou aspects importants du paysage pourraient être impactés.